

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE
LA SÉDUCTION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 14 décembre 1908, à 1 heure 1/2.

PAR

Jacques AMBLARD

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. ANDRÉ WEISS.

Suffragants { MM. MASSIGLI, } *professeurs.*
BARTIN, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Arthur ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1908

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE
LA SÉDUCTION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le lundi 14 décembre 1908, à 1 heures 1/2

PAR

Jacques AMBLARD

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS



Président : M ANDRÉ WEISS.

Suffragants { MM. MASSIGLI, } *professeurs.*
BARTIN, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Arthur ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908

BIBLIOGRAPHIE

- Amiable.** — De la paternité, 1885.
- Aubry et Rau.** — Cours de droit civil, 1869.
- Augée-Dorlhac.** — De la condition juridique des enfants naturels dans le passé, le présent et l'avenir, 1891.
- Aulu-Gelle.** — Les Nuits attiques.
- Baudry-Lacantinerie.** — Cours de droit civil.
- Berge.** — La recherche de la paternité, *Revue générale de droit de législation et de jurisprudence*, 1878.
- Bufnoir.** — Etude sur le droit de famille dans le projet de Code civil pour l'empire d'Allemagne, *Bulletin de la Société de législation comparée*, juillet 1890.
- Butel (F.).** — La répression de la séduction, *Réforme sociale*, 1883.
- Cadet (E.).** — Le mariage en France.
Code civil allemand, 1900. — Annoté par MM. Bufnoir, Challamel, Drioux, Gény, Hamel, Saleilles et Lévy Ullmann.
- Colin (A.).** — Des fiançailles, thèse 1887.
- Colin (M.), député.** — Projet de loi modifiant l'article 334 du Code pénal.
- Ducros (Jacques).** — Réflexions singulières sur l'ancienne coutume de la ville d'Agen.
- Duméril (H.).** — La séduction et la rupture des promesses de mariage au point de vue de la responsabilité civile.
- Ferrero.** — La femme criminelle et la prostituée.
- Fournel.** — De la séduction, 1781.
- Goujon (Julien).** — Rapport sur le projet de loi de M. Rivet tendant à l'admission de la recherche de la paternité.
- Glasson.** — Le mariage civil et le divorce.
- Jacquier.** — Des preuves de la recherche de la paternité naturelle.
- Lacointa.** — Observations sur les réformes à introduire dans notre législation en matière de séduction.
- Ledreux.** — De la recherche de la paternité, thèse 1902.
- Lefebvre.** — Cours du droit matrimonial.
- Legouvé.** — Histoire morale des femmes.

- La Grasserie (de)** — Code civil suédois.
- Legoyt.** — Des naissances illégitimes en Europe.
- Locré.** — Législation de la France.
- Lombroso.** — La femme criminelle et la prostituée, 1896.
- Marcadé.** — Explication théorique et pratique du Code civil.
- Millet (A.).** — De la séduction.
- Molinari (de).** — La recherche de la paternité.
- Naslin.** — De la rupture des promesses de mariage et de la séduction, thèse Poitiers.
- Prudhomme.** — Le Code civil italien.
- Pothier.** — Traité du contrat de mariage.
- Simon (Jules).** — L'ouvrière.
- Vidal.** — Etude sur les moyens organisés par la loi et la jurisprudence pour protéger les fiancés contre leurs fraudes réciproques.
- Viviani.** — Rapport sur le projet de loi présenté par M. Rivet (recherche de la paternité).
- Zachariæ.** — Le droit civil français.
- Dalloz et Sirey.** — *Jurisprudence générale, Gazette du Palais, La Loi,*
-

INTRODUCTION

Nulle époque plus que la nôtre n'exalta et ne prôna les grandes idées d'égalité et d'humanité, mais par une ironie bien coutumière et bien humaine, elle ne fait que des pas excessivement lents dans la voie de ces nobles principes. Si le peuple a pu conquérir les libertés politiques et bientôt les libertés sociales, suivies peu après de l'égalité politique, il faut reconnaître que l'égalité des sexes est un vain mot et que l'homme s'est bien peu préoccupé de rendre meilleure la condition de la femme.

Depuis le jour où le christianisme l'émancipa en fortifiant le mariage, et en l'élevant du rang inférieur d'esclave, qu'elle tenait dans la vie grecque et romaine, à celui de compagne et d'épouse, la femme est restée dans un état d'infériorité manifeste ; si sa situation a été considérablement améliorée, si elle a conquis une place importante au foyer, il est juste de dire que, malgré ces progrès, elle n'a pas obtenu celle qui lui revient. A notre époque même, beaucoup d'hommes professent à son égard des idées aussi retardataires que celles de nos ancêtres les Romains.

Sans entrer dans le détail des injustices que l'égoïsme masculin commet chaque jour et sans vouloir suivre les

féministes dans leurs généralisations arbitraires, il nous apparaît que la femme a droit à plus de justice et à une plus ample protection. Parmi les nombreuses inégalités que l'on peut relever dans notre législation, il nous a paru intéressant d'étudier une des plus attristantes et une des plus odieuses : c'est la situation faite par nos lois à la fille séduite. En effet, en dehors des considérations juridiques que nous étudierons tout à l'heure, est-il, au point de vue moral, quelqu'un plus digne de pitié et d'indulgente protection, que cette jeune fille encore innocente et naïve qui, sous l'action de la passion, s'abandonne à l'homme qu'elle aime ? Est-il personnage plus répugnant que celui qui se sert d'une expérience de roué pour abuser d'une enfant craintive et lui ravir son honneur ?... en lui laissant parfois la charge d'un enfant à nourrir... Qui de nous n'a vu de ces femmes héroïques qu'un égarément d'un jour a rendu mères, travailler avec ardeur pour élever le fruit de cette passagère liaison. Qui ne s'est laissé émouvoir au récit des manœuvres criminelles de certains professionnels de la séduction ? Qui n'a plaint les pauvres filles que leur beauté ou leur misère exposent à devenir les victimes de ces malfaiteurs publics ? Et en présence de ces abus flagrants, qu'a fait la loi ? rien ! seule la jurisprudence a essayé de remédier à cet épouvantable fléau, et cependant il est un nombre considérable de jeunes filles que la séduction livre chaque année à la prostitution et qui devraient trouver auprès de la loi un appui contre leur séducteur. Comme le

dit Augée Dorlhac : « Il est des jeunes filles dont le passé, l'éducation et le genre de vie attestent la sincérité ; qui se sont livrées une fois non par calcul, mais par amour, sur la foi d'une promesse de mariage, dans un moment d'abandon et de langueur ; et ce sont ces jeunes filles que la loi va assimiler à des prostituées, à des femmes qui se vendent et qui n'ont plus de leur sexe que les plus abjectes et les plus viles passions ? Pourquoi leur faire gratuitement cette injure contre laquelle protestent à la fois la logique et la conscience (1) ? » Ces filles séduites que l'on ne saurait confondre avec les femmes de mœurs légères sont dignes d'attirer notre attention. Ce problème capital a du reste été envisagé au théâtre ou dans la littérature par des écrivains de talent tels qu'Alexandre Dumas (*Le fils naturel*), Maupassant (*Le père*), Jules Simon (*L'ouvrière*), etc., etc., et plus récemment un comité de réforme du Code civil composé de juristes éminents et de littérateurs de talent, a demandé la loi qui punira le séducteur et sanctionnera légalement l'initiative de la jurisprudence. Il n'est point de question plus actuelle et plus angoissante, la répression de la séduction est un problème social du plus haut intérêt, car si les progrès de ce mal n'étaient pas enrayés et si les séducteurs restaient impunis, une semblable tolérance ne tarderait point à porter un coup fatal à l'institution de la famille, base fondamentale de l'édifice social. En

(1) Augée Dorlhac, *De la condition juridique des enfants naturels dans le passé, le présent et l'avenir*, 1891.

effet, la séduction est la cause première de nombre d'unions libres, les statistiques nous apprennent que la quantité de ces ménages irréguliers s'accroît chaque année. ; dans la vie des sociétés humaines, tout s'enchaîne : ne pas punir la séduction, c'est favoriser l'union libre, c'est détruire le mariage, préparer la polygamie de fait, c'est, en un mot, réaliser un de ces soi-disant progrès qui ne sont qu'un retour à la barbarie première.

L'accroissement des unions illégitimes a préoccupé nombre de moralistes, on a cherché les causes du mal, une des principales, c'est la séduction : quand une pauvre fille, trompée par de mirifiques promesses, s'est livrée à un homme..., ses parents indignés lui interdisent l'entrée du foyer... et elle se trouve placée dans cette alternative qui constitue un véritable état de nécessité ou rester seule, sans travail et sans appui, ou vivre avec l'homme qui l'a séduite quand il veut bien la garder auprès de lui et c'est ainsi que bon nombre de ménages ouvriers, fatigués des lenteurs administratives et des formalités trop grandes du mariage, préfèrent vivre dans cet état de concubinat plutôt que de se marier. On peut donc poser en principe que l'impunité de la séduction est une des causes principales de la crise qui sévit actuellement sur le mariage.

Par un rapport de cause à effet bien naturel, le nombre des ménages irréguliers augmentant, le nombre des enfants illégitimes s'accroît dans les mêmes proportions, et à Paris, il naît un enfant naturel sur trois... c'est là un symptôme inquiétant et la cause regrettable d'innom-

brables conflits sociaux, car sur cette énorme quantité d'enfants naturels, il en est à peine un dixième qui sont reconnus par leurs parents, les autres sans parents, sans famille, sans soutien ne tardent pas à faire de mauvaises connaissances et, petit à petit, ils vont grossir l'armée du crime qui s'accroît chaque jour. Plus de la moitié des criminels sont, en effet, des enfants naturels ; aigris contre la société, ils ne pensent qu'à se venger sur elle de l'égoïsme de leur père et il est intéressant de noter (1) que la plupart des révolutionnaires le sont. Pendant la Commune de Paris, les plus ardents révolutionnaires étaient des enfants naturels...

On doit aussi remarquer que la mortalité des enfants illégitimes est deux fois plus élevée que celles des enfants légitimes, et l'on peut aussi relater pour mémoire que la plus grande partie des infanticides et des avortements sont commis sur des enfants naturels, car la mère espère ainsi, par un sentiment de pudeur, échapper à la honte et au déshonneur... C'est ce qui explique que la plupart des infanticides soient commis par des filles naïves et honnêtes auxquelles l'idée de tuer un être humain répugne profondément, mais qui veulent essayer de supprimer la preuve de leur faute. La séduction est aussi la pourvoyeuse la plus sûre de la prostitution. La fille-mère qui se trouve abandonnée de tous, de ses parents qui l'ont reniée, de son amant qui a la terreur des res-

(1) Julien Goujon, *Rapport sur le projet de loi de M. Gustave Rivet*, 17 juin 1897.

ponsabilités, à la plus grande peine à trouver du travail, car le monde si tolérant pour lui-même est impitoyable à la pauvre fille qui a été séduite. De plus souvent réduite à la plus extrême misère, elle préfère livrer son corps au premier venu plutôt que de confier son enfant à l'Assistance publique, et pour le nourrir, pour l'élever, elle se livrera à la débauche... Cette navrante histoire n'est point romanesque, elle est de tous les jours, et les faits divers et les tribunaux sont là pour en faire foi.

Enfin, certains auteurs prétendent que l'impunité de la séduction livre la fille pauvre en pâture aux vices des riches et accroît encore le conflit social qui sépare les riches des pauvres. La question est complexe et il faut se garder de la traiter avec légèreté ou de parti pris. D'abord, les séducteurs appartiennent le plus souvent à la classe intermédiaire de la petite bourgeoisie : employés, contremaitres, petits propriétaires, etc... et si l'impunité accordée au séducteur lui assure la possession des filles pauvres, par contre, la répression trop sévère de la séduction met les hommes riches à la merci des femmes de mauvaise vie. Dans ce cas l'indemnité excessive accordée à la fille séduite devient une prime à la débauche de la fille pauvre, qui se donnera dans l'espoir d'obtenir une forte somme d'argent qui lui permettra de ne rien faire et de se reposer avant d'avoir travaillé ; tels sont envisagés rapidement les désavantages de notre système actuel qui, en droit, admet l'impunité absolue des séducteurs, car, en effet, si le Code n'a point parlé

de la séduction, la jurisprudence depuis longtemps n'hésite pas à suppléer à cette lacune, en accordant à la fille séduite des dommages et intérêts en vertu de l'article 1382 : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. » Cette répression qui a une tendance à devenir générale est-elle suffisante ou bien faut-il sanctionner légalement cette jurisprudence en accordant des dommages-intérêts dans un certain nombre de cas précis ? c'est là le fond même de notre sujet. Après avoir fait l'intéressant historique de la question, montré les hésitations des législateurs du Code, nous étudierons les variations et l'évolution de la jurisprudence, qui accordait à tort des dommages-intérêts en vertu de l'article 1142. « Toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages-intérêts en cas d'inexécution de la part du débiteur » ; en supposant faussement que toute fille séduite ne s'abandonnait qu'après une promesse de mariage. Depuis, par une plus juste appréciation des faits, elle accorde à la fille séduite des dommages-intérêts en vertu de l'article 1382. Le montant de ces dommages-intérêts était d'abord dérisoire, il devient de plus en plus élevé et nous aurons à nous demander si cette jurisprudence constante et suffisamment sévère n'est pas une sauvegarde assez grande pour la fille séduite ou si une loi nouvelle doit combler cet oubli des jurisconsultes du Premier Empire.

Puis, envisageant rapidement la question connexe de

la recherche de la paternité, nous rappellerons les excès qu'elle amena sous l'ancien régime, nous énumérerons les cas *exceptionnels* où, selon nous, il serait juste de l'admettre, sans craindre de voir se multiplier les chantages opérés par des femmes de mauvaise vie sur des hommes honorés et respectés.

En un mot, nous étudierons la question de savoir si l'on ne pourrait pas punir les séducteurs, sans exposer des hommes irréprochables aux poursuites de femmes sans vergogne, si l'on ne pourrait réfréner l'égoïsme des hommes sans les exposer à devenir les victimes de la cupidité des femmes. Cette tâche est évidemment ardue : comme toutes les solutions modérées, celle que nous proposerons, ne plaira ni aux partisans du *statu quo*, ni aux partisans de l'émancipation exagérée de la femme, mais nous estimerons avoir fait œuvre utile, si nous avons réussi à soutenir une théorie qui sera un juste milieu entre l'exagération des uns et des autres et si nous avons la certitude d'avoir indiqué un remède à ce que M. Legouvé appelle avec juste raison (1) « un cancer social », qui est une des plaies les plus graves de notre civilisation moderne.

(1) Legouvé, *Histoire morale des femmes*. Introduction.

HISTORIQUE

Depuis les temps les plus reculés la femme fut opprimée par l'homme ; comme le dit Lombroso : « la femme était esclave abandonnée chez presque tous les peuples à la merci de l'homme, être faible et incapable de rébellion, elle a sans doute cherché à pacifier son maître ou à gagner sa bienveillance par le dévouement et la docilité, elle a enveloppé l'homme d'un flot de tendresse pour en avoir quelques reflets (1). »

Nous ne nous occuperons pas des époques barbares, où le vol et le rapt étaient le seul moyen de se procurer une femme, mais nous jetterons un coup d'œil sur certaines législations anciennes dont les coutumes étaient originales et peu conformes à nos idées modernés.

Heraclides Pouticus (vi^e siècle a. 64) rapporte qu'aux temps anciens, dans l'île de Céphalonie, le tyran déflorait toutes les filles avant qu'elles fussent mariées(2). De même, à Babylone, suivant Hérodote, les femmes nées dans le pays, étaient obligées de se rendre au temple de Mylitta et de se livrer aux étrangers. De même à Tyr et à Sidon (3), la jeune fille nubile arrivée à l'âge de 18 ans, devait se

(1) Lombroso et Ferrero, *La femme criminelle*.

(2) *Ibid.*

(3) Eusèbe, *Histoire de Tyr et de Sidon*.

rendre au temple de Vénus et s'abandonner au premier venu ; la virginité était donc chez ces trois peuples une tare, et il semble, autant qu'on peut en juger par les rares documents que nous possédons, que c'était aussi une gêne, qui empêchait les jeunes filles de se livrer à la prostitution et de se constituer ainsi une dot qui leur permettait de trouver un riche parti. Une semblable mentalité prouve que la question de la séduction ne se posait même point chez ces peuples qui n'avaient aucun respect pour la femme et qui faisaient un trafic de son honneur.

Leurs voisins les juifs étaient déjà plus délicats et il nous semble intéressant de citer ce que dit le Deutéronome au livre V du Pentateuque au sujet de la séduction. « Si un homme trouve dans un champ une fille qui est fiancée et, que, lui faisant violence, il la déshonore, il sera lui seul puni de mort. La fille ne souffrira aucune peine et elle ne mérite pas la mort, parce que, de même qu'un voleur s'élevant contre son père lui ôte violemment la vie, de même le séducteur a fait subir à cette fille une violence coupable... Elle était seule dans un champ, elle à crié et personne n'est venu pour la délivrer. Si un homme trouve une fille vierge, qui n'a point été fiancée et que lui faisant violence, il la déshonore, les juges ayant pris connaissance de cette affaire condamneront celui qui l'a déshonorée à donner au père de la fille cinquante sicles d'argent et il la prendra pour femme, puisqu'il l'a humiliée et il ne pourra jamais la répudier (1). »

(1) Deutéronome, XXII, 25, 26, 27, 28, 29.

Enfin « si quelqu'un séduit une vierge qui n'est point fiancée et qu'il dorme avec elle, il sera obligé de la doter et de la prendre pour femme. Si le père de la jeune fille refuse de la lui donner, il donnera autant d'argent qu'on en donne pour la dot des filles » (1).

Aussi donc, dans cette antique législation juive, nous trouvons une triple condamnation contre le séducteur : d'abord, dans certains cas très graves, c'est la peine capitale, au point de vue civils, il y a aussi une double condamnation : d'abord une forte amende et en second lieu l'obligation d'épouser. Cette coutume était donc plus sévère que celle qui fut admise plus tard à Rome, où le séducteur avait le droit de doter ou d'épouser : *aut nubel, aut dotat*. Plus tard, on trouva cette condamnation trop sévère et le séducteur devait simplement épouser ou doter, système bien plus rationnel puisque l'on répare de l'une ou l'autre façon le préjudice causé,

Après ce rapide coup d'œil jeté sur la législation antique, nous allons étudier le droit des Germains et des Romains dont s'est inspiré le nôtre. Il y a intérêt surtout à parler du droit germanique, car notre droit matrimonial lui doit beaucoup : ensuite, par ce qu'il était original et empreint d'un grand respect pour la femme, bien différent des sentiments des autres peuples barbares et même des Romains. La base de la société germanique

(1) Exod. XXII, 17.

était la famille et le mariage, aussi étaient-ils excessivement honorés, ainsi que le rapporte avec admiration Tacite (1), lorsqu'il narre les peines sévères auxquelles on condamnait la femme adultère. Le mariage chez eux comportait deux cérémonies bien distinctes : les fiançailles (*verlobung*) où la jeune fille se promettait, et les épousailles (*trauung*) où elle se donnait. Contrairement à une opinion accréditée, les fiançailles n'étaient point le souvenir d'un ancien marché où le père livrait sa fille moyennant une somme d'argent (*pretium puellæ*). Il est prouvé aujourd'hui (2) que ce *pretium* se donnait à la fiancée, et on comprend mal ce prix versé à la chose vendue, c'était plutôt un cadeau fait à la jeune fille pour la remercier de s'être donnée. Et si les fiançailles n'étaient pas suivies de mariage, la jeune fille gardait le *pretium puellæ*, ce qui prouve bien qu'il n'y avait pas là un marché.

Ce qui est certain, c'est que les fiançailles, quoique distinctes du mariage, en étaient un élément nécessaire, un prélude pour mieux dire, qui engageait les deux parties à tel point que si le fiancé se rétractait, il devait payer une indemnité parfois fort élevée. Par contre, la fiancée pouvait refuser de se marier sans encourir aucune amende, et c'était là une mesure de protection contre les entraînements passagers qui prouve tout le respect des Germains pour la femme. Aussi a-t-on pu dire que « jamais

(1) Tacite, *Histoire des Germains*.

(2) M. Lefebvre, *Droit matrimonial*.

peuple ne porta si loin que les Germains et les Gaulois la considération pour la femme.

Mais c'est surtout dans la punition de la séduction que l'on peut observer les mœurs patriarcales des Germains, les documents sur ce sujet sont peu nombreux, mais ceux que nous possédons nous montrent d'une façon certaine la sévérité de leurs mœurs : la plus légère atteinte portée à la personne physique d'une vierge était punie très sévèrement, c'est ainsi que, comme nous l'apprend M. Millet (1), « un simple outrage fait à une vierge entraînait des peines pécuniaires : l'homme qui se permettait de toucher la main d'une jeune fille devait payer 600 deniers, celui qui lui touchait le bras 1.200 deniers, celui qui lui touchait le sein 1.800 deniers... Le fait de dénouer les cheveux d'une femme libre était un acte frappé d'une forte amende ». Malgré la rareté des textes, nous pouvons voir que l'influence germanique fut très grande sur la jurisprudence de l'ancien régime si sévère pour les séducteurs et empreinte d'un profond respect pour l'honneur de la femme.

Au point de vue des peines à appliquer dans le cas de séduction, elles variaient de tribus à tribus : dans certaines, le séducteur était condamné à des amendes très élevées, chez d'autres, il devait s'exécuter et épouser celle qu'il avait indignement trompée ; enfin, les plus barbares lui laissaient le choix entre le mariage ou la mort ;

(1) Millet, *De la séduction*, Paris, 1876.

d'autres le condamnaient à une mort déguisée, car il était laissé à la discrétion du chef de famille tout puissant qui rendait la justice et était chargé, en l'espèce, de venger l'honneur de la famille, tâche dont il s'acquittait en général trop largement en immolant le coupable. Mais épris de justice et d'humanité, ces peuples barbares ne voulaient pas que les innocents paient pour les coupables ; aussi l'enfant de la fille séduite était-il considéré comme légitime, et sa mère, loin d'être bafouée, était considérée comme rachetée de sa faute par cette maternité. Ces mœurs pleines d'équité firent l'admiration de Tacite encore outré de la dissolution de la Rome impériale qu'il contribua à flétrir de son éloquence indignée...

Si les Germains ont influencé grandement notre législation française, on peut dire que les Romains ont aussi laissé une empreinte profonde dans nos lois. Pour la séduction les Romains considéraient deux cas : la *fornicatio* et le *stuprum*.

La *fornicatio* n'était autre chose que la rencontre passagère avec une fille de mœurs légères ou avec une de ces courtisanes qui abondaient dans le quartier de Suburre et qui se donnaient au premier venu moyennant une somme d'argent. Dans ce cas, il ne saurait y avoir séduction, c'est un marché passé entre deux contractants et aucun des deux n'abuse de l'inexpérience ou de la naïveté de l'autre. Il n'y avait aucune victime et chacun acceptait cette convention, aussi, en vertu de la maxime :

« *volenti non fit injuria*, les Romains ne punissaient pas la *fornicatio*, sauf dans un cas exceptionnel : les vestales devaient conserver leur virginité à laquelle était attaché le salut du peuple, aussi la faute d'une vestale occasionnait-elle un deuil général dans la nation et la coupable était condamnée à l'affreux supplice d'être enterrée vivante (1). »

Si la *fornicatio* était impunie, il n'en était pas de même pour le *stuprum* ou séduction d'une jeune fille ou d'une veuve honnête par un libertin qui l'abuse, et il est à remarquer, que contrairement à nos lois, une femme veuve pouvait être considérée comme séduite, la perte de la virginité n'était point à Rome un des éléments de la séduction, il nous semble qu'ici leur perspicacité était en défaut, car les veuves savent en se donnant à quoi elles s'engagent et de ce fait rentrent dans la catégorie de celles qui n'ont pas droit à une indemnité parce que « *volenti et scienti non fit injuria*. Les Romains considéraient le *stuprum* comme un délit et condamnaient leurs auteurs soit à des peines corporelles, soit à la confiscation de la moitié de leurs biens.

Quant à la séduction par promesses de mariage, la plus habituelle de toutes, elle suivit l'évolution des promesses de mariage qui furent respectées ou violées suivant l'état des mœurs de Rome. C'est ainsi que dans les premiers temps de la République, les promesses de ma-

(1) Tite Live, *Annales*.

riages étaient considérées comme sacrées et obligatoires, celui qui les rompait sans motif devait être condamné à des dommages-intérêts pour rupture de contrat en vertu de l'action *ex-sponsu*. Aulu-Gelle fait allusion (1) à cette action quand il dit : « Lorsque celui qui avait promis la foi du mariage refusait de l'accomplir, il était traduit en justice pour déduire les causes de son refus et si elles n'étaient pas estimées raisonnables, le juge le condamnait à des dommages-intérêts, *judex litem estimabat quanti quæ interfuerat eam uxorem accipi condemnabat*.

Plus tard, les mœurs se relâchant, à l'époque où le mariage et la famille n'existaient plus que de nom par suite de la multiplication des divorces, les promesses de mariage n'eurent plus que la valeur d'une obligation naturelle. A celles qui réclamaient des indemnités pour rupture de promesses de mariage, les juges répondaient qu'ils ne pouvaient condamner, car les mariages doivent être libres, *matrimonia debent esse libera*. Aussi est-ce l'époque de la Rome de la décadence, c'est le moment où filles séduites délaissées et femmes divorcées encombrant les rues et grossissent le nombre des prostituées.

Mais Constantin, s'empara de Rome, le christianisme devint la religion de l'Empire et peu à peu, grâce à son influence, la femme se relève et voit grandir ses droits. C'est surtout dans la question de la séduction que l'on

(1) Aulu Gelle, *Nuits attiques*, livre 4.

peut saisir l'influence civilisatrice et bienfaisante du christianisme qui émancipa la femme et lui donna place au foyer. Grâce à l'influence des évêques, l'ancienne jurisprudence fut rétablie et les séducteurs mis en demeure d'opter entre le mariage ou des dommages-intérêts servant à doter la jeune fille : *aut nubet, aut dotal*. Malheureusement, Constantin publia contre le rapt de séduction un édit trop sévère (1) et peu clair qui eut des effets diamétralement opposés à ceux qu'il espérait. Dans cet édit, il ne distinguait pas la séduction de la violence, et grâce à cette confusion, il y eut de multiples abus qui obligèrent à rapporter l'édit. Mais jusqu'à la fin de l'Empire romain, l'action en dommages et intérêts subsista concurremment à l'action qui obligeait le séducteur à épouser la jeune fille séduite.

Le christianisme ayant transformé les mœurs romaines devint la religion des Gallo-Romains et bientôt après celle des Francs nos ancêtres, c'est à lui que revient l'honneur d'avoir exalté le respect dû à la femme ; par conséquent son influence se fait sentir dans notre droit coutumier, aussi allons-nous jeter un coup d'œil rapide sur le droit canon. Il se montra d'une très grande sévérité envers les séducteurs ; car sa théorie peut se réduire à ceci : 1^o si le séducteur a promis le mariage, il a le choix entre épouser ou doter la jeune fille ; 2^o s'il a eu un en-

(1) *Histoire du Bas-Empire.*

fant avec elle, il n'a le choix qu'entre deux alternatives : ou l'épouser ou être pendu. Dans le cas de grossesse, on n'admettait pas qu'une indemnité, aussi élevée fut-elle, put réparer le dommage causé au même point que le mariage qui réhabilitait la fille séduite.

En effet, sous l'influence grandissante du clergé, les promesses de mariage se faisaient solennellement à l'église et l'on ne pouvait point jouer avec elles. C'était un engagement exprès qui obligeait à épouser. Quant à leur caractère propre, il faut faire une distinction, car, à cette époque, il y avait deux sortes de fiançailles (1) : les *sponsalia de presenti* et les *sponsalia de futuro*. Les premières formaient à elles seules le mariage qui était de ce fait un contrat consensuel. Les fiançailles étaient formées par la promesse de s'unir actuellement, mais quand le concile de Trente institua la bénédiction nuptiale, elles n'eurent plus aucune raison d'être et elles tombèrent en désuétude. Il ne subsista que les *sponsalia de futuro*, c'est-à-dire les promesses de s'unir dans un temps éloigné, c'est la rupture de ces *sponsalia de futuro* qui entraînait les peines sévères dont nous parlons et qui sont confirmées par Bouteiller (2) dans son Grand Coutumier de France quand il dit : « Si la femme veut se plaindre au juge de ce stupre et il soit trouvé que défloré l'ait que l'homme qui ce a fait doit la femme doter selon sa faculté ou la prendre à espouse » et nous remarquons

(1) A. Collin, *Th. des fiançailles*.

(2) Bouteiller, *Le Grand Coutumier de France*.

que ce texte ne donne point place aux réclamations des veuves, comme chez les Romains et c'est avec raison que la femme ne peut réclamer au juge que si elle a été déflorée ; sans cela, en effet, l'on peut supposer qu'elle s'est donnée en connaissance de cause et que sa volonté n'a été en rien surprise ou abusée.

Les fiançailles *de futuro* furent donc à partir du concile de Trente les seules admises par l'Eglise, « elles ont coutume de précéder le mariage » (1), et Merlin dit (2) ; « Cet usage a été introduit afin que les futurs époux s'assurassent de leurs dispositions mutuelles par rapport au mariage avant de se présenter pour recevoir la bénédiction nuptiale et afin qu'ils ne s'engagent pas avec trop de précipitation dans une société dont les suites ne peuvent être que très fâcheuses quand les esprits sont mal assortis. » En cas de rupture de ces fiançailles, la jeune fille, pouvait demander des dommages-intérêts égaux au dommage causé au *damnum emergens*, sans faire entrer en ligne de compte le *lucrum cessans*, le gain perdu c'est-à-dire, par exemple, les unions qu'elle aurait manquées par suite de la fidélité à sa promesse.

Nous allons maintenant étudier l'ancien droit coutumier depuis les plus anciennes ordonnances de nos rois, jusqu'aux arrêts du Parlement. Après un rapide aperçu sur l'originale coutume de Bretagne, nous examinerons

(1) Pothier, *Traité du mariage*.

(2) Merlin, *Des fiançailles*.

la jurisprudence et les coutumes de la Guyenne, de la Gascogne et de l'Agenais, et nous terminerons par l'examen de celles de Paris.

Il ne nous reste que peu de documents relatifs aux deux premières races de nos rois; cependant, au point de vue criminel, nous trouvons une ordonnance très sévère du roi Childebert, il s'exprime ainsi dans une de ses constitutions: « Qu'aucun de nos grands après avoir commis un rapt, ne pense nous fléchir, mais qu'il soit poursuivi comme un ennemi de Dieu, quel que soit le bourg où il se trouve, que le juge du lieu assemble des hommes d'armes et le tue; s'il se réfugie dans une église, que l'évêque le livre et le tue (1). » Cette excessive sévérité répond certainement à une nécessité du moment, il est probable qu'il avait dû se produire des abus, qui amenèrent cette répression, et il est regrettable qu'il y ait pénurie de documents.

Dès la troisième race de nos rois, la peine du commerce illicite entre deux personnes libres s'est réduite ou à épouser ou à doter et jamais nous ne retrouverons l'époque où l'auteur de la grossesse était condamné à épouser sous peine de mort. Cependant un auteur anglais, nommé Bracton (2), raconte l'anecdote suivante qui semble dire que sous le règne du roi Robert le séducteur devait encore choisir entre le mariage ou la

(1) Constitutions de Childebert, *Archives*.

(2) Bracton, les *Lois françaises*, t. II, p. 158.

mort. « Sous le règne du roi Robert, un comte avait reçu dans son château un troubadour et sa femme qui était jeune et jolie ; pendant leur séjour au château, le troubadour vint à tomber malade et mourut. Le comte épris d'amour pour sa veuve, s'introduisit de nuit dans sa chambre et s'en procura la jouissance par adresse et contre son gré ! La femme désolée de l'aventure sortit du château et alla se jeter aux pieds du roi Robert, lui demandant vengeance de l'injure qu'elle avait essuyée. Le roi fit mander le comte qui convint de la chose et offrit, pour apaiser la femme, de lui donner une somme considérable et de lui procurer un mariage avantageux avec un de ses vassaux, mais le roi rejeta cette proposition et n'accorda le pardon qu'autant qu'il épouserait *lui-même* cette femme, ce qui fut accepté du comte. » Cette décision fut connue de tout le royaume et de là vint l'usage de condamner un homme à épouser la femme dont il avait abusé.

Nous retrouvons aussi ces terribles condamnations dans la Coutume de Bretagne, qui condamnait à mort ceux qui avaient suborné des enfants mineurs de 25 ans par promesse de mariage ou autrement (1). C'était encore le choix entre le mariage ou la mort. Et l'accusé n'avait pas longtemps pour choisir, il devait s'exécuter séance tenante. Et pour qu'il ne fut pas tenté de promettre le mariage et de ne point l'exécuter, il était aussitôt mené

(1) Art. 497 de la Coutume de Bretagne.

à l'église, enchaîné, et là il était marié par le chapelain de la prison. Cet usage dans sa sévérité pouvait avoir de graves inconvénients, certains inférieurs auraient pu essayer de séduire leurs supérieurs et de les forcer ainsi à les épouser.

Notamment les domestiques profitant de leur force ou usant de ruse auraient pu séduire des jeunes filles nobles. Pour ne point donner lieu à ce chantage éhonté, il y avait des circonstances aggravantes dans lesquelles le choix n'était point permis : c'est ainsi que Merlin nous rapporte : « Tout domestique qui a séduit sa maîtresse est puni de mort, si elle est mineure ; il sera puni des galères si elle est majeure (1). » En Bretagne, cette condamnation grave subsista très longtemps, et l'on ne peut s'en étonner outre mesure, car les documents que nous possédons, nous permettent de voir que l'on confondait le rapt de séduction et la séduction simple. Pourtant, cette dernière était punie et beaucoup d'arrêts disent nettement qu'ils ne punissent point la cohabitation charnelle, mais l'inexécution d'une promesse de mariage : c'est-à-dire le dol et la supercherie qui a permis de voler la vertu d'une jeune fille ; dans ce sens, nous citerons un arrêt rendu le 20 août 1604 contre un maître des comptes de Rennes

« Celui-ci avait abusé de la demoiselle de la Tullaye sous promesse de mariage, donnée par écrit. A la faveur

(1) Merlin, *Répertoire*.

de cette espérance, il avait engagé la demoiselle à s'évader de la maison de sa mère et l'avait amenée à Paris, où ils étaient logés tous les deux en hôtel garni sous la qualité de mari et femme. Mais la demoiselle de la Tullaye étant devenue enceinte et pressant plus fortement que jamais le maître des comptes d'accomplir le mariage, celui-ci qui avait changé d'avis, eut l'adresse de lui arracher la promesse de mariage et de la déchirer ; il en fit de même des lettres qu'elle avait de lui et qui réitéraient cette promesse, et pour ôter à la demoiselle de la Tullaye la facilité de former sa plainte, il la fit changer de logement en la conduisant dans un quartier éloigné de Paris, où elle était détenue en charte privée, ensuite dans un village près Meudon, puis à Vanves. Cependant la mère de la demoiselle de la Tullaye, à la nouvelle de l'évasion de sa fille, avait porté plainte contre le maître des comptes qui fut constitué prisonnier. »

« Son procès fut instruit sur le crime de rapt de séduction, comme en témoignent les conclusions de la mère : « Attendu que l'accusé est atteint et convaincu du crime de rapt mentionné au procès, circonstances et dépendances ; que pour réparation d'icelui, il fut condamné à faire amende honorable devant la principale porte de l'église cathédrale de Rennes, nue tête et en chemise la corde au cou, la torche au poing du poids de 2 livres et là dire et déclarer que méchamment, proditoirement et comme mal avisé, il aurait abusé de la fille de la complaignante sous couleur de mariage : fausement et discrètement

aurait proféré tant contre l'honneur de la mère que de la fille, les injures et les calomnies mentionnées au dit procès, dont il se repent et déclare les tenir à femmes de bien et d'honneur et leur en crier merci ; pour ce fait être conduit sur la place publique de Rennes et là être pendu et étranglé à une potence qui pour ce y serait plantée et dressée, le dit accusé condamné en outre en 20.000 livres d'amende envers la mère complaignante et en 2.000 livres de provision envers la fille d'icelle ; ainsi que la fille issue des œuvres du dit accusé fut déclarée légitime et ordonne que sur les biens d'icelui il serait assigné 15.000 livres de pension pour sa nourriture et entretienement, avec condamnation de tous dépens, dommages et intérêts : remettant à Monsieur le Procureur Général de prendre telles conclusions pour la vindicte publique qu'il verrait être à faire par raison.

Qu'allègue le maître de comptes pour sa défense : tout simplement qu'il n'y a pas eu rapt, mais simple fornication, simple commerce illégitime sans la moindre promesse de mariage. « Il n'y a eu aucun rapt, en ce fait, disait-il, parce que toutes les raisons de la partie adverse n'induisent aucune preuve de mariage, mais de concubinage seulement, que le mariage ne se doit pas juger sur des conjectures légères, mais prouver par des preuves aussi claires que le jour ; mais que la demoiselle de la Tullaye n'avait jamais ainsi été que sa concubine, que ce n'était pas Dieu qui avait conjoint ce jeune homme avec cette femme, mais une ardeur de paillar-

dise et que celle-ci ne se devait pas appeler une conjonction conjugale, car, quant à ce qu'elle a eu la compagnie du défendeur, par un long temps, cela ne peut lui donner gain de cause *pour ce qu'elle ne pouvait justifier qu'elle ait eu aucune promesse de mariage, avant que de s'abandonner à l'intimé* ; que l'accointance n'a pas été pour le mariage, mais pour le plaisir seulement, car, sans preuve, n'ajoute-t-on foi au serment et affirmation de la femme disant que l'homme lui a promis mariage ».

De cet arrêt qui présente la plus grande importance, nous pouvons extraire les conditions nécessaires à la punition de la séduction : la première et la principale était qu'il y ait eu promesse de mariage, nous voyons en effet l'accusé faire tous ses efforts pour démontrer que la demoiselle de la Tullaye s'est donnée de son plein gré, sachant que son amant ne l'aurait jamais que comme maîtresse, et non point sur la foi d'une promesse de mariage. Nous saisissons aussi l'importance de l'écrit comme preuve dans cette matière. Le jeune maître des comptes se défend en disant qu'il n'a rien promis et que la plaignante n'a aucune preuve. Mais la condition nécessaire est qu'il y ait eu promesse de mariage, comme le prouve l'intéressant arrêt suivant, où l'on se livre à toutes sortes de ruses pour obtenir cette promesse.

« Un jeune homme, étudiant en droit, à l'Université d'Angers, avait séduit sous promesse de mariage une fille mineure de la ville. Etant devenue enceinte, elle instruisit son père et sa mère de sa situation et de la

promesse de mariage qui lui avait été faite *verbalement* par le jeune homme. Les père et mère qui comptaient peu sur une promesse verbale que l'on peut nier et qui voulaient cependant contraindre le jeune homme à épouser leur fille, pensèrent qu'ils feraient faire facilement au jeune homme un mariage par parole de présent, s'ils parvenaient à le surprendre en flagrant délit.

« En conséquence, les pauvres gens bien affligés prennent résolution avec la fille que le lendemain ils feraient contenance de s'en aller à dix lieues de là et cependant elle donnerait assignation à son ami de la venir trouver pour jouir de leurs amours ; ce qui est fait ; le père et la mère partent, l'assignation est donnée au jeune homme qui ne manque pas de s'y trouver. Les père et mère retournent, sur l'avis qu'on leur donne de ce qui se passe en leur logis, et ils entrent dans la chambre de leur fille assistés de notaires et de témoins, prennent l'amoureux sur le fait, lequel se voyant découvert reconnaît de bonne foi que la fille était sa femme, qu'il lui avait promis le mariage et qu'il était prêt d'en passer le contrat, ce qu'il fit. »

Ainsi tout ce ridicule guet-apens, toute cette comédie grotesque et indigne de personnes honorables, c'est pour obtenir la promesse de mariage qui est la base sans laquelle il est bien difficile de prouver la séduction. Peu à peu l'usage s'établit de mettre le séducteur dans cette alternative : *aut nubet, aut dotat*, ou doter ou épouser et c'est cette doctrine que nous trouvons dans la plupart

des auteurs et notamment dans Papon. Cet auteur, au livre 22 de ses arrêts, distingue deux titres, le *rapt* et la *fornication* (1), et c'est là un grand progrès, car nos vieux auteurs français considéraient surtout dans la séduction, le rapt de séduction, c'est-à-dire la séduction d'un fils ou d'une fille pour [parvenir à un mariage, le plus souvent, le jeune homme avait en vue une bonne affaire financière plutôt que la satisfaction de ses sens. Envisagée sous ce jour, on comprend presque la sévérité de ces arrêts qui donnaient le choix entre le mariage ou la mort.

Le Parlement de Paris se montra toujours excessivement sévère contre les séducteurs, et c'est lui qui les condamne, au point de vue criminel, aux peines les plus graves, et au point de vue civil aux amendes les plus élevées, surtout dans le cas de rupture de mariage. En effet, quels étaient les effets des promesses de mariage dans notre ancien droit. 1° Il y avait obligation d'accomplir l'engagement ainsi contracté ; 2° on admettait même qu'après la dissolution de ces promesses, il y avait empêchement dirimant de mariage entre les parents des fiancés tant en ligne directe qu'en ligne collatérale. Si les promesses étaient rompues sans raison, on pouvait intenter une action en dommages et intérêts : que devaient comprendre ces dommages-intérêts, Pothier nous l'apprend (2) : « Les dépenses que les recherches du mariage ont causé pen-

(1) Papon, livre II de ses arrêts.

(2) Pothier, *Traité du mariage*, p. 54.

dant tout le temps qu'elles ont duré, à celui qui se plaint de l'inexécution des fiançailles et la perte de temps qu'elles lui ont causé sont les objets les plus ordinaires des dommages-intérêts. L'affront que souffre la partie à qui on a manqué de foi y peut aussi quelquefois entrer dans le cas auquel il y aura lieu de craindre qu'il ne pût nuire à son établissement avec quelqu'un. » Il faut exclure les cas où la rupture est justifiée comme si l'un des fiancés est déshonoré, s'il est absent depuis très longtemps, s'il est atteint d'une grave maladie, s'il devient infirme ou s'il tient des propos malveillants sur le compte de son futur conjoint. Malgré toutes ces réserves, on condamnait les séducteurs à des amendes colossales, surtout si l'on songe au prix bien plus élevé qu'avait l'argent à cette époque, c'est ainsi qu'en 1682 un arrêt du Parlement de Paris, condamna à 14.000 livres d'amende un peu plus tard, en 1712, un jeune homme se vit condamner à 60.000 livres.

C'étaient là des taux exagérés et donnés en considération de la fortune du coupable; en général l'amende était plus légère. C'est ainsi que la « demoiselle Chaubert de Beaugency, âgée de 42 ans, ayant intenté une action contre le sieur Gourdineau, médecin, âgé de 52 ans, par arrêt du 29 mars 1779, le sieur Gourdineau a été condamné à se charger de l'enfant qui était né de cette union, à payer à la demoiselle Chaubert la somme de 2.000 livres en dommages-intérêts, y compris 1.400 livres de provision » (1).

(1) Des Essarts, 21^e volume des *Causes célèbres*, cause 48.

Citons aussi un arrêt de Paris, 28 avril 1779, « condamnant à 1.500 livres de dommages-intérêts le sieur Servojan des Gouttes qui avait séduit et rendu mère Gabrielle Fungas » ; en plus il se vit condamner aux frais de gésine et à la garde de l'enfant.

Dans ces deux arrêts, il n'est point parlé de promesses de mariage, mais il y avait présomption de promesse de mariage. Les prostituées seules ne pouvaient se prévaloir de cette présomption, car « elle répugnerait au bon sens » (1), sa grossesse ne préjudicie pas à sa réputation, c'est un des risques du métier. La femme entretenue, c'est-à-dire (2) « celle qui vit avec un seul homme qui pourvoit à ses besoins », a une action en déclaration de paternité, mais elle n'a pas droit à des dommages-intérêts, car il est certain qu'elle a sacrifié sa vertu sans promesse de mariage. Par contre les filles de théâtre et les servantes d'hôtellerie et d'auberge pouvaient demander des dommages-intérêts... Telles étaient donc les exceptions admises pour rejeter les demandes des filles séduites, mais il en était d'autres encore plus fréquentes, par exemple l'exception de minorité : un mineur étant incapable de s'engager est incapable de faire une promesse de mariage. En voici un exemple (3) : « Le sieur de Méraux, mineur, avait fait une promesse de mariage à la demoiselle de Villeneuve, majeure. Cette promesse avait

(1) Fournel, *De la séduction*.

(2) Fournel, *De la séduction*.

(3) Fournel, *De la séduction*.

même été suivie d'un contrat de mariage, de publications de bans et de fiançailles, mais ayant refusé de passer à la célébration, la demoiselle de Villeneuve le poursuivit pour dommages-intérêts. Le sieur de Méraux répondait qu'étant mineur, sa promesse ne l'avait pas engagé, qu'il n'était pas en son pouvoir d'accomplir le mariage sans le consentement de ses père et mère et que par conséquent sa promesse ne pouvait point devenir la base d'une condamnation à des dommages-intérêts. »

« Pour plus grande précaution, le sieur de Méraux avait pris des lettres de rescision contre le contrat de mariage, desquelles il demandait l'entérinement. Par arrêt du 26 mars 1635 (1), les lettres de rescision furent entérinées, le contrat de mariage déclaré nul et sur les dommages et intérêts, la demoiselle de Villeneuve fut mise hors de Cour. »

Un cas analogue (2) fut jugé à Toulouse en 1726. « Jeanne Bellot et le sieur Mesnard, âgés tous deux de 18 ans environ, s'étaient fait réciproquement une promesse de mariage. Le sieur Mesnard s'étant marié avec une autre, la demoiselle Bellot lui demanda des dommages-intérêts. Une sentence la débouta de sa demande. Sur appel au Parlement de Toulouse où il intervient le 9 novembre 1726, arrêt qui confirme la sentence malgré les dires de la demoiselle Bellot qui prétendait avoir été induite en erreur, parce que le dit Mesnard s'était dit

(1) *Journal des Audiences*, 26 mars 1635.

(2) *Journal du Parlement de Toulouse*, 1726.

majeur, et elle arguait de cette mauvaise foi pour intenter son action malgré la minorité. »

De même quand un homme est marié, il n'y a pas possibilité de promesse de mariage, et la femme qui le savait est malvenue à demander des dommages-intérêts. Cependant, dans certains cas exceptionnels, notamment lorsqu'il y a fraude ou violence, on en accorde malgré le mariage du séducteur. Fournel (1) nous en donne un exemple remarquable : « La demoiselle Rigal, mineure, étant devenue enceinte des œuvres du sieur de Saint-L..., médecin des armées du roi, sexagénaire et marié, elle avait porté plainte contre lui et demandait des dommages-intérêts considérables. Le médecin avouait la paternité et offrait de se charger de l'enfant, mais il soutenait la demoiselle Rigal non recevable à demander des dommages-intérêts, par le principe qu'il n'en est point dû à une fille qui s'est abandonnée à un homme marié. »

« La demoiselle Rigal répliquait que le médecin lui avait dissimulé qu'il était marié et qu'il y avait eu de sa part, une promesse positive de l'épouser. » Il paraissait positivement que le sieur de Saint-L... avait dissimulé à la demoiselle Rigal sa qualité d'homme marié, et ce fut d'après cette vraisemblance, que par arrêt du 5 février 1777, sur les conclusions de M. Séguier, avocat général, le sieur de Saint-L... fut condamné à 4.000 livres de dommages-intérêts.

(1) Fournel, *De la Séduction*.

On peut intenter aussi une action contre les gens d'Eglise qui, au point de vue de la loi, sont considérés comme étant dans l'impossibilité relative d'avoir des relations illégitimes et de séduire une fille, mais qui sont condamnés en présence d'une preuve contraire.

Quelquefois même le père et la mère du séducteur pouvaient être condamnés quand ils avaient favorisé les relations illégitimes de leurs enfants et fait espérer ainsi qu'ils ne s'opposeraient pas au mariage.

L'exception la plus habituelle pour ne point donner de dommages-intérêts, était celle tirée de l'inconduite notoire de la fille séduite : puisqu'elle se livrait à plusieurs hommes, il n'y a pas présomption de promesse de mariage ; on ne saurait donc lui accorder des dommages-intérêts qui seraient un encouragement à la débauche ; mais pour la garde de l'enfant, il arrivait souvent qu'en présence de l'impossibilité où l'on se trouvait de désigner le père présumé, on condamnait solidairement tous les amants de la fille à subvenir à l'entretien de l'enfant : c'est ainsi que dans le recueil de Basset (1), nous trouvons un arrêt bizarre et qui est une application de cette jurisprudence : « Plusieurs particuliers au nombre de cinq avaient connu une même jeune fille le même jour. La fille étant devenue enceinte s'adressa à tous ces particuliers pour la charge et l'éducation de l'enfant ; par arrêt du 25 février 1661, les accusés furent solidairement condamnés

(1) Basset, t. I, liv. IV, tit. 2, Chap. III.

à se charger l'enfant jusqu'à de l'âge de 14 ans. » Alors que tant d'enfants ne pouvaient retrouver leur père, cet arrêt n'hésitait pas à en donner cinq à cet heureux nouveau-né.

Dans certains cas la peine infligée au séducteur était aggravée tant au point de vue civil qu'au point de vue criminel. C'était quand le séducteur avait abusé de sa situation, de son autorité pour enlever le consentement de la victime. Par exemple, lorsque le séducteur était un parent rapproché, oncle, cousin ou beau-frère qui, abusant de l'intimité familiale, n'avait pas hésité à déshonorer le foyer, ou bien lorsqu'un tuteur abusait de son influence sur l'esprit de sa pupille, ou dans le cas d'inceste spirituel, lorsqu'un confesseur profitait de son ministère pour séduire sa pénitente et enfin le cas le plus fréquent, lorsqu'un maître ou professeur séduisait son élève. A ce cas se rapporte l'arrêt de mort rendu par le Parlement de Paris, le 20 avril 1758 contre Louis La Bruyère de Mail-lac, convaincu de séduction à l'égard d'une fille mineure son écolière ; et cette condamnation ne fut point simplement platonique, car vingt jours après le maître était décapité (1).

De tous les arrêts de cette jurisprudence, il ressort que dans notre ancien droit, il y avait une certaine confusion sur notre sujet, on ne distinguait pas la séduction simple de la séduction par promesse de mariage,

(1) 10 mai 1758.

et souvent même l'on confondait le *rapt* et la *fornication*. C'est Papon (1) qui le premier distingue ces deux faits et au livre XXII de ses Arrêts, il déclare qu'il est nécessaire d'étudier dans deux chapitres différents : 1^o le rapt ou séduction et 2^o la fornication. Et il ajoute : « Les vieux Français appelaient surtout rapt ou séduction, la séduction d'un fils et d'une fille pour parvenir à un mariage. C'est-à-dire que dans ce cas le séducteur avait en vue une bonne affaire financière et non la satisfaction de ses sens. » Quant à la simple fornication, par la volonté des deux personnes, ils la confondirent souvent avec la séduction.

Dumoulin demanda d'établir une séparation bien nette entre ces deux séductions, il définit ainsi le simple commerce illicite : « *simplex stuprum quod committitur in volentem, sine vi, sine seductione, sine illicito machinamento* » et par cette définition, il nous donne *a contrario* celle de la séduction : c'est-à-dire lorsque par des manœuvres dolosives on réussit à capter les faveurs d'une jeune fille.

Cet état de confusion était déplorable, aussi une ordonnance de 1730 la fit cesser et arrêta les procès nombreux contre des citoyens coupables seulement d'avoir cédé à l'entraînement de leurs sens. Cette ordonnance définit la séduction simple, elle existe dit-elle : « Lorsqu'ayant trouvé le secret de plaire aux filles par des soins artificieux, on

(1) Livre XXII, Arrêts.

se prévaut enfin dans une occasion favorable de ces moments de faiblesse où le cœur n'a plus la force de soutenir la vertu contre les appas de la volupté. » Encore qu'un peu longue et ampoulée, cette définition est assez générale et assez exacte; par contre celle du rapt s'applique trop spécialement au rapt, *in parentes* : « c'est l'action de conduire d'un endroit à un autre un enfant de famille contre le gré ou à l'insu de ceux dont il dépend dans la vue de s'en procurer la jouissance ». Ce rapt n'était autre chose que l'enlèvement, devenu aujourd'hui très rare et qui jadis se pratiquait souvent, puisque les législateurs du Code ont jugé utile d'atténuer leur rigueur pour accorder la recherche de la paternité en cas d'enlèvement.

A côté des dommages et intérêts accordés pour rupture de promesses de mariage, nous trouvons une autre mesure destinée à protéger la fille séduite et à l'empêcher de supporter seule les conséquences d'une faute commune.

Nous voulons dire la recherche de la paternité qui était admise sous l'ancien régime. Elle fut établie dans des circonstances intéressantes à étudier : sous le règne d'Henri II on observa que le nombre des infanticides et des avortements augmentait chaque année, il y eut même, à cette époque, des révélations scandaleuses sur des femmes qui faisaient le métier d'avorteuses et qui avaient une énorme clientèle. C'est sous la poussée de l'opinion publique, qu'Henri II rendit en 1556, sa fa-

meuse ordonnance : « *creditur virgini dicenti se ab aliquo cognitam et ex eo prægnantem esse ; meretrici non item.* »

Il espérait ainsi que les filles séduites certaines de retrouver le père de leurs enfants, ne se livreraient pas à des crimes affreux tels que l'avortement et l'infanticide. Mais comme l'on craignait, avec quelque raison, que cette ordonnance ne fût exploitée par des femmes de mœurs légères contre d'honorables personnalités, on avait ajouté *meretrici non item*. Par cette même ordonnance, la fille enceinte devait déclarer sa grossesse et en indiquer l'auteur... Dans les premiers temps, on n'accorda qu'une importance relative à cette indication du père considérée comme accessoire, mais peu à peu cette déclaration fit preuve contre le père et il se vit obligé de choisir entre épouser la mère ou mourir. Mais cette jurisprudence barbare ne subsista pas, elle fut vite remplacée par un usage qui mettait l'enfant à la charge du père ainsi que les frais d'accouchement et de gésine. La déclaration de paternité était-elle néfaste ou utile, c'est là une question controversée, il semble qu'après l'avoir excessivement blâmée, on revienne sur cette opinion. Pour combattre la recherche de la paternité, un des principaux arguments est la peur des scandales. Or, si nous feuilletons un recueil d'arrêts de l'ancien régime, nous avons de la peine à y trouver ces fameux scandales, il semble bien que la disposition qui interdisait aux courtisanes de faire de semblables demandes, les ait empêchées le plus souvent de se produire. Cependant on en trouve quelques-uns, mais dans des cas exceptionnels.

Le deuxième argument et le meilleur est celui qui s'appuie sur l'impossibilité de la preuve, car « la nature a couvert d'un voile impénétrable la transmission de la vie ». Or, ici l'on pourrait aussi discuter : il y a deux sortes de preuves : la preuve matérielle et la preuve morale, la première est la preuve directe et la deuxième la preuve indirecte. Les preuves directes sont excessivement rares, elles consistent en faits brutaux, certains qui entraînent l'opinion du juge par le seul fait qu'on les donne; au contraire les preuves morales ou indirectes sont celles qui découlent d'une longue série de raisonnements et de déductions, dont le magistrat doit apprécier la valeur, ce sont les plus fréquemment employées.

Dans la matière qui nous occupe, il est évident que la preuve directe n'est pas possible : les ressemblances que l'on peut observer entre un enfant et son prétendu père, les longues relations entretenues entre la mère et le prétendu père ne sont que de très fortes présomptions, mais qui n'entraînent pas la conviction et la certitude.

Il faut donc se contenter de preuves indirectes ; pour qu'il y ait présomption de paternité que faut-il ? Il faut prouver que tel homme a eu des relations avec telle femme et qu'elle lui a été fidèle. Prouver les relations illégitimes n'est pas difficile, s'il y a eu cohabitation ; s'il n'y a pas eu cohabitation, les lettres peuvent faire preuve. Mais le point délicat, c'est de prouver la fidélité, là est l'écueil ; mais il est vrai que la loi civile admet bien la fidélité de la femme mariée puisqu'elle a repris

la maxime romaine : « *pater is est quem justæ nuptiæ demonstrant* » ; on ne voit pas bien pourquoi (les femmes d'inconduite notoire ou professionnelle étant écartées) l'on n'admettrait pas la fidélité dans les ménages illégitimes. Il est, en effet, des cas où la présomption de la fidélité est certaine, comme dans le cas de viol, de rapt et de séduction avec manœuvres dolosives. En effet, dans ces cas, la naissance de l'enfant peut indiquer de façon précise l'époque de la conception et si elle se place au moment du rapt, du viol ou de la séduction dolosive, la paternité est certaine et la fidélité peut être présumée assurée. Nous parlerons plus longuement de cette question quand nous étudierons la réforme à introduire dans notre législation actuelle.

Quoi qu'il en soit, s'il est difficile de trouver de grands scandales occasionnés par la recherche de la paternité, on doit reconnaître que presque tous les auteurs se plaignent de ses inconvénients : c'est ainsi que le chancelier d'Aguesseau, en 1698, s'élève contre le danger qu'il y a « à faire connaître aux filles le moyen de réparer les suites d'une séduction qui vient souvent de leur part ou d'une débauche volontaire. »

Enfin il faut citer l'éloquente protestation du conseiller Servan à Grenoble : « Je mets en garde les juges contre ces filles qu'on voit se former de leur fécondité un commerce d'un nouveau genre, promener de maison en maison et d'homme en homme la menace d'une accusation pour lever un tribut et une sorte de capitation sur la faculté d'être père. »

Mais il faut remarquer que tous ces scandales étaient surtout dus à l'absence de règles, ce qui engendrait la liberté absolue du juge qui en abusait parfois, mais néanmoins tout le monde était d'accord sur l'utilité de la recherche de la paternité. On demandait seulement la réforme d'une procédure vicieuse.

Et c'est pourquoi les philosophes ou sociologues du xviii^e siècle n'en ont point parlé, pas plus que les cahiers de 1789, qui contenaient les vœux de la nation (1).

Mais la recherche de la paternité ne nous intéresse qu'accessoirement. Avant d'étudier la séduction dans le Code civil, nous allons jeter un coup d'œil sur l'intéressante jurisprudence de l'Agenais, pays où se trouvèrent en conflit le droit romain, les coutumes du pays et celles importées par les Anglais qui l'occupèrent assez longtemps (près de trois cents ans) (2). Dans cette province les condamnations étaient très sévères, le séducteur avait le choix entre le mariage ou la mort ainsi que le montrent les arrêts les plus anciens ; on faisait subir à la femme séduite une peine infamante originale que nous trouvons dans un livre de maître Jacques Ducros, avocat au Parlement (3).

« Nos ancêtres avaient coutume d'exposer la fille sé-

(1) Ledreux, *Recherche de la paternité*.

(2) Une grande partie de l'Agénois subit le même sort que Bordeaux et la Guyenne.

(3) *Réflexions sur l'ancienne coutume d'Agen*, par Jacques Ducros, avocat au Parlement.

duite toute nue dans une cage de fer et on la promenait par toute la ville exposée aux injures des étrangers et des habitants ; elle était plongée ensuite diverses fois dans la Garonne, à la vue de tout un peuple qui court à ce spectacle... Il semble plutôt un divertissement pour les spectateurs qu'une peine pour la coupable, et pourtant cette nudité est une peine aussi honteuse et aussi diffamante qu'il puisse être. »

Il semble donc que dans cette province la sévérité était encore plus grande que dans les autres ; peut-être faut-il voir là l'influence de l'opinion anglaise qui fut toujours très rigoureuse envers les séducteurs : les arrêts de mort prononcés sont très nombreux surtout entre 1575 et 1750. Ainsi « un valet de cabaret pour avoir vu la fille de sa maîtresse nue et découverte et s'étant glissé dans son lit, l'avoir connue par trois fois, la jeune fille revenue de son sommeil, l'ayant surpris et s'en étant plainte, il fut pendu (1) ».

De même « un sergent de Saintonge pour avoir pailardé avec la fille d'un gentilhomme fut pendu » (2) ; en 1644 ; la sénéchaussée criminelle d'Agen rendit à ce sujet un très intéressant arrêt dont voici la teneur : « Entre Jean Targebaire, marchand, au nom et comme tuteur de Marie S... demandeur, d'une part et Charles de Cassieux dit de Maudassaigne défaillant d'autre part, la dite sentence condamnant le dit de Cassieux : « a estre livré à

(1) Papon.

(2) Automne Bordeaux...

l'exécuteur de la haulte justice, exposé sur une claye, traîné et conduit au milieu de la place publique de la présente ville et teste et pieds nus, en chemise tenant en main un flambeau de cire ardent du poys d'une livre, demander pardon à Dieu, au Roi et à la justice et, la dite amende d'honneur faite, avoir la tête tranchée par le dit exécuteur sur un eschafault qui aux dites fins sera dressé dans la même place publique, sy le dit de Cassieux appréhendé peut estre et ou il ne pourra estre appréhendé ordonnant que la dite exécution sera faite en figure et qu'un tableau représentant au naturel le dit de Cassieux ensemble la dite exécution sera faict et attaché à un poteau exprès dressé au milieu de la place publique ; auquel tableau sera soubscript le nom du dit de Cassieux dit de Maudassaigne avec extrait de la sus dite condamnation : faisant inhibitions et deffences à toute personne de quelle condition et qualités qu'elles soient de rompre et enlever le dit tableau à peine de la hart ; condamnant en outre le dit de Cassieux à la somme de 6.000 livres ; la moitié envers le Roi, moitié envers le dit Targebair au nom de qui il procède et aux dépens, enjoignant au surplus et faisant très exprès commandements à tous détenteurs de la dite Marie S... pupille de rendre et remettre promptement et à première réquisition qui lui sera faite la dite pupille aux mains et au pouvoir du dit Targebair son tuteur » (1). En 1655, deux condamnations à mort sont

(1) *Archives du département de Lot-et-Garonne*, BB. 225.

prononcées, contre Jean Rouzier coupable d'avoir séduit une jeune fille et contre Charles de L... pour le même crime contre Eléonore D... fille d'un avocat au Parlement (1). En 1662, Balthasar G. sieur de Banièrettes est condamné à être pendu pour même crime (2), et à payer 3.000 livres de dommages-intérêts, et 500 livres d'amende. En 1667, « Saux Nicolas écolier pour même crime sur la personne de Marguerite V... fille du juge d'Estillac est condamné à être pendu par l'exécuteur des hautes œuvres ou exécuté en effigie si appréhendé ne peut être, de plus à 25 livres d'amende envers le Roi, à 3.000 envers la dite Marguerite V... pour lui tenir lieu de réparation d'honneur et de dot, ordonnant en outre qu'il sera pris 50 livres pour être employées à l'entretien de l'enfant né des œuvres du dit Nicolas (3). »

De même le 24 mars 1677 « Jeanne Cazabonne âgée de vingt ans vint se plaindre qu'aux vendanges dernières, le sieur B... dit l'Intendant, l'avait engagée pour les vendanges et que le deuxième jour, il lui dit d'entrer dans sa maison pour y prendre de la braise, ce qu'elle fit, là, elle le trouva seul, il ferma la porte, la prit et l'embrassa lui disant qu'il l'aimait et *voulait l'épouser*; elle résista quelque temps, jusqu'à ce que B... lui promettant toujours le mariage, la coucha, la déflora et connut charnellement et depuis une douzaine de fois *avec promesses*

(1) *Archives du département de Lot-et-Garonne*, BB. 235.

(2) *Ibid.*, BB. 242.

(3) *Ibid.*, BB. 247.

de mariage... Jeanne C... étant devenue enceinte et B... ne se pressant pas de l'épouser elle déposa une plainte... B... fut condamné à l'épouser ou à être pendu (1). En 1694, un nommé Jolicœur dragon au régiment de Montals est condamné à la même peine (2); la dernière condamnation à mort pour ce crime fut prononcée en 1750 contre un sieur Dougnol, qui fut pendu et condamné à 3.000 livres pour séduction de mademoiselle Jeanne Mérail de Lagarde (1).

Ainsi donc à la condamnation criminelle la plus élevée dans l'échelle des peines : la mort, s'ajoutait une condamnation pécuniaire très élevée qui permettait à la fille séduite d'obtenir une compensation quand le coupable était en fuite; quelquefois pourtant on trouve des exceptions et le coupable était seulement condamné à payer une somme d'argent, témoin le curieux procès que rapporte maître Jacques Ducros : « Cette ville d'Agen a produit un exemple singulier de séduction en la personne du sieur Latuque d'Alot lequel étant devenu amoureux d'une fille nommée Lyonne Fabre, demoiselle de la dame de Ranse, femme de monsieur de Ranse pour lors procureur général en la Chambre de l'Edit de Guyenne, depuis conseiller d'Etat et intendant de justice en Roussillon et Catalogne, il la pressa si vivement par ses promesses, ses persuasions et ses caresses, qu'enfin la bonté et la douceur de son naturel démentit

(1) *Archives du département de Lot-et-Garonne*, BB. 350.

(2) *Ibid.*, BB. 259.

(3) *Ibid.*, BB. 259.

son nom ; elle ne fut nullement sauvage, ni cruelle pour lui. *Lui ayant donné sa foi et promis mariage, s'étant sous ce prétexte apparent et spécieux prévalu de son esprit* ; ce fut la première conquête, après laquelle elle lui abandonna son corps ; s'étant logés ensemble et dans une même maison ils eurent deux filles et un enfant de leur copulation, après quoi le sieur de la Tuque l'ayant abandonnée et changé de climat pendant quelques années étant retourné en ce pays, il trouva moyen de se colloquer en mariage avec la demoiselle de Lafont de Clérac, demoiselle de condition et de qualité riche parti. Lyonne Fabre en ayant été avertie forme opposition, fait procès contre le sieur de la Tuque. L'instance duquel ayant été évoquée au Conseil et renvoyée au Parlement de Grenoble ; enfin après une longue plaidoirie intervint arrêt le 24 juillet de l'an 1655 par lequel l'appel comme d'abus interjecté par Lyonne Fabre sur le mariage du sieur de la Tuque avec la demoiselle de Lafont fut mis au néant sans amende : et faisant droit de celui que le sieur d'Alot avait interjecté tant des sentences de l'*Official* d'Agenais que de l'auditeur de Bordeaux fut dit y avoir abus en ce qu'ils avaient ordonné qu'il habiterait avec Lyonne Fabre, sans qu'il eut paru de publications de bans, ni dispense, ni de bénédiction nuptiale contre les conciles et constitutions canoniques, édits et ordonnances royaux, quoique déclarant n'y avoir pas eu mariage valable, adjugea néanmoins à Fabre la somme de 1200 livres pour dommages-intérêts, avec dépens et fut ordonné que le sieur

d'Alot tiendrait prison close jusqu'à effectif paiement de cette somme » (1). Cet intéressant arrêt pour un cas de séduction par promesse de mariage fait exception à la règle qui condamnait à mort le séducteur, sans permettre de comprendre les raisons qui pouvaient paraître aux juges atténuantes, car le nouveau mariage de l'accusé constituait, semble-t-il, une circonstance aggravante.

Quelquefois et dans des cas exceptionnels le juge ordonne le mariage, ainsi dans le procès Anne Bassel contre Antoine Campagnol (2) « attendu la qualité des parties et qu'il n'y a point d'inégalité de conditions qui puisse empêcher l'accomplissement du mariage... ordonne être procédé au mariage. » Agen 1641.

Peu à peu la justice devint plus humaine et vers 1750 le séducteur n'était condamné qu'à une amende et à l'entretien de l'enfant (procès Rose de Gardes contre Antoine Albenque). Enfin notons pour la curiosité du fait certains procès intentés par des hommes contre des filles qui les avaient séduits, et malgré le ridicule de cette action, le tribunal condamnait parfois sévèrement la fille : « La femme qui a séduit un homme est condamnée à être battue de verges ou à passer deux ans dans un couvent (3) ». En raison de la sévérité des lois, non point tant au point de vue criminel qu'au point de vue civil, il semble que les filles assez souvent séduisaient, puis renver-

(1) *Réflexions sur les coutumes de la ville d'Agen* (Ducros)

(2) *Archives du département de Lot-et-Garonne*, BB. 222.

(3) *Réflexions sur les coutumes de la ville d'Agen*.

sant les rôles se plaignaient d'avoir été séduites et mettaient ainsi leur prétendu séducteur dans la cruelle alternative de se laisser condamner ou d'accuser à leur tour la jeune fille, c'est-à-dire de se placer dans une situation ridicule. Ceci apparaît clairement dans une procédure que nous avons trouvée aux Archives du Lot-et-Garonne : « Jean du Gros, sieur du Terrail se plaignant que la demoiselle François de Pontoux de Bap aurait témoigné tant d'amitiés et fait tant de caresses, au sieur Blaise du Gros son fils aîné mineur de 25 ans, en vue de le marier avec la dite François de Bap, qu'ils auraient rendu celui-ci libre et familier dans leur maison comme l'un d'eux nonobstant les défenses expresses que le dit sieur lui faisait depuis deux ans, et pour y parvenir se sont servis de tous les moyens qu'ils ont pu imaginer en telle sorte que les uns et les autres venaient le chercher presque tous les jours notamment la dite de Bap, qui lui envoyait des lettres en cachette et lui envoyait à dire de l'aller trouver pour son profit et, quand ils étaient ensemble lui parlaient de ce mariage et le dit du Gros fils s'en défendant sans doute sur le peu de constitution de la dite demoiselle qui n'est que de 1.500 livres, ils lui disaient que, puisque son père s'était marié par amourettes, il en pouvait bien faire autant ne discontinuant pas de leurs caresses et le faisant manger et coucher chez eux et le laissant souvent seul avec la dite de Bap dans leur maison et si parfois, il s'abstenait d'y aller en considération des défenses que le suppliant lui faisait, ils lui faisaient des

reproches d'infidélité et d'inconstance, enfin, ils ne perdaient pas une occasion d'attirer le dit sieur pour le capter, le suborner, se prévalant de familiarité, de facilité et parce que la dite de Bap est une des plus capiteuses et rusées filles qui soient ; elle avait aussi attiré le sieur Chambord fils qui y était encore plus assidu et familier, que le fils du plaignant, pour ne point se trouver dépourvue de galans et avoir l'un à défaut de l'autre. Tout cela à opéré que la dite de Bap prétend être enceinte et on fait contre le fils du Gros, une procédure en crime de séduction... 13 février 1701. » Malheureusement il nous a été impossible de retrouver l'arrêt, mais dans la suite de l'acte, le père présente une demande reconventionnelle pour séduction contre Françoise de Bap... Il existe aussi divers procès directement intentés par des fils de famille contre des filles qui les avaient séduits, mais ils seraient trop longs à rapporter. De tous ces documents, il ressort que les anciennes provinces plus, spécialement la Gascogne, étaient très sévères pour les séducteurs, et que c'est seulement sous l'influence de l'esprit révolutionnaire que le législateur du Code se montra si indifférent à protéger la femme contre l'égoïsme de l'homme. »

LE CODE CIVIL

Les législateurs du Code civil placés entre l'esprit révolutionnaire d'une part et l'esprit de réaction qui devenait de plus en plus fort, dominés même parfois par la volonté absolue de Bonaparte, firent une œuvre imparfaite à bien des points de vue. C'est surtout à propos de la séduction que l'on peut se rendre compte de ces lacunes. Dans la séance mémorable du 26 brumaire an X le Conseil d'Etat avait interdit la recherche de la paternité non avouée sur l'ordre de Napoléon qui avait déclaré péremptoirement « que la société n'avait pas intérêt à ce que l'on reconnût les bâtards ». Ce premier pas dans la voie de l'iniquité ayant été accompli, il n'y avait point de raison pour changer de tactique et nous allons voir que le Code civil procéda pour la séduction comme pour la recherche de la paternité. On ne saurait du reste s'en étonner puisque les questions sont connexes.

Nous allons donc examiner si les législateurs du Code s'occupèrent de la séduction proprement dite et en second lieu s'ils s'occupèrent tout au moins de la séduction par promesse de mariage la plus importante de toutes.

Tout d'abord les législateurs du Code ne parlent point de la séduction proprement dite, c'est-à-dire du fait de corrompre une jeune fille et de la déshonorer. Le raison-

nement du législateur à ce sujet est excessivement spécieux... Jusqu'à treize ans, dit-il l'enfant qui ne peut pas se défendre est protégé par l'article 331 qui punit l'attentat à la pudeur, car si à cet âge l'on peut violenter une enfant, il est impossible de la séduire. En effet, séduire, c'est arracher un consentement à la victime, c'est forcer sa volonté par des moyens dolosifs, or à treize ans, on ne saurait attacher une grande importance aux fallacieuses promesses, par exemple à une promesse de mariage [dont l'échéance éloignée est de nature à faire soupçonner la sincérité. De treize à seize ans la jeune fille est protégée par les articles 355 et 356 du Code pénal qui punissent l'excitation des mineures à la débauche et l'enlèvement. Mais à partir de seize ans il n'y a plus aucune protection, on abandonne la jeune fille à ses propres forces. A cet âge fatidique, on suppose qu'elle a assez d'expérience de la vie pour résister aux tentatives des séducteurs... de plus, le législateur se demande avec quelque ironie, si le plus souvent ce n'est pas la femme qui séduit et l'homme qui se laisse séduire. Telle était bien là la pensée du rapporteur (1) au Conseil d'Etat lorsqu'il disait : « Les rédacteurs ont pensé qu'après seize ans la séduction que la nature n'avait pas mise au rang des crimes, ne pouvait y être placée par la société. Il est si difficile à cette époque de la vie, vu la précocité du sexe et son excessive sensibilité, de démêler l'effet de la séduc-

(1) Marcadé, Rapport du Conseil d'Etat.

tion de l'abandon volontaire ! Quand les atteintes portées au cœur peuvent être réciproques, comment distinguer le trait qui l'a blessé ? et comment reconnaître l'agresseur dans un combat où le vainqueur et le vaincu sont moins ennemis que complices ». (1) C'est évidemment la solution élégante pour tourner la difficulté ; comme on se rappelle les excès de l'ancien régime et que l'on ne veut point en favoriser le retour, on ne punit pas le séducteur, mais cependant, il faut expliquer ce silence, justifier cette abstention : alors on déclare qu'il est impossible de savoir quel est l'oppresseur ou l'opprimé et avec cet aimable scepticisme, on laisse le champ libre aux audacieuses tentatives des professionnels de la séduction qui ne manqueront pas d'en profiter et obligeront la pratique. c'est-à-dire la jurisprudence à combler les lacunes de la théorie.

Quant au Code civil, il est aussi muet sur cette importante question. Pour quelle raison ? Par une raison de logique : l'article 340 ayant été voté et la recherche de la paternité interdite, les législateurs du Code ne voulurent point accorder des dommages et intérêts à la fille séduite parce qu'ils croyaient admettre ainsi une recherche de paternité déguisée. Pour s'en rendre compte, il faut se rappeler que l'article 340 ne fut voté que très péniblement et sur l'injonction de Napoléon qui n'admettait pas tant de ménagements envers les femmes : car avec ses

(1) Séance du 17 février 1810.

idées de soldat et d'homme d'action, il les considérait « comme la propriété des hommes au même titre que l'arbre à fruits est celle du jardinier » (1).

Aussi s'opposa-t-il à une transaction, analogue à celle admise par la jurisprudence actuelle et qui, sans admettre la recherche de la paternité, aurait permis à la fille séduite de réclamer des dommages et intérêts. Ayant admis l'article 340, on ne pouvait accorder à la fille séduite des dommages-intérêts. Cette proposition logique en droit souleva au Tribunat de vives protestations. Le tribun Perreau s'écria : « N'abandonnez pas sans appui, sans espoir la faiblesse séduite et trompée dans la vaine crainte de tel ou tel abus que la corruption peut faire naître d'une disposition bienveillante. Il est temps de mettre fin à ce reproche qui serait ici, comme dans d'autres circonstances, trop justement mérité : que les lois qui sont faites par les hommes, semblent n'avoir été faites que pour eux. Soyons plus justes envers les femmes et ne nous prévalons pas toujours contre elles de la crainte des vices dont la première cause ne peut si souvent être imputée qu'à nous » (2). Malgré ces éloquents protestations la fille séduite ne se vit accorder aucune réparation pécuniaire et c'est pour cela que pendant longtemps nous ne trouvons aucune décision judiciaire relative à

(1) *Mémorial de Sainte-Hélène*.

(2) Perreau. Discours au Tribunat. Rapporté par M. Julien Goujon au sujet du projet de loi de M. Rivet relatif à la recherche de la paternité.

des demandes de dommages et intérêts pour séduction. Elles étaient toutes repoussées en vertu de l'article 340.

Le Code civil du moins sanctionne-t-il les promesses de mariage et accorde-t-il des dommages-intérêts pour rupture de promesses ? Il ne parle nulle part de ces promesses. Pourquoi ? la question est complexe : les uns prétendent qu'elles avaient surtout un caractère religieux et que, l'état-civil ayant été sécularisé, il n'y avait aucune raison de s'en occuper. Cette raison n'est point probante, car si la foi de nos ancêtres donnait à cette cérémonie un caractère religieux, il n'en est pas moins certain qu'il subsistait à côté d'elle un acte civil qui engageait les deux parties et qui était susceptible d'occasionner en faveur de l'une d'elles l'admission de dommages-intérêts. La sécularisation du mariage avait bien laissé subsister le lien civil, nous ne voyons point pourquoi il n'en aurait pas été de même pour les fiançailles.

D'autres, plus avisés, prétendent que la loi de 1792 ayant rendu au nom de la liberté individuelle, le divorce extrêmement facile, le mariage avait le caractère d'un contrat temporaire et que, le mariage n'enchaînant plus les époux les fiançailles ne pouvaient en bonne logique enchaîner les fiancés. A quoi bon s'enchaîner avant quand on ne le sera même pas après ? (1) Aussi le législateur, partagé entre les idées révolutionnaires et le respect des fiançailles, n'a pas su se prononcer énergiquement, à tel point que la

(1) Naslin, *Des promesses de mariage*, p. 26.

question de savoir si les promesses de mariage sont obligatoires sous l'empire du Code civil est très controversée. Du silence qu'il garde à leur sujet faut-il conclure qu'il les réproouve ou bien qu'il ne les assujettit pas à des règles spéciales et qu'elles restent sous l'empire du droit commun des contrats ? (1)

Pour éluder cette difficulté rapportons-nous au compte rendu de la séance du Conseil d'Etat du 17 novembre 1801 (26 brumaire an IX). « Le consul Cambacérès dit (à propos de la discussion sur la recherche de la paternité), qu'il peut être nécessaire de se prononcer sur le cas où la grossesse a été précédée d'une promesse de mariage. M. Tronchet fait observer que les rédacteurs du projet du Code civil ont proposé de décider que les promesses de mariage ne donneraient lieu qu'à des dommages-intérêts. M. Réal dit que la section pense que les dispositions sur les promesses de mariage doivent être renvoyées au titre des actions. M. Boulay dit que souvent le fait de la grossesse est un motif de ne pas déférer à la promesse de mariage et qu'il serait trop dur d'en faire un motif de contrainte. Le consul Cambacérès dit que son idée n'est pas de rendre dans cette hypothèse le mariage forcé, qu'il désire seulement que le cas soit prévu et décidé. M. Régnier dit que la circonstance de la grossesse augmente les dommages-intérêts dus pour l'inexé-

(1) En ce sens Aubry et Rau, *Cours de droit civil*, t. VII.

cution de la promesse de mariage parce qu'on suppose qu'elle est l'effet de cette promesse (1).

Il ressort nettement de cette discussion que les législateurs du Code ont reconnu l'existence des promesses de mariage, puisqu'ils se sont occupés de savoir s'il fallait les réglementer. Si, par la suite, ils ne s'en sont pas occupés dans un titre spécial, c'est qu'ils ont estimé avec M. Réal qu'elles devaient suivre le droit commun des contrats. Puisque le Code ne dit rien dans le cas de rupture il faut appliquer l'article 1142: « Toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages-intérêts en cas d'inexécution de la part du débiteur. » La promesse de mariage, dit-on, rentre bien dans ce cadre, rien n'est plus vague en effet que l'expression « toute obligation de faire ou de ne pas faire » ; on peut promettre de donner, pourquoi ne pourrait-on pas promettre d'épouser ? Cette promesse est au contraire conforme à la loi et à la morale, elle permet aux fiancés de vivre dans une plus grande intimité et de faire l'apprentissage de la vie commune, elle est le prélude du mariage et comme lui doit être encouragée.

On répond à cette argumentation en disant que les mariages sont libres, et que reconnaître les promesses de mariage, c'est supprimer la liberté du mariage. Etrange objection vraiment, car rien n'oblige un homme à faire à une femme une promesse de mariage ; s'il la fait, c'est

(1) Locré, *La législation de la France*, t. VI.

de son plein gré ? il sait bien qu'il aliène sa liberté et que, s'il rompt sa promesse sans raison légitime, il pourra être condamné à des dommages-intérêts. Dans ces conditions, il sait où il va et on ne saurait dire qu'il n'a plus la liberté.

Cette théorie fut celle des auteurs contemporains de la publication du Code civil, elle semble donc avoir reflété la théorie de ses auteurs ; nous verrons par la suite que si la jurisprudence l'a suivie pendant une trentaine d'années, elle ne tarda point à revenir à une appréciation et à une interprétation différente du silence du Code à l'égard des promesses de mariage.

APPLICATION DE L'ARTICLE 1142

Dans les premiers temps qui suivirent la promulgation du Code la jurisprudence, admettant la validité des promesses de mariage, accorda des dommages-intérêts à la fille séduite en se basant sur l'article 1142. Si cet article, dit-elle, ne renferme pas textuellement le mot promesse de mariage, tout au moins « la disposition générale renferme la chose quoique le mot fiançailles ou promesses de mariage n'y soit pas exprimé » (1). Les arrêts prennent bien soin de spécifier que l'objection de la liberté des mariages ne saurait les convaincre : « attendu que c'est en vain que l'on prétend que la célébration du mariage devant être l'effet d'une libre volonté, ce serait aller

(1) Sirey-Trêves, 1808.

contre l'indépendance que le législateur et la morale ont établie à cet égard que de prononcer des peines contre celui qui refuse d'exécuter sa promesse, car la liberté était entière avant le contrat de mariage ; ce contrat a été l'effet de la volonté et si ensuite par caprice ou par mauvaise foi on refuse de l'exécuter, comme ce n'est là qu'une obligation ou une promesse de faire, elle se résout en dommages-intérêts : ainsi le préjudice causé est réparé et la liberté des futurs époux devient entière pour contracter un autre engagement » (1).

Un arrêt de la Cour de Nîmes du 2 janvier 1855 (2) soutient au milieu d'une jurisprudence contraire cette théorie de la validité des promesses de mariage : « L'inexécution d'une promesse de mariage donne lieu à des dommages-intérêts non seulement lorsqu'il en résulte un préjudice matériel, mais encore lorsqu'elle cause un préjudice moral, en ce que, par exemple, ayant lieu sans motifs, elle expose la femme à la malignité publique et lui rend plus difficile un autre établissement » (Code Napoléon, 1142 et 1382). Et voici le texte du jugement : « Considérant qu'en principe général, toute obligation de faire se résout en dommages-intérêts en cas d'inexécution ; que ces dispositions de la loi sont générales et embrassent toutes les circonstances appréciables, soit que ce dommage causé puisse être matériel ou

(1) Cour de Toulouse, D. 8 mars 1827.

(2) D. 55.2.161.

moral ; que ce serait restreindre arbitrairement la portée et la volonté législative en la bornant au dommage purement matériel et en ne permettant pas aux magistrats d'apprécier le dommage moral... Considérant les circonstances de la cause condamne B... à payer à la demoiselle P... 1000 francs de dommages et intérêts » (1).

Mais le système de la validité des promesses de mariage est vivement combattu d'abord au nom de la liberté du mariage ; on affirmait que la vieille maxime romaine, *matrimonia debent esse libera*, était passée dans nos coutumes. Or, raisonner ainsi nous semble paradoxal ; en effet, avoir la liberté, c'est pouvoir l'aliéner, or au moment où les fiancés l'aliènent par une promesse de mariage, ils étaient bien libres, on ne peut pas dire que les promesses de mariage sont incompatibles avec la liberté du mariage.

Mais une raison plus probante était tirée des travaux préparatoires du Code ; si dans la séance du 29 brumaire an IX, on a tant discuté sur les promesses de mariage et si, en définitive, elles ne figurent pas dans le Code, c'est que les législateurs n'ont pas voulu admettre leur validité ; et on en donnait même la raison ; jadis les promesses de mariage avaient un caractère ecclésiastique, mais vu la sécularisation de l'état civil, elles ne sauraient exister, ce serait donner force de loi à un usage introduit par l'Eglise et faire céder le pas à l'Etat laïque devant

(1) Nîmes, D. 55.2.161.

l'Eglise... Cet argument ne nous semble pas sérieux, car en dehors du lien religieux subsistait un lien civil, valable à moins que la loi ne l'ait volontairement interdit. C'est cette dernière doctrine qui fut adoptée par la jurisprudence, à la suite d'un arrêt de la Cour de cassation du 30 mai 1838 : « *Toute promesse de mariage est nulle en soi comme portant atteinte à la liberté illimitée qui doit exister dans les mariages* » (1). C'est la solution qui triompha définitivement et que consacrent divers arrêts de cours d'appel, notamment un arrêt de la Cour de Caen, du 6 juin 1850 : « *Considérant que l'intérêt public exige que les mariages soient libres et spontanés ; qu'il suit de là qu'une promesse de mariage ne constitue pas une obligation qui puisse servir de base à une condamnation à des dommages-intérêts en raison de sa seule inexécution ; mais qu'elle peut néanmoins, comme tout autre fait, donner lieu, contre celui des époux qui l'a rompue sans motif, à la réparation du préjudice causé en vertu des principes généraux...* » (2). Un arrêt de la Cour de Douai du 3 décembre 1853 est encore plus explicite et déclare nettement la nullité des promesses de mariage. « Attendu que les promesses de mariage sont frappées d'une nullité d'ordre public comme contraires à la liberté

(1) Riom, 41 août 1846, D. 46.2.179 ; Caen, 6 mars 1850, D. *Jurispr. générale*, 2^e éd. ; v° *Mariage*, n^{os} 81 et 90 ; Caen, 6 juin 1850, D. 55.2.178 ; Douai, 3 décembre 1853, D. 55.2.132 ; Cass., 16 janvier 1877, D. 77.1.85 ; Orléans, 2 mars 1881, D. 81.2.244 ; Bourges, 6 juin 1881, D. 82.2.117.

(2) D. 55.2.178.

et que cette nullité entraîne celle de la sanction pénale qui y est attachée ; attendu que pour qu'il puisse résulter de l'infraction d'une telle promesse une action en dommages-intérêts, il faut qu'elle ait été par elle-même la cause du dommage.... » (1)

De même un jugement du tribunal civil de Bordeaux (2) : « Attendu qu'il est constant, en droit, que l'inexécution d'une promesse de mariage ne donne ouverture à aucune action en dommages-intérêts. »

Si l'on examine les différents arrêts que nous venons de citer, on s'aperçoit que tout en reconnaissant la nullité des promesses de mariage, ils accordent des dommages-intérêts et invoquent pour cela les articles 1142 et 1382 ; étonnante bizarrerie, car si les promesses de mariage sont nulles, on ne peut appliquer l'article 1142, s'il n'y a pas eu promesse de mariage, il n'y a pas eu promesse de faire, et de ce fait, on ne doit pas condamner à des dommages et intérêts. Mais les magistrats ont compris l'injustice d'une semblable manière d'agir et pour s'excuser d'accorder à la fille séduite une indemnité ils font apparaître l'article 1382 ; dans cette époque de transition, ils n'osent pas encore l'appliquer seul, mais ne voulant pas malgré cela faire un déni de justice, par un étrange assemblage, ils s'inspirent à la fois de l'article 1142 soutien de l'ancienne théorie et de l'article 1382 qui deviendra la base de la nouvelle

(1) Douai, 3 décembre 1853, D. 55.132.

(2) Bordeaux, 23 novembre 1852, D. 56.2.23.

jurisprudence. C'est là une espèce de transaction qui nous mènera par un chemin détourné au système actuel qui se réclame seulement de l'article 1382.

APPLICATION DE L'ARTICLE 1382

Par un arrêt du 30 mai 1838, la Cour de cassation fixa la jurisprudence sur cette importante question. Les promesses de mariage sont nulles d'après notre Code, il n'y a donc pas lieu de leur appliquer l'article 1142 : « Toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages-intérêts en cas d'inexécution de la part du débiteur. » Mais s'il n'y a pas lieu d'accorder une réparation pécuniaire en vertu de l'inexécution d'une convention, il faut en accorder une en réparation du préjudice tant physique que moral] causé par la partie qui se retire. C'est ce qu'admet le fameux (1) arrêt de 1838 : « Attendu que l'arrêt attaqué en décidant que toute promesse de mariage est nulle en soi, comme portant atteinte à la liberté illimitée qui doit exister dans les mariages, n'a fait que proclamer un principe d'ordre public et qui, soit avant, soit depuis la promulgation du Code civil a été toujours consacré par la jurisprudence ; attendu que sans porter atteinte à ce principe l'arrêt attaqué a pu décider que l'inexécution de semblables promesses pourrait dans certaines circonstances donner lieu à des ac-

(1) Cass., 30 mai 1838, S. 38.1.492.

tions en dommages-intérêts lorsque cette inexécution avait causé un préjudice réel, parce que dans ce cas, *l'action en dommages-intérêts ne prend pas sa source dans la validité de la promesse de mariage, mais dans le fait du préjudice causé et de l'obligation imposée par la loi à celui qui en est l'auteur de le réparer.* »

Ainsi donc, c'est le préjudice causé qui doit être réparé par le séducteur, tant le préjudice physique que le préjudice moral, en vertu de l'article 1382 : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause un dommage à autrui oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. »

Les Cours d'appel suivirent l'exemple donné par la Cour de cassation ; c'est ainsi que nous voyons dans un arrêt de la Cour de Caen, du 24 avril 1850 : « La Cour considérant que l'inexécution d'une promesse de mariage peut engendrer une action en dommages-intérêts résultant du préjudice qu'elle a causé ; considérant que si le préjudice moral pouvait également donner lieu à cette action, ce ne pourrait être que dans les cas où les circonstances du procès démontreraient que l'inexécution de cette promesse a porté atteinte à l'honneur et à l'avenir d'une jeune fille dont la séduction aurait précédé l'abandon (1) ... »

La Cour de cassation (2) par un arrêt de 1877 a confirmé sa précédente jurisprudence : en effet le tribunal civil de

(1) Caen, 1850, D. 55.2.178.

(2) Cass., 1877, D. 77.1.85.

Lyon par arrêt du 28 mai 1875 avait décidé : « Attendu que, si en principe l'inexécution d'une promesse de mariage ne peut donner lieu à des dommages-intérêts, il faut pour cela que la rupture ne soit pas imputable à une faute et qu'il ne soit pas résulté de cette faute un préjudice... attendu qu'il n'est pas douteux (que Jangota commis cette faute et occasionné un grand préjudice)... le condamne à 11.000 francs de dommages-intérêts... ». Sur ce jugement le sieur Jangot introduisit, après confirmation par la Cour de Lyon, un pourvoi devant la Cour de cassation par fausse application de l'article 1382, en ce que l'arrêt attaqué a accueilli une action en dommages-intérêts fondée sur l'inexécution d'une promesse de mariage. Voici quels étaient ses intéressants arguments : les conventions se forment par le libre consentement des parties. En matière de mariage, le consentement ne pouvant être donné qu'au moment de la célébration (1) doit être à ce moment dégagé de toute espèce de contrainte. Il suit de là que : non seulement les promesses de mariage sont nulles en elles-mêmes, mais aussi que leur inexécution ne peut donner lieu ni à l'application des articles 1142, 1149, ni faire encourir les peines qui y sont stipulées (2).

(1) Code civil, articles 75 et 165.

(2) Req., 17 août 1814, *Jur. gén.*, v° *Mariage*, n° 82-5° ; Req., 6 juin 1821, *ibid.*, n° 90-5° ; Cass. civ., 11 juin 1838, *ibid.*, n° 90-4°. — Dalloz, *Code civil annoté*, n° 1133 ; Favart de Langlade, *Répertoire*, v° *Obligation*, sect. 2, n° 2 ; Malleville, sur l'art. 172 ; Duranton, t. 2, n° 187 ; Massé et Vergé, sur Zachariæ, t. 1^{er}, § 117 ; Laurent, *Principes de droit civil* ; Vazeille, *Mariage*, t. 1^{er}, nos 145 et 152 ; Sourdat, *Traité de la responsabilité*, t. 1^{er}, n° 446 bis ; Bédarride, *Traité du dol et de la fraude*, t. 3, n° 1333.

Mais à côté, la doctrine et la jurisprudence ont également admis que, si la rupture volontaire et sans motifs légitimes d'une promesse de mariage ne constitue pas une faute contractuelle autorisant le futur époux délaissé à réclamer soit la peine stipulée, soit des dommages-intérêts d'après le bénéfice dont il a été privé (*lucrum cessans*), elle lui donne le droit de demander, en vertu de l'article 1382, la réparation du préjudice qu'il a réellement éprouvé (*damnum emergens*) dans sa fortune ou dans sa réputation.

Cette opinion est basée sur une fausse application de l'article 1382 disposant que « tout fait quelconque de l'homme, qui cause un dommage à autrui, oblige celui par la *faute* duquel il est arrivé à le réparer ». Il résulte des termes mêmes de la disposition et il a toujours été reconnu que, pour être fondé à en invoquer le bénéfice, il ne suffit pas d'avoir éprouvé un préjudice, mais qu'il faut en outre que ce préjudice ait été causé par la faute de celui auquel on demande réparation. Or cette condition ne se rencontre pas, dans la dite situation d'une promesse de mariage rompue même sans motifs légitimes ou, ce qui revient au même, sans motifs exprimés.

A cet égard toutefois, il est essentiel de bien s'entendre, nous ne prétendons pas qu'à l'occasion et pour ainsi dire à côté de la promesse de mariage ou de la rupture de cette promesse, il ne puisse se produire tel fait illicite de nature à justifier une demande en dommages-intérêts. Ainsi l'individu qui emploie la promesse de mariage

comme moyen de séduction pour nouer avec une jeune fille des relations illégitimes d'où est résultée une grossesse, commet assurément une faute qui le rend passible de dommages-intérêts (1). Il en est de même de celui qui abuse de la crédulité d'une jeune fille pour se faire marier à l'église seulement, en lui persuadant que le mariage ainsi contracté est légal et indissoluble (2). Il en est de même de celui qui accompagne la signification de la rupture d'expressions injurieuses pour la personne délaissée ou qui répand dans le public sur le compte de celle-ci des imputations diffamatoires. Nous ne nous occuperons point de ces cas, ce que nous soutenons c'est que l'inexécution d'une promesse de mariage ne constitue pas par elle-même une faute et ne peut, dès lors, quelque préjudice qui en résulte, donner ouverture à une action en dommages-intérêts.

Pour la justification de cette thèse, il suffit de rappeler que *les promesses de mariage sont nulles comme contraires à la conservation de l'ordre social, à la prospérité des familles et aux bonnes mœurs*, qui exigent que la liberté des parties reste entière et absolue jusqu'au moment de la célébration. Comment se pourrait-il en effet que la rupture d'une promesse entachée de nullité constituât une faute et pût engendrer une action en justice ? Celui qui s'est engagé par une promesse de cette nature sera bien, selon les cas, tenu par un lien d'honneur ; il ne sera

(1) Colmar, 31 décembre 1863, D. 65.2.21.

(2) Bastia, 3 février 1834, D. v° *Mariage*, n° 82-11°.

jamais tenu par un lien de droit. En droit, l'obligation qu'il a contractée est subordonnée à une condition purement potestative de sa part : *si voluero* ; ce qui revient à dire qu'il n'est aucunement obligé (1). Il peut donc se retirer à tout moment, même après les publications, même après la passation d'un contrat de mariage : il peut se retirer sans établir ou même alléguer d'autres raisons que ses convenances, sa volonté ou son simple caprice et sans s'inquiéter du préjudice qui en résultera pour l'autre partie. En agissant ainsi il peut manquer à un devoir de conscience, mais il use d'un droit légal, et dès lors il se trouve protégé contre toute action judiciaire par la maxime : » *Nemo damnum facit, qui id fecit quod facere jus habet.* »

Et d'un autre côté à quel titre la partie délaissée se plaindrait-elle ? Les espérances déçues, l'humiliation subie, l'atteinte éprouvée dans la réputation et la fortune, tous les dommages en un mot que peut entraîner la rupture d'un projet de mariage ont dû entrer dans les prévisions. En acceptant une promesse qui, légalement, n'engageait pas son auteur, elle a su ou dû savoir que celui-ci était libre de ne la point tenir. Elle s'est donc volontairement exposée au dommage qu'elle a souffert et ne saurait dès lors être admise à en poursuivre la réparation : *Volenti non fit injuria.*

A supposer d'ailleurs que l'inexécution d'une promesse

(1) C. civ., 1174.

de mariage puisse être considérée comme une faute dans le sens de l'article 1382 (C. civ.) la disposition générale de cet article n'en serait pas moins inapplicable à la matière qui nous occupe.

Un principe absolu domine cette matière : *c'est que la liberté des futurs époux doit demeurer entière jusqu'au moment de la célébration du mariage* ; d'où la conséquence, admise en doctrine et en jurisprudence, que l'inexécution d'une promesse de mariage ne peut par elle-même donner lieu à des dommages-intérêts : or la solution ici combattue et qui consiste à prétendre que le préjudice réel résultant de cette inexécution justifie la réclamation de dommages-intérêts est la négation de la thèse qui vient d'être rapportée ; dans la réalité, elle l'absorbe et ne lui laisse plus aucune application. A part certains cas exceptionnels et assez difficiles à concevoir, la rupture volontaire d'une promesse de mariage, surtout si, comme il arrive habituellement, elle émane du futur, causera nécessairement un préjudice plus ou moins grave, mais très réel à la personne délaissée. Sa considération ne sera plus intacte, ses chances d'établissement seront diminuées et l'atteinte ainsi portée à son honneur et à ses intérêts matériels donnera toujours ouverture à une action en dommages-intérêts. Par contre la partie qui voudrait rétracter sa promesse se trouvera invariablement placée sous la menace de cette action, de sorte qu'elle n'aura pas la liberté absolue qui, jusqu'à la dernière heure, doit présider à son choix.

Réussit-on à remédier à ces résultats, parvient-on à justifier la contradiction doctrinale dont ils témoignent en distinguant entre l'action en dommages-intérêts fondée sur les articles 1142, 1149 qu'on refuse à la partie délaissée et celle résultant de l'article 1382 qu'on lui accorde ? Non certainement, c'est là une vaine subtilité dépourvue de toute portée réelle. Ce qu'il faut, ce qui est essentiel, c'est que le futur qui veut rompre le mariage projeté puisse exécuter cette détermination sans avoir à craindre une condamnation à des dommages-intérêts. Autrement sa volonté entravée par cette crainte ne s'exercerait plus avec une indépendance absolue ; on ne lui en rendrait pas l'exercice en lui expliquant, qu'à la vérité une condamnation est certaine, mais qu'elle sera poursuivie contre lui non en vertu des articles 1142 et 1149 du Code civil, mais bien de l'article 1382 du même Code.

Les partisans de l'opinion ici discutée admettent, il est vrai, que les dommages-intérêts accordés par application de l'article 1382 au futur époux ne doivent comprendre que le préjudice qu'il a réellement éprouvé (*damnum emergens*) et non le bénéfice dont il a été privé (*lucrum cessans*). Mais d'abord ce mode d'évaluation contrevient, par une restriction arbitraire, à l'article précité. Il est naturel en effet, pour fixer le montant des dommages-intérêts dus en vertu de cet article, de suivre la règle établie pour les contrats par l'article 1149, c'est-à-dire que l'auteur du quasi-délit doit être condamné à un dédommagement qui comprend à la fois ce que la partie

lésée a perdu et le gain dont elle a été privée (1). De plus en limitant l'indemnité à la réparation du préjudice réellement subi on atténue sans doute la contrainte imposée par la crainte d'une condamnation, au libre arbitre des époux, mais on la laisse encore subsister bien qu'à un degré moindre, alors qu'il ne devrait y avoir de contrainte à aucun degré. Enfin il convient de remarquer que, dans la pratique, ce mode d'évaluation n'est pas et ne peut pour ainsi dire pas être suivi, le juge se trouvant entraîné forcément à tenir compte des avantages espérés et non réalisés aussi bien que du préjudice réellement subi. C'est à cela qu'aboutit manifestement l'usage généralement admis et auquel s'est conformé l'arrêt attaqué de prendre en considération pour la fixation des dommages-intérêts la fortune de celui qui les doit (2).

En résumé donc, soit qu'on envisage l'article 1382 en lui-même et dans les conditions exigées pour son application, soit qu'on le considère par rapport au grand principe de la liberté du mariage, on arrive à cette conclusion que l'inexécution d'une promesse de mariage même sans motifs légitimes ou exprimés ne peut par elle-même, à quelque moment qu'elle se produise et quelque préjudice qui en résulte, donner ouverture à une action en dommages-intérêts ? Et il concluait ainsi : « Si la thèse de droit

(1) Dalloz, v° *Responsabilité*, n° 230.

(2) Toulouse, 16 février 1813, rapporté par Dalloz, v° *Mariage*, n° 83-4° ; Colmar, 13 mai 1818, *Ibid.*, n° 83-4° ; Grenoble, 16 juillet 1841, *Ibid.*, n° 88-7°.

ci-dessus exposée est exacte, le caprice imputé à l'exposant n'a été autre chose que la manifestation légitime de sa volonté, au libre exercice de laquelle sa promesse antérieure ne pouvait mettre obstacle. En refusant même, après la passation du contrat civil, de passer outre à la célébration du mariage projeté, il n'a commis aucune faute, il a usé de son droit si tant est qu'il n'ait pas accompli son devoir ; et dès lors, la condamnation prononcée contre lui l'a été par une application inexacte de l'article 1382. »

Le pourvoi était soutenu d'une manière remarquable et résumait admirablement les objections des partisans de l'ancienne jurisprudence. Dans son rapport le conseiller Onofrio répondit avec une précision saisissante à ces objections et exposa la doctrine qui a eu l'honneur de fixer la jurisprudence.

Le conseiller rapporteur déclare d'abord « que le pourvoi n'a point dissimulé qu'il avait contre lui la doctrine et la jurisprudence ; puis il rappelle que notre ancien droit (1) admettait que des dommages-intérêts pouvaient être dus pour rupture de promesses de mariage, il était même permis aux parties de les déterminer d'avance par une clause pénale : mais cette détermination peut être révisée par le juge qui la retiendra dans la limite du juste ».

« Quels changements nos lois modernes ont-elles apporté à ces règles ? Les fiançailles ont été supprimées,

(1) Pothier, *Traité du mariage*, n^{os} 43 et 44.

mais, comme le fait très bien observer M. Demolombe (1), les fiançailles telles qu'elles se pratiquaient jadis, comme convention spéciale, réglée par la loi. Il est un fait que les législateurs n'ont pu supprimer parce que la force des choses y donne naissance. Aujourd'hui comme par le passé, il y a des demandes en mariage, des entrevues des promesses, des consentements enfin donnés de part et d'autre, avant le consentement solennel et décisif qui seul fait le mariage. Eh ! bien, il s'agit de savoir s'il résulte de ces promesses, de ces consentements préliminaires, s'il en résulte une obligation, un engagement quelconque qui autorise le futur délaissé à intenter contre celui qui l'abandonne une action en dommages-intérêts. »

« Cette question revient à celle-ci : dans ces préliminaires obligés de tout mariage, peut-il être commis par l'une des parties une faute qui engage sa responsabilité quand d'ailleurs la rupture de la promesse cause à l'autre un préjudice ? Si la faute est possible, on se trouve en présence de l'article 1382, auquel nous ne connaissons point d'exception relative au mariage, pas plus dans le titre que règle ce contrat que dans un autre. »

« Or la possibilité d'une faute dans les préliminaires du mariage ou dans la rupture du projet, qui en pourrait douter ? En premier lieu, la promesse peut avoir été frauduleuse, faite sans intention de la tenir pour se jouer

(1) Demolombe, *Mariage*, t. I, n^{os} 28 et suiv.

de la personne à qui elle est faite ; peut-on refuser de voir dans cette promesse même une faute plus ou moins coupable suivant les circonstances ? On ne répond pas dans notre droit seulement de sa faute, on répond de son imprudence ; on répond d'un acte qui, accompli sans intention de nuire, mais avec légèreté, sans souci du mal qui en peut résulter pour autrui a occasionné ce mal. Ainsi la promesse a été faite sans réflexion, avec une légèreté qu'on ne pouvait soupçonner dans celui qui en est l'auteur ; elle s'accroît, se caractérise par des démarches significatives ; elle se formule dans un contrat notarié, dans des stipulations spéciales ; puis, quand la publicité lui a été donnée, quand des préparatifs ont été faits des deux côtés, la promesse est rompue brusquement sans motifs avec la même légèreté qu'au jour où elle a été faite !! Prétendra-t-on qu'il n'y a point dans cette promesse même et dans sa rupture la faute de l'article 1382 ? »

« On dit : mais il y a faute aussi de la part de celui qui s'est fié à cette promesse, qui y a répondu et qui a lui-même fait dans la vue de cet accord des dépenses et des démarches qui ont eu de la publicité. Qu'il puisse y avoir faute des deux parts, cela n'est pas contestable. Mais existait-elle par la seule confiance accordée à la parole d'un homme grave qui a fait une demande ? Lorsque cet homme fait les préparatifs nécessaires à l'accomplissement de sa promesse, y a-t-il faute à faire soi-même les préparatifs réciproques que le mariage rend nécessaires ? Admettons, dit le pourvoi, qu'il y ait eu faute, de

la part de celui qui a sans motif manqué à sa promesse, c'est une faute qui ne peut entraîner une responsabilité pécuniaire, le principe de la liberté du mariage y fait obstacle. »

« Nous avons vu que ce principe existait et était respecté dans l'ancien droit et que l'on ne pensait pas qu'il fit obstacle à la réparation du dommage causé par une rupture sans motifs. De quel texte, de quelle règle nouvelle veut-on déduire une exception à l'article 1382 ? Les textes sont muets. L'abolition du contrat légal de fiançailles a-t-elle cette conséquence ? Le législateur ancien avait donné des règles à ces préliminaires du mariage qui sont inévitables. Le législateur moderne a trouvé ces règles défectueuses ; il les a effacées ; la matière lui a paru trop délicate pour être soumise à des règles tracées à l'avance. Qu'en doit-on conclure ? Qu'il a laissé les promesses, les projets, les préliminaires du mariage dans le domaine du fait. Or la règle commune des faits dommageables est l'article 1382. Les promesses de mariage laissent les promettants absolument libres, en ce sens qu'ils ne peuvent être contraints au mariage promis, même indirectement, par des délits ou des indemnités convenues ; mais ils ne sont pas libres de se jouer l'un de l'autre par des promesses fallacieuses faites ou rompues sans réflexion : l'un d'eux ne peut prétendre engager l'autre en ne s'engageant pas lui-même, il ne peut induire une famille en des dépenses extraordinaires, attendant pour prendre lui-même une résolution sérieuse la veille de la

célébration, se réservant le droit de tout rompre au moment où il ne manque plus à la réalisation du projet fait en commun qu'un dernier consentement annoncé, répété publiquement affirmé pendant de longs délais. Ni la loi ni les mœurs ne sont intéressées à une pareille liberté.»

« Est-il vrai que, lorsqu'il s'agit de mariage comme le dit le pourvoi, on puisse user de son droit en manquant à son devoir ? C'est là une dérogation trop grave à une règle de morale, à celle même qui est écrite dans l'article 1382, pour qu'on puisse la sous-entendre dans des textes qui ne disent rien de semblable. Sans doute, l'appréciation des causes de la rupture et de celles du dommage seront parfois fort délicates. C'est à ces difficultés que l'ancien droit avait voulu parer par les règles établies pour les fiançailles ; il ne les avait point fait disparaître, il en restait encore beaucoup et c'est là qu'il faut chercher la cause de l'abolition de cette partie de la législation ancienne ; la tâche des magistrats est aujourd'hui plus complexe, ils feront compte de toutes les circonstances du fait. « Ils examineront surtout jusqu'à quel point les choses étaient avancées et si le projet injustement rompu touchait plus ou moins à son dénouement » (1).

Telle était la théorie de la doctrine, la jurisprudence s'est prononcée dans le même sens. Plusieurs Cours ont accordé des réparations. Il en est dans lesquelles le préjudice tenait au caractère même de la promesse et de sa

(1) Demolombe, *Mariage*, t. 1^{er}.

rupture et le conseiller Onforio cite l'arrêt de la chambre civile du 30 mai 1838 que nous avons rapporté plus haut et il conclut que l'application de l'article 1382 est justifié (1).

Il nous a paru utile de citer presque entièrement cet arrêt parce que la jurisprudence n'a fait que suivre la voie qu'il avait tracée en accordant des dommages-intérêts en vertu de l'article 1382, ainsi qu'en témoignent les arrêts suivants : Tribunal de Pontoise (2), 27 décembre 1893 : « Attendu, en droit, que si tout projet de mariage est conditionnel, et si chacun des futurs époux conserve, jusqu'au moment de la célébration, la faculté de s'en départir, il n'en faut pas conclure que l'un d'eux puisse se jouer de l'autre impunément et qu'après l'avoir constitué en frais il soit permis de l'abandonner sans motifs sérieux ; que l'inexécution d'une promesse de mariage, quand elle ne repose que sur un pur caprice, peut donner lieu à une réparation pécuniaire pour le préjudice matériel et même moral qu'elle a pu éprouver » (art. 1382) (3).

Un arrêt encore plus explicite de la Cour de Bourges du 7 novembre 1900 : « *L'inexécution d'une promesse de mariage ne peut pas par elle seule donner lieu à des dommages-intérêts, mais si cette inexécution a causé un préjudice à l'autre partie et que d'ailleurs elle n'ait pas une juste cause, les dommages-intérêts doivent être pro-*

(1) D. 27.1.85.

(2) D. 95.2.86.

(3) *Ibid.*

noncés en vertu non pas de l'article 1142 du Code civil, mais de l'article 1382 sainement interprété. »

De même un arrêt de la Cour de Bordeaux du 8 mai 1900 (1) : « Attendu, en droit, que si les promesses de mariage ne créent pas une obligation civile ayant sa sanction dans l'article 1142 du Code civil, elles peuvent cependant, à raison de la faute dont serait accompagné leur rupture, donner lieu en vertu de l'article 1382 à la réparation de leurs conséquences dommageables » (2).

La jurisprudence tout entière après avoir longuement hésité et appliqué des solutions moyennes (telles que dommages-intérêts accordés en vertu des articles 1142 et 1382 combinés ou dommages et intérêts ridicules) (3) s'est ralliée au système qui les accorde en vertu de l'article 1382. C'est-à-dire qu'elle considère la rupture des promesses de mariage comme un *quasi-délit*. Certains auteurs et notamment M. Naslin (4) trouvent étrange qu'il y ait quasi-délit à rompre une promesse nulle et ils invoquent la maxime : « *Neminem lædit qui suo jure utitur* » Si une promesse n'est pas valable quel tort aura l'une des parties à ne pas la tenir ? Il nous semble que cette

(1) Bordeaux, 8 mai 1900, D. 1902.1.46.

(2) Dans le même sens ont jugé : Rennes, 18 juillet 1906, D. 1907, 2.71 ; Bordeaux, 4 mars 1908, et Bordeaux, 9 avril 1908.

(3) Des dommages-intérêts ridicules par leur modicité, c'est ainsi que nous citerons un jugement d'Oran en date du 7 mai 1894. *Gazette du Palais*, 94.3.326 : « Attendu que cette allocation doit être excessivement modérée, car il importe de ne pas gêner la liberté du consentement des futurs... condamne à 1 franc. »

(4) Naslin, *Des promesses de mariage*.

objection est surtout basée sur une confusion entre le délit et le quasi-délit ; le quasi-délit s'applique non seulement au dommage directement causé, mais encore à celui qui est indirectement causé, à tout acte causant un préjudice à autrui car l'on est responsable de son imprudence. Chaque jour la jurisprudence étend le domaine de l'article 1382 et c'est un de ceux que l'on invoque le plus souvent au Palais ; il nous semble bien que le quasi-délit est nettement caractérisé et c'est bien là l'avis des Cours d'appel qui dans la plupart des arrêts font figurer les mots quasi-délit ; par exemple, un arrêt très intéressant du 5 mars 1908, rendu par la Cour de Bordeaux : « Attendu que D... ès-qualité a basé sa demande en dommages-intérêts : 1^o sur le préjudice causé à M. D... sa fille par la séduction dont elle aurait été victime de la part de B... ; 2^o sur la nécessité dans laquelle elle se trouve de subvenir aux besoins de l'enfant dont elle est accouchée le 7 juillet 1905 et dont elle attribue la paternité à l'intimé !... Sur la seconde base de la demande : attendu que si l'on peut induire de la correspondance versée aux débats et des faits de la cause que si B... a pu se croire le père de l'enfant né de l'appelante, il ne l'a pas reconnu et que rien dans ses lettres, ne permet de dire qu'il ait pris aucun engagement vis-à-vis de cet enfant ;

« Sur le moyen tiré de la séduction : attendu que pour que la séduction puisse servir de base à une action en dommages-intérêts *il faut qu'elle présente un carac-*

ière délictueux ou quasi-délictueux, c'est-à-dire que le séducteur ait employé des moyens illicites, tels que l'abus de la force, des manœuvres fallacieuses, abus d'autorité, promesse de mariage, qu'il est non moins certain que pour engager la responsabilité, il faut que ces moyens illicites, quels qu'ils soient, aient été antérieurs aux relations intimes et que celles-ci en aient été la conséquence. »

« Attendu que si B... a promis le mariage à M...D..., rien ne démontre que cette promesse ait été faite antérieurement à la conception de l'enfant dont la fille de l'appelant est accouchée ; que les cartes postales produites depuis les débats de première instance et s'échelonnant du 24 juin au mois de novembre 1904 sont muettes à cet égard ; que la lettre du 20 juin dernier adressée à la dame D...ne contient comme l'ont dit les premiers juges qu'une simple demande pour être autorisé à adresser à sa fille de nouvelles cartes postales ; qu'ainsi donc, il n'est pas établi que la séduction dont M. D... se plaint, ait été occasionné par une promesse de mariage fallacieuse ; mais attendu que l'appelant allègue que B... aurait pour séduire sa fille employé des *moyens délictueux* et qu'il l'aurait, en la surprenant et en abusant de sa force, contrainte d'avoir des relations avec lui.... » (1).

De même un jugement rendu en 1907 par le tribunal de la Seine : « Attendu que l'inexécution d'une promesse de

(1) Bordeaux, 5 mars 1908.

mariage ne peut pas, à elle seule, donner lieu à des dommages-intérêts, mais que les dommages-intérêts peuvent être cependant prononcés en vertu de l'article 1382 du Code civil lorsqu'il y a quasi-délit et que cette inexécution a causé à l'autre partie un préjudice matériel et moral et que, d'ailleurs, elle n'a pas une juste cause. »

Ainsi donc, aujourd'hui une jurisprudence bien établie accorde des dommages et intérêts dans le cas de séduction par promesse de mariage en vertu de l'article 1382 et en raison d'un quasi-délit. Dans une partie de ce travail nous examinerons les arrêts de la jurisprudence, relatifs aux autres séductions (abus d'autorité, contrainte morale, etc., etc.).

DU MODE DE PREUVE EN MATIÈRE DE PROMESSES DE MARIAGE

Notre jurisprudence admet deux sortes de preuves d'une manière générale : la preuve par écrit et la preuve par témoins ; que décide-t-elle pour notre matière ?

Dans le cas de la preuve par écrit (promesse écrite, lettres probantes, contrats passés entre les fiancés), il ne saurait y avoir de doute, la conviction des juges est faite, car dans ces conditions, la preuve par écrit, c'est l'aveu du défendeur, aussi est-ce celle que l'on voit le plus souvent dans les arrêts sur la séduction par promesse de mariage, mais la preuve par témoins ou par présomptions est-elle recevable ?

Dans les premiers temps la doctrine et la jurisprudence soutenaient la négative en se basant sur un principe de l'ancien droit : « les fiançailles seront rédigées par écrit en présence de quatre témoins » ; mais c'était l'époque où les fiançailles paraissaient valables et seulement soumises au droit commun. Il nous apparaît qu'aujourd'hui où les promesses de mariage sont unanimement déclarées nulles, on est mal venu à invoquer cette ordonnance de 1639 (1). En principe, disent alors les partisans de la

(1) Ordonnance de 1639, article 7.

négative, les obligations qui naissent des quasi-contrats, délits et quasi-délits peuvent être prouvées par témoins, mais dans les cas où la preuve littérale est impossible ; or, dans le cas de promesses de mariage, rien n'est plus facile que de rédiger un écrit ou d'envoyer une lettre : actes qui feront foi devant les juges. Evidemment, mais dans la pratique, les promesses de mariage passées par écrit sont excessivement rares ; on ne trouve le plus souvent que des promesses, vagues et imprécises, qui peuvent tout au plus servir comme commencement de preuve par écrit ; aussi la jurisprudence, voyant les fatales conséquences de la seule admission de la preuve littérale, s'est décidée à admettre la preuve par témoins et par simples présomptions (1). En effet, admettre seulement la preuve littérale, c'eût été supprimer le droit pour la fille séduite d'obtenir des dommages-intérêts. Les séducteurs sont en effet le plus souvent rusés, connaissant le vieil adage *verba volant, scripta manent* ; ils promettent toutes sortes de belles choses en paroles, mais rarement par écrit. Par contre, la preuve la plus fréquemment admise est la preuve par témoins avec commencement de preuve par écrit ; nous en avons un exemple typique dans un arrêt du tribunal civil de Loches rendu le 16 novembre 1889 (2). Le séducteur écrivait une lettre le 16 juillet 1886 à son ancienne fiancée dans laquelle il faisait allusion à une promesse de mariage : « Enfin, ma chère Philomène, en-

(1) En ce sens : Loudun, 7 décembre 1883, *Gaz. Pal.*, 83.1.740.

(2) En ce sens, Carcassonne, 15 février 1888, *Gaz. Pal.*, 88.2.30.

core dix jours de patience et la pièce sera jouée et après je t'appartiendrai à mon grand désir. » Dans une autre lettre datée de Besançon le 19 septembre 1886, il écrivait : « Malgré la très grande distance qui nous sépare maintenant, distance que tu franchiras sous peu pour venir nous unir, tu sais que je suis bien loin de t'oublier et d'avoir seulement une seule minute l'intention de te laisser, comme beaucoup de personnes avaient la prétention de le croire et le croient encore ; comment le pourrai-je ? ceci est complètement impossible à moi, car je n'ai aucun motif ni aucune cause et je n'ai aucun reproche à te faire pendant le temps de nos relations. » Et plus loin : « Et pense donc que s'il n'en était pas ainsi, comme j'aurais pour ma vie entière la conscience chargée et il faudrait ne pas faire partie du genre humain que de ne pas y penser et, quand on a un remords de conscience gravé dans la mémoire, la vie est un supplice. Et plus loin : « Aussi sois sans inquiétude, sans crainte et sans ennui, la fortune ne fait pas le bonheur, elle part comme un rêve d'or et maintenant il existe entre nous un lien indissoluble qui ne peut et ne doit se rompre jamais » (1). Malgré ces belles promesses et ce lyrisme d'une littérature douteuse, l'amoureux abandonna sa fiancée, et fut condamné à lui payer des dommages-intérêts.

C'est sur un commencement de preuve par écrit (analogue à celui de l'exemple que nous venons de citer) que l'on accorde le plus souvent des dommages-intérêts, mais la jurisprudence admet aussi les simples présomptions et la preuve testimoniale, car ainsi que nous l'avons dit plus

(1) Loches, 16 nov. 1889 ; appel, 5 nov. 1890 ; Orléans, D. 93.2.487.

haut, la rupture d'une promesse de mariage est un quasi-délit et l'article 1348-1° dit que les quasi-délits peuvent être prouvés par témoins, donc l'on doit admettre la preuve testimoniale. Encore qu'en droit, cette théorie repose sur une base assez faible, en pratique, on l'applique surtout afin de ne pas rendre illusoire l'allocation de dommages-intérêts à la fille séduite. Exemple, : un arrêt du tribunal de Loudun en date du 7 décembre 1883 (1), et un plus explicite du tribunal civil de Poitiers (2) du 31 juillet 1894 : « Attendu que la demoiselle R... a fait assigner le sieur C... pour le faire condamner à 10.000 francs de dommages-intérêts, en raison du préjudice qu'il lui a causé en l'amenant au moyen d'une promesse formelle de mariage à avoir avec lui des relations intimes, à la suite desquelles elle est devenue mère et de ce qu'elle est aujourd'hui délaissée et dans le plus grand dénûment ; attendu que cette demande repose sur une faute commise par C... ou, en d'autres termes, sur un *quasi-délit* pouvant engager sa responsabilité dans le sens de l'article 1382 du Code civil ; attendu qu'aux termes de l'article 1348, § 1^{er}, *les obligations résultant d'un quasi-délit sont susceptibles d'être prouvées par témoins*. Par ces motifs, le tribunal autorise la demoiselle R... à faire en la forme des enquêtes ordinaires la preuve des faits articulés, savoir : que c'est dans ces conditions que la demanderesse a noué avec le sieur C... des relations intimes à la suite desquelles elle est devenue mère. »

(1) Loudun, 7 décembre 1883, *Gaz. Pal.*, 84.1.740.

(2) Naslin, *Des promesses de mariage*, p. 127.

CALCUL DU MONTANT DES DOMMAGES-INTÉRÊTS EN CAS DE RUPTURE DE PROMESSE DE MARIAGE

La querelle qui divisait la doctrine et la jurisprudence pour savoir s'il fallait accorder des dommages-intérêts en vertu de l'article 1142 ou en vertu de l'article 1382, avait autant d'importance pratique que théorique. En effet, suivant que l'on applique l'un ou l'autre de ces articles, on diffère totalement sur la manière de calculer le montant des dommages-intérêts à accorder en cas de rupture de promesse de mariage.

Pour montrer cette différence nous nous servirons de la vieille manière aujourd'hui un peu démodée, mais pourtant très claire du *damnum emergens* et du *lucrum cessans*. Si on applique l'article 1142, les dommages-intérêts doivent être appréciés d'après les articles 1149 et suivants. Ils comprendront donc le *damnum emergens* (dommage causé) et le *lucrum cessans* (gain manqué). Mais il est évident qu'une semblable théorie amènerait des condamnations formidables et injustes ; elle fut pourtant admise dans les premières années qui suivirent la promulgation du Code civil, ainsi qu'en témoigne un arrêt du 29 juillet 1806 de la Cour de Colmar (1) : «Attendu

(1) Dalloz, *Répertoire de législation*, n° 83, p. 179.

qu'au cas particulier, il ne s'agit pas de simples promesses de mariage, mais d'un contrat solennel dans lequel les parties ont promis d'abord de se prendre pour légitimes époux et de faire célébrer leur mariage à la première réquisition de l'un d'eux et ensuite ont stipulé communauté universelle d'acquêts partageables par moitié et assuré la jouissance du tout au survivant ; attendu que l'appelante en refusant d'exécuter ce contrat rend applicable à la cause l'article 1142 du Code civil et c'est avec fondement que l'intimé, qui a toujours offert d'épouser l'appelante, l'a actionnée en dommages-intérêts, il ne s'agit donc que d'en arbitrer la quotité ; attendu qu'il est sensible qu'il en est résulté un tort pour l'intimé, par suite de l'inconstance de l'appelante : il a déboursé les frais du contrat ; le refus de l'appelante a pu influencer défavorablement pour lui sur l'opinion publique ; il perd encore les avantages qui lui étaient assurés par un contrat très licite... » Mais déjà, la Cour elle-même se rendait compte des dangers d'une semblable théorie, car elle condamnait à des dommages-intérêts tellement minimes que s'ils pouvaient avoir la prétention de représenter le *damnum emergens* ils ne représentaient certainement pas le *lucrum cessans*. Et ils avaient raison, car en admettant un semblable principe, un des futurs aurait le droit, le mariage n'ayant pas lieu, d'être traité comme s'il s'était accompli et d'exiger l'exécution de toutes les conventions matrimoniales hypothétiquement arrêtées en vue de l'union prochaine (1), conclu-

(1) Dalloz, *Répertoire*, v^o *Mariage*, n^o 87.

sions que repoussent également la raison et les principes du droit.

Que doivent donc comprendre les dommages-intérêts ? Les arrêts que nous avons cités précédemment à propos de l'application de l'article 1382 nous le disent clairement : ils doivent comprendre le préjudice causé, mais là encore il faut faire une distinction : le préjudice comprend-il le seul *préjudice matériel* ou aussi le *préjudice moral* ? Avant d'étudier les variations de la jurisprudence à ce sujet, voyons ce que comprend le préjudice matériel. Il comprend les frais de voyage, de contrats, d'actes, des publications, d'achats exceptionnellement faits à cette occasion, de préparatifs : tels qu'achat d'un trousseau, d'un mobilier, location d'une maison, etc., etc... On peut aussi y ajouter la perte d'une situation délaissée pour une meilleure que l'on espérait chez son beau-père... Il est du reste impossible de donner la nomenclature complète de tout ce qui constitue le préjudice matériel.

Quant au préjudice moral, il comprend un ensemble de faits difficiles à préciser, car ils sont vagues et inappréciables en chiffres : par exemple, après avoir manqué un mariage une jeune fille éprouve beaucoup plus de difficultés à se marier, car avec la malignité publique, on suppose qu'il y a toujours eu quelque bonne raison pour faire rompre ce mariage ; autre exemple, un fiancé non content d'avoir manqué à sa parole fait courir des bruits malveillants sur sa fiancée ou sur ses parents, etc., etc.; évidemment, c'est là un préjudice très difficile à apprécier, mais il n'en existe pas moins.

Pendant un certain temps la jurisprudence s'est refusée à l'apprécier et à l'indemniser ; c'est ainsi qu'un arrêt de la Cour d'Agen en date du 2 avril 1810 déclare (1) qu' « il est de principe en cette matière, que les dommages-intérêts sont dus, non en raison des avantages que l'on perd, mais bien en raison du *préjudice réel* qu'on éprouve ». De même la Cour de Toulouse déclare « que les dommages-intérêts auxquels peut donner lieu la rupture d'une promesse de mariage, se bornent au préjudice matériel, comme frais de contrat, de nourriture ou autres, mais ne s'étendent pas au préjudice moral, même à celui résultant de la grossesse de la future, délaissée sans motifs qui lui soient imputables » (Toulouse, 13 mai 1842). Mais tous ces arrêts sont de date ancienne, et la jurisprudence évolua sur ce point, comme sur celui de savoir s'il fallait accorder des dommages-intérêts en vertu des articles 1142 ou 1382, et aujourd'hui les dommages-intérêts comprennent le préjudice matériel et le préjudice moral. Par exemple, un arrêt de la Cour de Montpellier du 20 mars 1835 qui déclare : « Attendu que par l'inexécution de son contrat de mariage avec la demoiselle F..., le sieur A... a causé à ladite demoiselle un préjudice dans sa réputation » (2).

De même Colmar (3), 23 janvier 1833 : « Considérant que

(1) Agen, 2 avril 1810, D., *Répertoire de législation*, V^o Mariage, n^o 89.

(2) Montpellier, 20 mars 1835, D., *Rép.*, n^o 88.

(3) Colmar, 23 janvier 1833.

l'intimé a refusé d'épouser Mlle B... lorsque déjà leurs conventions matrimoniales étaient conclues et retenues dans un contrat authentique et solennel ; que ce refus n'est fondé sur aucun motif déterminant ; que l'éclat et la publicité dont il a été accompagné sont de nature à porter une grave atteinte à la réputation de l'appelante dans l'opinion publique et qu'ils peuvent mettre obstacle à ce qu'elle contracte d'autres liens....». C'est bien là un préjudice moral que la Cour entend réparer puisque, en l'espèce, elle n'envisage même pas le préjudice matériel.

Un arrêt de la Cour de Toulouse du 8 mars 1827, a aussi décidé « que les dommages-intérêts dus par celui qui refuse d'exécuter une promesse de mariage doivent être fixés tant à raison des dépenses que l'espérance d'une union prochaine a fait réaliser qu'à raison de l'injure faite à la partie qui éprouve un refus, injure qui est plus grave lorsqu'elle est adressée à une personne du sexe » (1). La jurisprudence est donc définitivement fixée (2) *aujourd'hui, elle accorde la réparation du préjudice moral* ; mais pour cela, il faut que le fiancé n'ait pas de légitimes motifs de rupture. Quels sont-ils ? Il existe pour les déterminer une règle bien simple : on peut dire que chacun des futurs a le droit de se départir de sa promesse toutes les fois qu'il est survenu une circonstance telle qu'il soit fondé à dire qu'il n'aurait pas pris l'engagement s'il

(1) Toulouse, 8 mars 1827, D., *Jurisp. gén.*, n° 88.

(2) Dans le même sens : Grenoble, 16 juillet 1841 ; Colmar, 13 mai 1818 ; Lyon, 14 décembre 1832 ; Metz, 18 juin 1818, etc., etc.

l'avait connue. Evidemment le plus souvent on ne peut apprécier ces raisons que d'après les circonstances de la cause, capitales en cette occurrence. Nous pouvons cependant citer : la condamnation de l'une des parties à une peine afflictive ou infamante, ou bien s'il était survenu un fait capable de ternir leur réputation, si la fiancée avait accouché avant le mariage et avait un enfant d'un autre, si l'une des parties avait perdu toute sa fortune. Nous ne saurions mieux faire que de citer certains arrêts de la jurisprudence. Il a été jugé que « l'inexécution d'une promesse de mariage fondée sur l'état de grossesse et le fait de l'accouchement de la future avait un motif légitime et ne donnait pas lieu à des dommages-intérêts » (Rouen) ; « qu'une fille ne peut se plaindre d'avoir éprouvé un préjudice par le refus que fait un individu d'exécuter une promesse de mariage à elle faite, lorsque ce refus est fondé sur ce que, postérieurement à la promesse, elle est accouchée d'un enfant dont le refusant n'était pas le père » (Beauvais).

Mais à ce sujet se pose une intéressante question : le fiancé refuse d'accomplir sa promesse parce que sa fiancée est enceinte ; or, celle-ci prétend que c'est des œuvres de son fiancé. Est-elle admise à prouver cette paternité ou bien est-ce qu'il faut appliquer l'article 340 qui interdit la recherche de la paternité. Cette question délicate a été longuement controversée et on l'a résolue à propos de la séduction simple dont nous parlerons ultérieurement. Contentons-nous de dire que le fait de prouver aux

magistrats qu'un homme n'avait aucune raison légitime de manquer à sa promesse de mariage, ce n'est point rechercher la paternité ; l'auteur de la grossesse sera condamné à payer des dommages et intérêts, mais il ne sera point déclaré père de l'enfant. Ainsi donc la fiancée est admise à prouver qu'elle est enceinte des œuvres du fiancé et qu'il ne saurait se prévaloir d'un prétendu déshonneur qu'il a causé.

A cette question des dommages-intérêts se rattache celle de la validité d'une clause pénale en cas d'inexécution du mariage. De prime abord, on croirait qu'une semblable clause est valable : puisque le tribunal accorde des dommages-intérêts fondés sur le préjudice causé ? pourquoi donc les deux parties ne seraient-elles point admises à en fixer par avance le montant. Il semble, en effet, qu'en tout état de cause, elles seules sont capables de l'apprécier justement. Mais cette théorie irréfutable au point de vue pratique et soutenable quand la jurisprudence admettait la validité des promesses de mariage, ne l'est plus aujourd'hui où ces promesses sont nulles. En effet, quand l'obligation principale est nulle, la clause accessoire l'est à plus forte raison et ni l'une ni l'autre ne peuvent donner lieu à une condamnation à des dommages-intérêts. De plus, cette clause pénale est en contradiction directe avec le grand principe de la liberté des mariages qui domine toute notre jurisprudence, car le mariage étant la base même de la société, celle-ci a tout intérêt à ce qu'ils se fassent en toute liberté et qu'ils

présentent de ce fait les plus grandes garanties de bonheur. Aussi la jurisprudence déclare-t-elle nulle les clauses pénales ou dédit de mariage, il est intéressant de noter que si beaucoup s'appuient sur le principe de la nullité des promesses de mariage et de la liberté des mariages, il en est un certain nombre qui invoquent d'autres raisons, par exemple un arrêt du 5 décembre 1825 à Rouen : « qu'une promesse de mariage avec stipulation d'un dédit en cas d'inexécution est nulle comme contraire aux bonnes mœurs... » (1); un arrêt du 29 novembre 1827 rendu à Nîmes : « Attendu que la stipulation d'une clause pénale dans un contrat de mariage, pour le cas d'inexécution de la part de l'un des contractants est nulle comme contraire à l'ordre public (2). La Cour de cassation, dans un arrêt du 7 mai 1836, a aussi déclaré « qu'un souscripteur d'un billet causé pour prêt est admissible à prouver par témoins que cette cause est simulée et que la cause réelle est illicite, comme consistant, par exemple, en une promesse de mariage avec clause pénale. » De même la Cour de Toulouse, le 5 juillet 1833 (3), a décidé que le dédit stipulé dans un contrat de mariage pour les cas où les contractants refuseraient de passer outre à la célébration, est contraire aux lois et aux bonnes mœurs... Sur ce point, la doctrine

(1) Rouen, 5 décembre 1825, Dalloz, *Rép.*, V^o *Mariage*, n^o 90.

(2) Nîmes, 29 novembre 1827, Dalloz, *Rép.*, V^o *Mariage*, n^o 90.

(3) Toulouse, 5 juillet 1833, *ibid.* Dans le même sens : Cass. req., 24 juillet 1821 ; Lyon, 10 juillet 1869, D. 70.5.290.

était du reste d'accord avec la jurisprudence et le procureur général Dupin déclarait cette clause illicite comme établissant un lien d'argent avant le lien civil des promesses que le contrat public peut seul produire (1).

(1) Dans son discours à la Cour de cassation toutes chambres réunies, comme rapporteur au sujet d'une affaire Boulet-Lapeyre qui passionna l'opinion publique du temps.

DE LA SÉDUCTION SIMPLE

Nous ne nous sommes occupés jusqu'ici que de la séduction par promesse de mariage parce qu'elle est la plus fréquente et la plus importante. Mais, elle n'est qu'une partie de la question de la séduction qui est bien plus intéressante et délicate à étudier dans les cas de séduction simple, c'est-à-dire dans les cas où il n'y a pas eu promesse de mariage.

Pour simplifier le débat, nous allons essayer de donner une définition de la séduction. Beaucoup d'auteurs ont essayé d'en donner une, mais certaines pèchent par un excès de précision et d'autres par l'excès contraire de généralisation. Celle qui nous paraît la meilleure est celle-ci : « La séduction est une sorte de dol qui consiste à extorquer le consentement d'une jeune fille à la plus immorale des conventions au moyen d'actes illicites, par exemple en exploitant sa misère ou son inexpérience. »

Cette définition est complète, car elle comprend tous les éléments fondamentaux de la séduction : 1° un dol ; on a hésité pendant longtemps sur le point de savoir, s'il y avait dol ; le dol est, en effet : *omnem calliditatem fallaciam, machinationem ad circumveniendum fallendum decipiendum alterum adhibitam* (1), c'est toute espèce

(1) Labéon cité par Ulpien, *De dolo malo*, IV, 3.

d'artifice dont quelqu'un se sert pour tromper un autre (1). Or il y a deux conditions pour qu'il y ait dol : 1^o il faut que le dol ait été pratiqué par l'autre partie ; 2^o qu'il soit évident que sans cela l'autre partie n'aurait pas contracté.....Or dans la séduction, le dol est bien pratiqué par l'autre partie ou si nous faisons intervenir un tiers, ce n'est plus la séduction, mais l'excitation à la débauche ; de plus, sans les manœuvres dolosives du séducteur, la jeune fille n'aurait pas consenti à se donner ; la séduction est bien un dol.

2^o Il faut que le consentement n'ait pas été libre, qu'il ait été extorqué, comme le dit la définition ou comme le dit M. Millet (2), qu'il y ait eu une violence morale, c'est-à-dire une sorte de contrainte, par l'influence d'une volonté ferme d'attaquer sur une volonté plus faible de se défendre, c'est ce que dit d'une manière plaisante, mais très juste, Zachariæ (3) : « On peut comparer toute personne nubile et non mariée à une forteresse. Celui qui nourrit le dessein de la séduire, et d'une manière générale tous les célibataires valides, peuvent être considérés comme formant l'armée de siège, à laquelle il arrive aussi que les hommes mariés fournissent leur contingent. Les femmes succombent comme les forteresses quand l'attaque est bien dirigée ou quand elles sont mal défendues. Il s'agit de savoir si elles se rendent le plus souvent par

(1) Pothier, *Du dol*.

(2) Millet, *De la séduction*, Paris, 1876.

(3) Zachariæ, *Etude sur le Code civil français*.

suite de la vigueur de l'attaque ou de la faiblesse de la défense. » Zachariæ se prononce pour la deuxième solution et dit : « On a toute raison de croire que les citadelles féminines capitulent généralement faute de résistance assez énergique et prolongée, d'où il conclut que le moyen le plus propre à les encourager à la résistance, c'est de leur rendre aussi redoutables et pesantes que possible les conséquences de la capitulation (1). » Ainsi donc, la contrainte morale est bien constituée par cette influence exercée sur une personne qui vous est inférieure, soit par la position sociale, soit par l'expérience, soit par l'âge ou même par la volonté. *Et cet élément de violence morale est nécessaire, car, s'il n'existe pas, on tombe dans la fornication ordinaire que la loi ne saurait punir.* Si une fille se livre en toute liberté et en connaissance de cause à un homme, elle serait mal venue à réclamer des dommages-intérêts et l'on pourrait lui opposer la maxime qui domine notre droit : *volenti non fit injuria*... Et c'est là un point très important, car si la violence morale n'existe point, il ne saurait y avoir séduction, et si l'on admettait une théorie contraire, tous les jours on verrait des femmes réclamer des dommages-intérêts pour les plus petites privautés sans conséquence... Le monde du reste fait souvent un abus peu scientifique des mots juridiques, c'est ainsi que lorsqu'une jeune fille de 21 ans, grisée par les propos galants, les calineries ou les amou-

(1) Zachariæ, *idem*.

reuses supplications et les instantes prières d'un homme s'abandonne à lui, il qualifie cela de séduction. . . il n'en est rien, et le consentement des deux parties exclut de ce fait la séduction.

Enfin, le troisième élément de la séduction est aussi compris dans cette définition : il faut qu'il s'agisse d'une jeune fille, d'une vierge, c'est-à-dire d'une femme qui s'abandonne sans connaître exactement la valeur de ce qu'elle donne. La jeune fille peut se donner sans qu'il y ait consentement *absolu*, seules les plus averties reculent quelquefois en présence des conséquences terribles de leur acte... Il ne saurait en être ainsi pour une veuve, qui sait parfaitement à quoi elle s'engage, ou pour une courtisane qui depuis longtemps a envisagé les risques du métier qu'elle a choisi. Les Germains avec l'austérité de leurs mœurs, estimaient que les veuves pouvaient aussi être séduites, mais cette solution ne saurait être défendue aujourd'hui ni en droit, ni en raison. Et si on la soutenait, il faudrait aussi l'admettre logiquement pour les femmes divorcées, et vu la fréquence des divorces et les conséquences généralement fatales qu'il a pour la vertu des femmes, on se trouverait en présence d'une catégorie de courtisanes privilégiées, qui, parce qu'elles ont été mariées et sont divorcées auraient le droit de feindre la vertu et de demander des dommages-intérêts à leur séducteur. Ce serait là créer un précédent dangereux qui ferait naître une grande quantité de scandales et menacerait même de chantages continuels les hommes les plus honorables et les plus respectés.

On donne beaucoup d'autres définitions de la séduction, certains ont prétendu que c'était un abus de confiance et là encore nous retrouvons l'emploi défectueux de mots juridiques par des personnes incompetentes. Pour celles-ci, un abus de confiance c'est abuser de la confiance que l'on a en vous, est-il utile de dire que cette définition par trop simple et qui semblerait s'appliquer à la séduction n'est pas exacte ; malheureusement, elle est très répandue, et c'est grâce à cette interprétation abusive que l'on voit chaque année augmenter dans des proportions colossales les plaintes en abus de confiance (1). Si tel était, en effet, l'abus de confiance, la séduction en serait l'exemple type : la jeune fille naïve et confiante rêvant encore aux beaux romans d'amour que lui ont fait espérer ses jeunes illusions, se livre en toute confiance sans se douter que demain, oublieux des heures de bonheur passées ensemble, son séducteur l'abandonnera, lui laissant la charge d'un enfant, la prostitution comme avenir et l'hôpital comme maison de retraite... N'est-ce pas là abuser de la confiance de quelqu'un au sens propre du mot.

Le vieil auteur Fournel (2) qui a écrit un remarquable

(1) Comme M. Garçon le fait justement remarquer dans son *Cours de droit criminel*, on a pris l'habitude à Paris, de déposer une plainte en abus de confiance, toutes les fois que l'on ne peut arriver à se faire payer et par la crainte de la correctionnelle, on arrive à faire solder les notes, c'est là une dangereuse procédure qui ne tend à rien moins qu'à punir correctionnellement le débiteur insolvable.

(2) Fournel, *De la séduction*, 1787.

ouvrage sur la séduction, donne de celle-ci une définition un peu vague, mais qui présente un intérêt historique par son caractère archaïque : « La séduction, dit-il, est le triomphe remporté sur la sagesse d'une femme par des manœuvres criminelles et des moyens odieux. » On ne pouvait mieux réunir les caractères de la séduction en 1781, époque vers laquelle l'auteur écrivait son ouvrage. Si nous avons insisté sur ces définitions, c'est qu'il nous paraissait capital de distinguer nettement la séduction de la fornication, car l'une étant l'accord de deux volontés libres, on ne saurait, sans violation de la liberté individuelle, la réprimer, et de plus on ne saurait sans grand danger permettre à la justice de s'immiscer dans la vie privée des citoyens. Au contraire, dans la séduction, les deux volontés ne sont pas libres, puisque l'une résiste et que séduire, c'est justement triompher de cette résistance ; de plus, la femme à laquelle les mœurs imposent une grande retenue est désarmée en présence de l'homme que sa liberté d'allures a mis au courant de tous les sentiments humains ; elle ne résiste que faiblement aux instances de celui qui, croit-elle, a plus d'expérience de l'amour. Aussi donc, ainsi que nous l'exposons plus longuement dans une autre partie, la séduction doit être réprimée pour protéger la femme contre elle-même, contre ses illusions et contre ceux qui voudraient en abuser.

La séduction par promesse de mariage étant de beaucoup la plus fréquente, il semble que le domaine de la séduction simple est très restreint, c'est une grave erreur.

Nous allons passer rapidement en revue quelques cas de séduction simple.

Le plus habituel et celui que les progrès du machinisme et de l'industrie ont rendu plus aisé, c'est le cas de la séduction par abus de pouvoir ou abus d'autorité, c'est le contremaître obligeant l'ouvrière à se donner à lui avec promesse d'avancement ou sous menace de renvoi, et combien d'arrêts judiciaires nous racontent de semblables drames, poignants à la vérité et attristants quand on songe à cette exploitation de la misère par un homme peu habitué à commander et grisé de la parcelle d'autorité que lui a abandonné son patron ! Et à côté de ces drames qui se dénouent au grand jour de la Cour d'Assises, on peut bien dire, sans pessimisme exagéré, que le nombre de celles qui subissent cette exploitation et se taisent par crainte de renvoi, est encore plus grand ! Nous ne parlerons pas du rapt de séduction aujourd'hui de plus en plus rare et employé seulement pour obtenir le consentement de parents trop obstinés qui seront obligés de s'incliner devant l'apparence du fait accompli et de sanctionner devant le monde, l'union qui a déjà eu la grande publicité du scandale.

Nous n'énumérerons pas tous les autres cas de séduction : il nous faudrait énumérer toutes les fallacieuses promesses et les manœuvres habiles des séducteurs de profession, ce serait là une tâche trop longue et trop ardue, elle ne présenterait du reste que peu d'intérêt, aussi puisque nous avons bien déterminé le domaine de la sé-

duction simple, nous allons voir, quelles mesures a pris la société, pour défendre la faiblesse de la femme, contre les entreprises de ceux qui ne songent qu'à en abuser souvent avec l'espoir d'en profiter un jour.

HISTORIQUE

Dans la première partie de ce travail nous avons examiné d'une façon générale l'historique de la séduction sans distinguer entre la séduction simple et la séduction par promesse de mariage. Il nous est nécessaire ici de reprendre l'historique à partir de la confection du Code civil et du Code pénal pour expliquer leur silence à l'égard des séducteurs. Ni le Code civil, ni le Code pénal, en effet, ne parlent de la séduction ni à propos de l'article 340 où il rejette la recherche de la paternité, sauf en cas d'enlèvement, ni à propos de l'article 1382 où il aurait pu accorder légalement des dommages-intérêts à la fille séduite ; pour expliquer cette solution bizarre, nous allons relater les séances du Conseil d'Etat et du Tribunal (1). Nous ne parlerons pas de la discussion relative à l'utilité de l'article 340, car ce n'est point notre sujet, et une telle diversion demanderait trop d'ampleur ; nous étudierons seulement les débats relatifs à l'exception admise à l'article 340, en cas d'enlèvement... La section de législation avait proposé tout d'abord un article 341 ainsi conçu : « Le ravisseur qui refusera de reconnaître l'enfant dont la naissance fait concourir l'époque de la

(1) Dalloz, v^o *Paternité, filiation*, n^o 602.

conception avec celle de la durée du rapt pourra être condamné à des dommages-intérêts au profit de cet enfant sans que celui-ci puisse prendre le nom du ravisseur ni acquérir sur ses biens les droits d'un enfant naturel (1). » Lorsque dans la séance du 26 brumaire an X, le Conseil d'Etat délibéra sur la question de savoir si l'on admettrait des exceptions à l'interdiction de la recherche de la paternité, Cambacérés et Tronchet furent d'avis qu'il était sage d'établir des exceptions pour le cas de viol ou de rapt. Napoléon, au contraire, soutint qu'une réparation pécuniaire suffisait bien et qu'il n'y avait pas lieu de faire fléchir les principes et de lui attribuer un enfant dont il avait peut-être de bonnes raisons de ne point se croire père. A la suite de cette discussion, l'avis du Premier Consul l'emporta et l'on décida que la règle n'aurait pas d'exception (2), et la disposition proposée fut ainsi modifiée : « Lors même que l'époque de la conception d'un enfant concourra avec des circonstances de rapt ou de viol, il n'y aura lieu qu'à des dommages-intérêts envers la mère ». Adopté sans discussion dans la séance du 29 fructidor an X (3). Le tribunal fit observer qu'il ne s'agissait point de déterminer en quel cas, il y aurait lieu de donner des dommages-intérêts, mais de dire, que dans le cas même où ces dommages-intérêts sont accordés, la recherche de la paternité est

(1) Locré, *Législation civile*, t. VI, p. 183.

(2) Locré, t. VI, p. 119 et suiv.

(3) *Ibid.*, t. VI, 149 et 166.

interdite. Il proposa donc la réunion des articles 340 et 341. Dans la conférence qui eut lieu à ce sujet entre le tribunal et la section de législation du Conseil d'Etat, on vit reparaître l'idée d'autoriser exceptionnellement la recherche de la paternité, dans le cas de l'enlèvement. Elle proposa donc une rédaction nouvelle dans laquelle, lorsque l'époque de la conception coïncidait avec la durée de l'enlèvement, le juge devait déclarer le ravisseur père de l'enfant. Une grande discussion s'engagea le 13 brumaire an XI sur le point de savoir si le juge devait déclarer obligatoirement ou facultativement le ravisseur père de l'enfant. Treilhart se déclara partisan de la paternité obligatoire. Mais M. Boulay répondit qu'il serait dangereux de rendre l'exception absolue et d'accorder la déclaration de paternité sur la simple demande des parties sans autre examen. « En effet, dit-il, le concours de l'époque de l'enlèvement avec celle de la conception, n'est jamais certain, car il est impossible de fixer le moment précis de la conception. » M. Regnault, de Saint-Jean-d'Angély, se prononça dans le même sens, et l'on adopta alors l'article 340 tel que nous le connaissons. Une discussion s'éleva pour savoir quel était le sens exact du mot *enlèvement*. Supposait-il nécessairement la violence ou comprenait-il aussi la fraude et la séduction, Point capital pour notre discussion. D'une façon unanime, on déclarait que l'exception de l'article 340 s'appliquait en cas de violence, mais pour les autres cas il y avait controverse. Pour le comprendre, rappelons les

dispositions du droit pénal sur l'enlèvement au moment du vote de l'article 340, dispositions qui furent modifiées par le Code pénal en 1810. Le Code pénal des 25 septembre et 6 octobre 1791 alors en vigueur, ne punissait l'enlèvement que s'il avait été commis par violence, sur une fille au-dessous de 14 ans accomplis (1), il n'infligeait aucune peine à l'enlèvement commis par fraude ou par séduction ; quant à l'enlèvement d'une fille de plus de 14 ans, il était compris dans les attentats contre la liberté individuelle (2). Le Code de 1810 se montra plus sévère que la loi de 1791 et réprima, d'une façon générale, l'enlèvement des mineurs lorsqu'il a été commis par fraude ou violence (art. 354) ; il aggrave même la peine si la personne enlevée est une fille au-dessous de 16 ans accomplis (art. 355) ; de plus il porte que, quand même la fille au-dessous de 16 ans aurait consenti à son enlèvement ou suivi volontairement son ravisseur, celui-ci n'en est pas moins puni d'une peine qui varie suivant qu'il est mineur ou majeur (art. 356). Quant aux femmes majeures, leur enlèvement même par violence ne constitue point un crime ou un délit spécial, il n'est punissable qu'autant qu'il présente les caractères de l'arrestation de la détention ou de la séquestration (V. C. pén., art. 341 et suiv.). A la suite de la promulgation du Code pénal, une discussion s'engagea sur le point de savoir si l'enlèvement s'appliquait uniquement au rapt par violence ou au rapt

(1) 2^e partie, titre 2, sect. 1, article 31.

(2) 2^e partie, titre 2, sect. 3, article 19.

de séduction... Malgré l'opinion de M. Demolombe qui s'écriait avec éloquence. « Comment ! voilà un homme qui, par fraude, a enlevé une jeune fille mineure et qui même par séduction a décidé une fille mineure au-dessous de 16 ans à le suivre ; l'éducation de cette jeune fille, ses mœurs, jusque-là toujours pures, les circonstances du fait enfin qui témoignent qu'elle a été sous la puissance exclusive de son ravisseur, tout démontre aux magistrats que le ravisseur est le père de l'enfant et on ne pourrait point rechercher la paternité contre lui, ce serait inique et immoral (1). » Malgré cette éloquente protestation et celle de plusieurs autres personnalités, malgré l'opinion publique qui entraîna la jurisprudence dans l'affaire colonel de Montélégier contre Raphaëla Camacho (2), il est aujourd'hui établi que l'exception de l'article 340 ne s'applique pas à la séduction et nous nous trouvons en présence de cette situation étrange et bizarre que la jeune fille n'est point protégée à partir de 16 ans, c'est-à-dire à partir de l'âge où, en raison de l'éveil de ses sens et de son inexpérience, elle devrait au contraire l'être sérieusement contre ceux qui ne pensent qu'à abuser de sa jeunesse où à spéculer sur sa beauté.... Et encore si le législateur se contentait de l'abandonner aux mains de séducteurs en se réservant de

(1) Dans le même sens : MM. Valette sur Proudhon, t. II, p. 137, Duvergier sur Toullier, t. II, n° 940 ; Marcadé, t. II, article 340, n° 2 ; Richefort, t. II, n° 306 ; Cadrés, *Traité des enfants naturels*, n° 44 ; Rolland de Villargues, n° 267 ; *Ibid.*, Zachariæ, t. 1, p. 330.

(2) Cour d'appel de Paris, 29 mars 1821.

les punir ultérieurement, mais une fois que la fille est enceinte, abandonnée, trahie, la loi l'abandonne encore plus et semble se désintéresser de son sort (1). C'est là une lacune qu'il faut s'empresse de combler et il semble que certains parlementaires l'ont compris si l'on en juge par la proposition de loi de M. Maurice Colin et de plusieurs de ses collègues (2), déposée le 14 novembre 1902 et qui a pour but de punir la séduction frauduleuse des mineures (3) ; aussi faisons-nous des vœux pour qu'elle soit adoptée dans le plus bref délai et qu'elle apporte un remède réel à la séduction des mineures qui remplit le Palais de justice de filles encore jeunes déjà flétries par la débauche et rompues à tous les vices comme à tous les crimes !

(1) C'est contre un semblable abandon de la part de la loi, qui doit protéger les faibles, que les femmes ont protesté, notamment Mlle F. de Marchef-Girard dans son livre *Les femmes* que l'on peut résumer ainsi : A qui le dommage, a-t-on dit : ailleurs, à qui le cause ; ici, à qui l'a souffert.

(2) Proposition de loi de M. Maurice Colin, 14 novembre 1902.

(3) Voir la dernière partie de cette étude : *La Réforme*.

LA JURISPRUDENCE

Jusqu'en 1845, la jurisprudence se basant sur le silence du Code refusait toute action à la fille séduite et renvoyait impitoyablement sans indemnités celles qui venaient lui demander justice (1). Mais bientôt, sous la poussée de l'opinion publique, écœurée du privilège de l'impunité accordé au séducteur, la Cour de cassation se décida à changer de jurisprudence et à accorder des dommages-intérêts en vertu de l'article 1382, toujours utilisé par ceux qui désirent une solution moyenne qui ne lèse pas trop le séducteur et qui n'ait pas l'air d'abandonner complètement la fille séduite. Le raisonnement invoqué est bien simple : la séduction cause un préjudice à la fille séduite, celui qui l'a causé doit le réparer, mais ici on se heurte à une grosse difficulté : le préjudice causé, dit-on, c'est la grossesse ; or si vous reconnaissez le préjudice causé, si vous accordez des dommages-intérêts, vous violez l'article 340 et vous autorisez la recherche de la paternité ; nous allons voir avec quelle subtilité la jurisprudence a répondu à cette délicate objection ; pour cela nous ne saurions mieux faire que de rapporter le jugement de l'affaire Labia contre Baysse qui

(1) Notamment, Cass. civ., 26 mars 1806 ; Cass. req., 10 mars 1808, Sirey ; Ajaccio, 3 février 1814, *ibid.*

occasionna l'arrêt de la Cour de cassation du 4 mars 1845 qui fixa la jurisprudence. Voici les faits : en 1837, le sieur Labia fils, âgé de 18 ans, était reçu familièrement dans la maison du sieur Baysse, père de la demoiselle Anne Baysse, ses visites fort assidues se prolongèrent jusqu'en 1840. Dans l'intervalle, la demoiselle Baysse devint grosse et après l'accouchement, sur les instances de sa famille, Labia quitta le pays, mais il écrivit au père Baysse une lettre dans laquelle il se reconnaissait « la seule et unique cause du malheur qui atteignait la famille Baysse et promettait de réparer ses torts ». En 1841, le sieur Baysse père intenta, devant le tribunal de Castelsarrazin, une action en dommages-intérêts pour inexécution de promesse de mariage et préjudice causé par l'accouchement. Labia répondit que « l'inexécution d'une promesse de mariage ne donnait lieu à aucun recours et que quant au préjudice causé à la demoiselle Baysse, rien ne constatait légalement qu'il en fût l'auteur et que la paternité naturelle ne pouvait être prouvée que par un acte de naissance ou une reconnaissance qui n'existait point en l'espèce ».

Le tribunal de Castelsarrazin condamna Labia à 3.000 francs de dommages-intérêts pour les motifs suivants : « Attendu, qu'il résulte des faits de la cause que non seulement la fille Baysse a été délaissée par le sieur Labia après que celui-ci eût formé le projet de s'unir à elle par les liens du mariage et lui eût en quelque sorte promis de réaliser ce projet, mais encore que cette fille par suite des fréquentations assidues dudit Labia, a été

rendue mère et a par ce seul fait éprouvé un dommage dans son honneur par le refus obstiné du même Labia de le réparer en passant à la célébration du mariage... Attendu que l'article 1382 doit trouver ici son application... Attendu que les principes généraux du droit relatifs aux quasi-délits sont ici applicables... etc...» La Cour de Toulouse (1) confirma cet arrêt et en adopta les motifs. Sur quoi Labia va en cassation. Son pourvoi déclarait 1^o) que le jugement violait les articles 334 et 340 du Code civil en ce que l'arrêt attaqué a décidé que la preuve de la paternité, en tant qu'elle avait pour but de donner lieu à des dommages-intérêts au profit de la mère, était suffisamment établie par de simples déductions ou même par l'aveu du prétendu père, quoiqu'il ne résultât pas d'un acte authentique. La Cour constate un seul fait préjudiciable : la grossesse, mais imputer la grossesse d'une femme à tel ou tel, c'est résoudre une question de paternité, or elles sont soumises à des règles rigoureuses en dehors desquelles les tribunaux ne peuvent les rechercher. L'arrêt attaqué objecte qu'il ne s'agit pas ici de la question d'état de l'enfant, mais seulement du préjudice causé à la mère par celui qui s'en reconnaît l'auteur et qu'on ne saurait repousser le titre dans lequel ce dernier s'avoue coupable vis-à-vis de celle qu'il a séduite. De là il résulte que la paternité peut être prouvée à l'égard de la mère plus facilement qu'à l'égard de l'enfant.

(1) Toulouse, 5 juillet 1843, D. 45.1.177.

Une telle distinction ne se trouve nulle part dans la loi, qui commettrait cette contradiction et cette iniquité manifeste de traiter plus sévèrement celle des deux victimes de la séduction qui est cependant la plus favorable. D'ailleurs, comment empêcherait-on l'enfant de venir, armé du jugement qui a signalé et reconnu son père, réclamer en sa faveur, les conséquences d'un fait qui n'est plus un mystère ?

2^o) Violation de l'article 1370 et fausse application de l'article 1382, en ce que le même arrêt a jugé que le seul fait de la grossesse donnait ouverture à une action en dommages-intérêts contre son auteur reconnu, alors qu'il n'était pas constaté, ni même allégué que des manœuvres frauduleuses ou dolosives eussent été employées à l'égard de la femme et qu'on se trouvât par conséquent sous l'application de la maxime : *volenti non fit injuria*.

Sur ce pourvoi la Cour de cassation rendit le 24 mars 1845 l'arrêt suivant : « Attendu qu'il ne s'agissait point devant la Cour royale de rechercher quel était le père de l'enfant dont la demoiselle Baysse était accouchée ; que l'enfant, étranger aux débats, ne pouvait en aucun cas, ni souffrir, ni profiter de la décision à intervenir ; que l'unique question soumise aux juges d'appel était de savoir si le demandeur en cassation avait causé à la demoiselle Baysse un préjudice qu'il fût tenu de réparer ;

Attendu qu'il est constaté par l'arrêt que Labia a délaissé la fille Baysse après l'avoir séduite ; qu'il est la seule et unique cause du dommage considérable qu'elle

éprouve ; que la conséquence légale de ces faits était pour Labia l'obligation de réparer un tort qui ne pouvait être imputé qu'à lui ; qu'ainsi c'est avec juste raison que l'arrêt attaqué lui a fait application du principe de responsabilité posé dans l'article 1382... Rejette » (1).

Ainsi donc la Cour de cassation faisant sienne la théorie du tribunal déclare qu'il y a là un quasi-délit et elle se refuse à voir dans cet arrêt une violation de l'article 340. Prouver la grossesse et prouver la paternité sont deux choses, dit-elle : un homme peut être recherché comme auteur de la grossesse d'une femme sans être recherché comme père, il peut être poursuivi et condamné à des dommages-intérêts sans que cela entraîne la preuve de sa paternité. C'est l'opinion de Demolombe qui déclare(2): « Autre chose est l'action en recherche de paternité formée par l'enfant, en son nom, autre chose l'action en dommages-intérêts formée par la femme pour réparation du préjudice qui lui a été causé : la première ne concerne que l'état de l'enfant et est défendue par l'article 340 ; la seconde ne concerne que les dommages-intérêts de la femme et est permise par l'article 1382 ; puisqu'il s'agit de la réparation du préjudice, tous les éléments du fait peuvent être pris en considération et par conséquence être admis en preuve, sans excepter le point de savoir si celui qui oppose à la femme sa grossesse pour l'abandonner n'en est pas lui-même personnellement l'auteur. Ces

(1) Cass. req., 24 mars 1845, D. 45.1.177.

(2) Demolombe, D. 1862. 2. 130 (annotation sur Caen).

deux actions diffèrent sous le double rapport : 1^o) des personnes qui y figurent ; dans l'une, l'enfant seulement sans la femme ; dans l'autre, au contraire, la femme seulement sans l'enfant ; 2^o) des intérêts qui s'y débattent : la première ne concerne que l'état de l'enfant ; la seconde, tout à fait indépendante de l'état de l'enfant, ne concerne que les dommages-intérêts de la femme (1). »

M. Thomine-Desmazure (2) fait observer en outre que les enfants nés du viol ou de l'adultère d'une femme mariée n'en sont pas moins réputés issus du mari, quelque coïncidence qu'il y ait entre la perpétration du crime et leur conception. Or personne n'oserait soutenir que le mari n'ait pas le droit de demander soit au complice de l'adultère soit à l'auteur du viol, la réparation du tort que lui cause l'introduction d'enfants étrangers dans sa famille ; personne n'oserait soutenir que l'on puisse opposer à son action les règles établies sur la preuve ou sur la recherche de la paternité. Pourquoi donc en serait-il autrement en cas de séduction, lorsque cette séduction est de nature à motiver une action en dommages-intérêts.

Marcadé a donné une explication encore plus nette de cette différence lorsqu'il dit (3) : « Ce qu'il faut, c'est laisser passer les faits sans leur donner leur qualification propre, admettre les choses en écartant les mots. On

(1) Demolombe sous arrêt C. de Caen, D. 1865.2.130.

(2) Thomine-Desmazure, *ibid.*

(3) Marcadé, *Revue critique* (t. III, p. 197 et suiv.).

parlera de la séduction de la fille par l'homme, des préjudices qu'il lui a causés, mais on aura soin de ne préciser nulle part que c'est lui qui est l'auteur de la grossesse, attendu que de telles précisions ne sont rien autre chose que des affirmations de paternité. » Ainsi donc la jurisprudence a corrigé ce que la doctrine avait de trop sévère en se refusant à accorder une réparation quelconque à la fille séduite et elle lui a permis de demander la réparation du préjudice causé en vertu de l'article 1382. Mais cette jurisprudence aujourd'hui constante a mis un certain temps à s'établir. Dans les premières années qui suivirent la promulgation du Code on se refusait à accorder des dommages-intérêts parce que c'eût été rechercher la paternité et violer l'article 340; plus tard, on voulut bien accorder des dommages-intérêts à la mère, mais en vertu de l'article 340 on se refusait à donner des aliments à l'enfant. Aujourd'hui, tous les arrêts de la jurisprudence accordent des dommages-intérêts et des aliments à l'enfant; certains jurisconsultes pourtant s'élèvent contre cette évolution et prétendent que c'est là violer la loi et, qu'en second lieu, c'est agir à l'encontre des intérêts de la morale et de la société.

Pour répondre à la première objection, il suffit de dire qu'il y a deux manières d'interpréter la loi (1) : « l'une étroitement et servilement littérale qui les outrage en les rapetissant; l'autre, large et libérale, qui les honore en

(1) Ancelet, *Revue critique*, 1862, t. XXI, p. 481 et s.

entrant jusqu'au fond dans l'esprit du législateur pour adopter ses statuts aux conditions variables de l'état social. » Or en accordant à la femme des dommages-intérêts pour le préjudice subi par la grossesse, avons-nous seulement fait une interprétation large et littérale. C'est là une subtilité bien paradoxale que de prétendre qu'il y a une différence entre rechercher l'auteur d'une grossesse et rechercher l'auteur d'une paternité, et pour soutenir cette théorie nous avons vu quels arguments raffinés il fallait employer. La vérité, c'est que l'on viole l'article 340 en accordant des dommages-intérêts à la fille-mère, car s'il est la cause du préjudice, il est la cause de la grossesse, donc il est le père. On a beau dire que les magistrats doivent s'occuper uniquement de la grossesse et ne pas faire le raisonnement si naturel que nous indiquons, il n'en est pas moins vrai qu'en accordant des dommages-intérêts, on viole l'article 340 et une conclusion s'impose, c'est que pour remédier à cette contradiction juridique il faudra modifier l'article 340, augmenter les cas auxquels il s'applique et y faire entrer notamment le cas de séduction ainsi que l'a proposé M. Julien Goujon dans le projet sur la recherche de la paternité déposé au nom de la commission nommée pour examiner celui de M. Gustave Rivet. C'est là le seul moyen de mettre l'accord entre la théorie et la jurisprudence.

Enfin d'autres invoquent l'intérêt de la société et de la morale. La loi, disent-ils, doit ignorer autant que possi-

ble la vie privée des citoyens, et chaque fois qu'elle en découvre une parcelle, c'est un mal que l'on ne saurait tolérer que pour empêcher un plus grand mal. Or accorder ainsi des dommages-intérêts, c'est pousser la femme à rechercher plutôt un bailleur de fonds pour elle-même qu'un père pour ses enfants, c'est reconnaître par le fait le concubinat, puisque c'est dire qu'il crée certaines obligations susceptibles d'être sanctionnées juridiquement, et qu'on ne saurait admettre la réparation d'un dommage causé par un état de fait ignoré de la loi. La considération qui se base sur la morale pour dire que c'est là un encouragement au chantage a beaucoup de poids et a été soutenue par de remarquables jurisconsultes (1). Parfois même elle a été adoptée par la jurisprudence, notamment par un jugement du tribunal d'Aix (2) qui accorde des dommages-intérêts minimes, « car, il serait très dangereux pour la morale que les jeunes filles dont le premier devoir est de défendre leur honneur et de le mettre à l'abri de toute atteinte, pussent espérer trouver une source de bénéfice dans une faute qu'elles doivent éviter à tout prix... » (3). Mais, si elle était adoptée, il faudrait refuser à la femme tous dommages-intérêts et l'on pourrait dire qu'ici le *summum jus* est la *summa injuria* ; car pour empêcher la fille séduite de faire chanter le séducteur, on condamne la fille séduite à devenir la victime du

(1) Zachariæ, A. Berthault.

(2) Aix, 11 août 1873.

(3) D. 76.2.85.

séducteur, c'est-à-dire qu'à force de vouloir être juste, de s'en tenir au droit strict, on en arrive à violer l'équité. Quant' à l'objection relative à la reconnaissance du concubinat, on peut répondre que ce n'est point reconnaître légalement un état de fait que de sanctionner ses conséquences. La loi aurait beau ignorer le concubinat, cela ne l'empêcherait pas d'exister. Aussi a-t-il pris un moyen terme en ne reconnaissant pas cette union et toutefois en sanctionnant ses conséquences. Il nous semble donc que ces critiques sont elles aussi plus subtiles que réelles, mais il faut constater qu'il y a désaccord entre la doctrine et la jurisprudence et qu'il serait urgent de le faire cesser en étendant le domaine de l'article 340, ainsi que nous le proposerons quand nous étudierons la Réforme.

CONDITIONS REQUISES POUR L'ADMISSION D'UNE ACTION EN DOMMAGES-INTÉRÊTS

Quasi-délit

La première condition, la condition *sine qua non* est qu'il y ait eu quasi-délit, qu'il y ait eu faute. Pour cela, il faut que la fille séduite ne se soit pas donnée de son plein gré et qu'elle ait été abusée par de fallacieuses promesses, par des manœuvres dolosives, ou contrainte par quelque violence morale telle qu'un abus de pouvoir ou d'autorité. Sans cela on ne saurait admettre une action en dommages-intérêts parce que *volenti non fit injuria* et que de plus, il est difficile sinon impossible de savoir qui a été séduit : la jeune fille n'a-t-elle pas provoqué le prétendu séducteur par ses avances, ses sourires et cette orgueilleuse coquetterie bien naturelle à la femme qui lui fait rechercher les hommages et les compliments des hommes... Il faut donc que la faute du séducteur soit nettement établie, la jurisprudence est fixée dans ce sens ; ainsi un arrêt de la Cour de Bourges du 6 juin 1881 : « Considérant qu'il n'est pas prouvé que G... ait abusé, pour obtenir que Joséphine C... s'abandonnât à lui, de l'ascendant que lui donnaient a supériorité de son âge et celle de sa qualité de maître ; que tout porte à croire que les deux jeunes gens, obéissant aux entraînements de leur âge et de leur sexe, ont

exercé l'un sur l'autre une *séduction mutuelle* et se sont livrés volontairement l'un à l'autre, que leur faute a été commune..... » (1). La faute ayant été commune, la Cour n'accorda pas de dommages-intérêts.

La Cour d'Amiens, par un jugement du 1^{er} décembre 1881, refuse aussi des dommages-intérêts pour la même raison : « Considérant qu'il n'est nullement démontré que L... ait obtenu les premières faveurs de la demoiselle O... à l'aide d'artifices ayant le caractère de manœuvres dolosives... que le long temps pendant lequel ont duré ces relations prouve qu'elles ont été exemptes de contrainte morale dès le commencement » (2).

De même la Cour de Paris, sur appel d'un jugement du tribunal de Corbeil déclarait : « Considérant que les premiers juges ont tenu pour établi que P... a séduit la demoiselle P... en profitant de l'autorité et des facilités que lui donnait sa situation de patron, et qu'ils l'ont en conséquence condamné à lui payer 2.500 francs à titre de dommages-intérêts ; considérant que P... affirme, au contraire, que les relations invoquées contre lui ont été librement consenties sinon provoquées par la demoiselle P..., qui était alors majeure et en situation de se rendre compte de la portée de ses actes ;

« Considérant que si l'abus d'autorité au moyen duquel un patron séduit une fille à son service est constitutif d'une faute qui engage sa responsabilité aux termes de

(1) D. 82.2.118.

(2) Amiens, 1^{er} décembre 1881, D. 82.2.118.

l'article 1382 du Code civil, un tel abus ne résulte pas nécessairement du fait que des relations intimes ont existé entre le patron et l'employé, qu'il a besoin d'être démontré d'une manière quelconque que la charge de la preuve incombe à la partie qui demande la réparation du préjudice subi ; — que, dans l'espèce, la demoiselle P... ne produit aucune sorte de justification ; qu'elle était âgée de vingt-trois ans au moment où seraient intervenus les faits dont elle se plaint ; qu'elle n'ignorait pas que P... était marié ; qu'elle a continué ses relations avec lui après avoir quitté sa maison ; que ces circonstances ne sont pas de nature à faire présumer qu'elle ait été l'innocente victime de machinations coupables, que si la conduite de P... a été sans contredit hautement répréhensible, sa conduite à elle n'a pas été non plus exempte de blâme... etc. » (1).

Ainsi donc l'indemnité ne peut être réclamée lorsque la femme a donné son consentement en toute liberté et qu'il n'y a pas eu de séduction dolosive. Quand il y a faute commune la femme serait mal venue à demander le prix de son inconduite. Telle est la jurisprudence générale. Pourtant au milieu de tant d'arrêts conformes un seul est divergent, il a été rendu au tribunal de Château-Thierry le 23 novembre 1898 par M. Magnaud et fait partie de cette collection d'arrêts plus ou moins subversifs et sou-

(1) Paris, 4 juin 1892, D. 92.2.118. Dans le même sens : Angers, 2 décembre 1868, D. 69.2.241 ; Caen, 5 mars 1850, D. 55.5.389 ; Bastia, 28 août 1854, D. 56.2.18 ; Gand, 25 novembre 1882, D. 84.2.136.

vent arbitraires qui ont valu à leur auteur une notoriété basée plutôt sur des considérations humanitaires que sur une science juridique à toute épreuve ; citons ce jugement bizarre : « Attendu que c'est par le fait de S... à ne pas exécuter sa promesse de mariage, qu'Eulalie M... et son enfant se trouvent dans le plus complet abandon et que le défendeur doit être tenu de réparer la faute résultant de son grave délit ; Attendu, au surplus, que l'homme qui noue des relations intimes suivies avec une femme est en faute aussi bien et même plus que celle-ci en raison de son ascendant moral de n'avoir pas prévu les conséquences possibles ; que, lorsqu'un enfant naît de ces relations et que l'homme s'en est, comme dans l'espèce, reconnu le père, il serait souverainement injuste de laisser supporter la charge entière à la femme seule qui a déjà eu toutes les douleurs et les risques de la maternité ; que ce n'est pas seulement un enfant qui est né de leurs relations, mais une obligation naturelle de l'élever et de pourvoir à ses besoins et à son éducation ; obligation qui doit trouver sa sanction dans la loi ;

Que la part de la faute de l'homme est au moins égale à celle de la femme dans l'entretien de leurs relations ; que la naissance de l'enfant est tout autant le fait de l'un que de l'autre ;

Qu'en faisant concevoir cet enfant à cette femme, il lui a créé une charge, c'est-à-dire un préjudice ; que ce préjudice est d'autant plus grave pour la femme qu'elle se

trouve dans une situation particulièrement difficile pour s'établir ensuite par le mariage ;

Que l'homme qui cause à autrui un préjudice en doit la réparation dans la proportion de la part pour laquelle il y a contribué et ce en vertu de l'article 1382 du Code civil ;

Que déjà ce principe est consacré par la jurisprudence lorsqu'il y a eu de la part de l'homme des promesses faites ou contrainte morale exercée de façon à obtenir de la femme un abandon complet ; qu'on doit l'admettre aussi bien dans le cas d'entraînement réciproque , en alliant jusqu'au bout le droit à l'équité dont les conflits trop fréquents étonnent et attristent la conscience ;

Attendu enfin que cette protection de la loi accordée aux femmes abandonnées dans les conditions si fréquentes où l'a été Eulalie M... peut avoir pour encourageant résultat d'arrêter, dans une certaine mesure, le développement d'une des branches de la criminalité, et peut-être aussi d'atténuer certaines causes de la dépopulation ;

Que le souci du juge, dans son interprétation de la loi, ne doit pas être seulement limité au cas spécial qui lui est soumis, mais s'étendre encore aux conséquences bonnes ou mauvaises que peut produire la sentence dans un intérêt plus général ;

Que dans ces conditions, qu'il s'agisse de promesse de mariage, de contrainte morale ou d'entraînement réciproque, la demande d'Eulalie M... doit être accueillie ;

Par ces motifs, rejette la demande d'enquête ;

Condamne S... à servir à la demanderesse, etc., etc .. »

Ce jugement, dans lequel il est fait appel à l'équité, montre combien il est dangereux de s'en remettre uniquement à sa conscience, à sa sentimentalité pour juger, elle prouve une fois de plus la vérité de ce principe que les lois sont la sauvegarde de la liberté des citoyens en empêchant les juges d'être influencés par des circonstances extérieures qui n'ont rien à voir avec la justice, telles que la situation précaire d'une des parties ou la bonne foi de l'autre plaideur.

Fort heureusement la jurisprudence n'a point suivi cet exemple qui lui était donné par le tribunal de Château-Thierry et elle continue avec raison à juger que pour qu'il y ait lieu à indemnité il faut un quasi-délit, c'est-à-dire une victoire remportée par le séducteur sur la résistance de la fille séduite ; sans cela, il y a faute commune, c'est-à-dire un acte libre qui ne saurait engager la responsabilité d'une partie plus que celle de l'autre.

Manœuvres dolosives.

On appelle manœuvres dolosives toute espèce d'artifice qui a pour but de tromper la fille séduite et de la faire consentir à des relations intimes qu'elle refusait de nouer. Il est impossible de donner une énumération complète de toutes les manœuvres qui peuvent germer dans l'esprit d'un séducteur. La plus habituelle est la promesse de mariage, qui n'est que la promesse de réparer le préjudice causé par la séduction. Souvent même, la jeune fille

opposant une résistance énergique aux désirs du séducteur, celui-ci emploie la promesse de mariage, de mauvaise foi, avec l'intention de ne pas la tenir, et uniquement comme dernier et ultime moyen pour arriver à ses fins, dans ce cas, il ne saurait trouver grâce auprès des juges, comme l'a dit la Cour de Bordeaux dans un arrêt du 23 novembre 1852 : « Attendu que lorsqu'à un fait de séduction certain, incontestable, avoué, vient se joindre le fait également certain d'une promesse de mariage, employée *comme moyen de séduction*, ayant agi avec efficacité et amené la faute et la grossesse, il peut y avoir lieu, suivant les cas et en procédant avec une grande réserve, à imposer une réparation pécuniaire à celui qui, par de semblables moyens, aurait occasionné un pareil dommage ; qu'il serait contraire à toute justice que le séducteur habile et persévérant qui, à l'aide d'une promesse de mariage réitérée et rendue croyable, serait parvenu à triompher d'une fille jusqu'alors honnête et à la perdre, pût ensuite l'abandonner dans sa honte et dans son malheur (1)... »

Mais l'arrêt le plus caractéristique et le plus important est celui qui fut rendu par la Cour de Caen (2) le 10 juin 1862 ; il est difficile de trouver un exemple plus complet de séduction, ainsi que nous le démontrerons après l'avoir citée. En 1861, une demoiselle G... avait intenté de-

(1) Bordeaux, 23 novembre 1852, D. 56.2.23 (cité par M. Naslin, *Des promesses de mariage*).

(2) Caen, 10 juin 1862, D. 62.2.129.

vant le tribunal de Vire contre M. L..., âgé de 51 ans, une demande tendant à ce que cet homme fût condamné à lui payer la somme de 10.000 francs de dommages-intérêts : elle lui reprochait de l'avoir séduite à seize ans, alors qu'il était marié et père de famille, et de l'avoir successivement rendue mère de six enfants ; elle l'accusait en outre de l'avoir empêchée de se livrer au travail, de prendre une profession lucrative et de revenir au bien. A l'appui de cette demande Mlle G... produisait des pièces émanées de son séducteur et notamment des lettres et un testament olographe, elle prétendait trouver dans ces documents la preuve manifeste des faits dont elle se plaignait et l'engagement pris par M. L... de lui payer une indemnité ; elle offrait de prouver que son séducteur avait toujours payé pour ses enfants les frais de nourrice et de pension. Le 11 juillet 1861, le tribunal de Vire rendit un jugement par lequel il accueillait en principe l'action de Mlle G..., mais réduisait le chiffre de la demande.

Sur appel, la Cour de Caen confirma le jugement et éleva le chiffre de l'indemnité. M. L... fut condamné à payer 4.000 francs plus une rente viagère de 500 francs ; il était condamné en outre à payer pour chacun des enfants une somme annuelle de 500 francs jusqu'à leur 18^e année et après une rente annuelle et viagère de 250 francs. Voici les intéressants considérants de cette importante décision judiciaire (1) : « Considérant que la faute dont la

(1) Ce procès, vu la notoriété de M. L..., eut un énorme retentissement et attira l'attention de l'opinion publique sur cette question

fille G... se prétend la victime ressort non seulement des lettres de L... mais des autres faits constants au procès ; quel'intimée avait à peine 18 ans, lorsque L... avait obtenu d'elle ce qu'il appelle « son sublime sacrifice » si elle n'était pas plus jeune ; qu'elle était fille d'artisans qui avaient eu besoin de recourir à la bourse de l'appelant, qu'elle était pure et sans expérience — c'est lui qui l'écrit dans les lettres produites ; que L... avait le double de son âge ; qu'il était dans une position élevée tant par sa fortune que par ses relations ; que pour vaincre une résistance qu'il avait d'abord éprouvée, puisqu'il traite de sacrifice la chute de la fille G..., il a dû employer de ces manœuvres auxquelles une jeune fille innocente et pure ne pouvait résister ; que cette séduction qui ne peut être comparée aux *séductions ordinaires dans lesquelles on ne saurait trouver un coupable et une victime* constitue donc de la part de L... une véritable faute dont il doit la réparation, s'il y a eu préjudice souffert. Or considérant que la fille G... par suite de ses relations coupables avec lui a vu son avenir brisé (L... le dit dans ses lettres) ; que sans la séduction dont elle a été victime, elle aurait pu vivre honnêtement et devenir une mère de famille honorable ; que c'est par le fait de L... qu'une pareille existence lui est refusée ; qu'elle n'a pas appris un métier qui eût pu lui

de la séduction qui occasionna d'intéressantes polémiques de presse où les divers systèmes furent défendus avec énergie et talent ; et poussèrent la Cour de cassation à se prononcer sur la question, ce qu'elle fit peu après, fixant ainsi la jurisprudence (ainsi qu'il a été dit plus haut).

servir à subvenir à ses besoins, et que c'est encore par la faute de l'appelant qu'elle a été privée de cette ressource, qu'il lui a donc causé un préjudice grave dont aux termes de l'article 1382, il est responsable... (1). »

Ces considérants sont rédigés avec une science et une précision qui résument admirablement la théorie de la jurisprudence. Tout notre sujet s'y trouve : tout d'abord, la différence entre la séduction et la fornication, ensuite l'existence de manœuvres dolosives, les circonstances aggravantes de l'abus de situation (le père de la victime était débiteur du séducteur), de l'abus d'expérience, enfin de l'inégalité d'âge... ; il n'est pas jusqu'aux moyens de preuve (dont nous parlerons plus loin) qui ne soient indiqués. Il est rare de trouver un arrêt aussi complet et c'est pourquoi, malgré qu'il soit un peu vieux, nous n'avons pas hésité à le reproduire. Du reste, la jurisprudence la plus récente est fixée dans le même sens : ainsi un arrêt rendu par la Cour de Bordeaux le 9 avril 1908 se refuse à accorder des dommages-intérêts (2) « attendu qu'il ne résulte pas suffisamment des documents produits que M... ait employé vis-à-vis d'elle des manœuvres frauduleuses pour la déterminer à se donner à lui... ». Un arrêt du 5 mars 1908 de la même Cour déclare de même : « Attendu que pour que la séduction puisse servir de

(1) Caen, 10 juin 1862, D, 62.2.129.

(2) Arrêt non consigné dans les recueils de jurisprudence et que nous devons à l'obligeance de M. Valler, président de chambre à la Cour d'appel de Bordeaux.

base à une action en dommages-intérêts, il faut qu'elle présente un caractère délictueux ou quasi-délictueux, c'est-à-dire que le séducteur ait employé des moyens illicites, tels qu'abus de la force, manœuvres fallacieuses... etc... » (1) Mais pour que ces manœuvres dolosives et notamment la promesse de mariage puissent être efficacement invoquées, il faut qu'elles aient précédé la chute de la jeune fille; qu'elles aient été la *cause même* de son abandon, il ne faut point que ce soit une simple conséquence de leurs relations; promesse de régulariser une situation aujourd'hui rendue publique par la naissance d'un enfant; il faut que ce soit l'*ultima ratio*, la dernière manœuvre employée pour vaincre l'innocence et la vertu de la fille séduite... Il est très délicat d'apprécier de semblables nuances, et l'on ne peut point donner de règles absolues, les magistrats en général se laissent guider par les circonstances de la cause et l'on peut dire qu'il y a autant de solutions que de cas différents : la seule chose nécessaire, c'est que les *manœuvres ou la promesse de mariage soient antérieures aux relations intimes* qui ont existé entre les deux parties. Un des principaux éléments d'appréciation est donné par l'âge des parties : si la femme est de beaucoup plus âgée que le prétendu séducteur, elle ne saurait espérer faire croire qu'elle a été séduite. En ce sens, la Cour de Caen (2) a jugé : « Attendu

(1) Bordeaux, 5 mars 1908, non collationné par les recueils de jurisprudence.

(2) Caen, 3 juillet 1865, S. 65.2.231.

qu'il n'est pas même allégué que P. V... ait séduit la demoiselle H... ni lui ait fait des promesses de mariage ; que celle-ci était *plus âgée* que lui, qu'elle avait plus d'expérience de la vie de Paris que le *jeune étudiant* qui arrivait de sa province ; qu'elle a volontairement et librement noué à ses risques et périls des relations coupables avec V... ». De même la jeunesse de la victime et l'âge mûr du séducteur constituent une présomption de séduction, comme en témoigne un arrêt de la Cour de Colmar du 31 décembre 1863 (1) : « Mais lorsqu'un fait de séduction est allégué par une jeune fille de 17 ans contre un homme de 38 ans, ayant de notoriété publique des mœurs légères, et ce à l'aide d'une promesse de mariage, il y aurait injustice à refuser à la victime une réparation contre celui qui l'aurait abandonnée dans sa honte et dans son malheur... »

Souvent même la femme âgée qui sent sa beauté décliner et qui voit avec tristesse arriver une période où elle ne sera plus recherchée pour ses charmes et où elle devra travailler pour vivre, essaie d'attirer à elle un jeune homme riche et de se l'attacher pour toujours... Ces femmes qui brisent des carrières pleines de promesses, qui ruinent les familles et qui pervertissent la jeunesse par calcul, pour profiter de la fortune d'un amant trop naïf et trop jeune, ne sauraient trouver grâce auprès des

(1) Colmar, 31 décembre 1863, S. 65.2.170. Dans le même sens : Grenoble, 18 mars 1864 ; Rouen, 15 janvier 1865 ; Nancy, 25 février 1865, S. 65.2.171.

magistrats ; aussi leurs demandes sont-elles impitoyablement refusées.

Dans ce sens, le tribunal de Nevers (1) : « Attendu qu'il est inadmissible que la veuve G... alors âgée de trente et un ans, mère de famille, ait succombé à une séduction irrésistible pratiquée au moyen d'une promesse de mariage par un jeune homme de 23 ans, dont l'expérience était loin d'égaler la sienne ; qu'en présence de *cette énorme disproportion d'âge*, de la distance qu'établissait entre eux leur condition sociale, elle n'a pu croire sérieusement à la possibilité d'un mariage que C... quelle que fût la violence de sa passion, n'eût pu contracter à cette époque sans le consentement paternel ; attendu qu'il est beaucoup plus vraisemblable que la veuve G... a voulu se ménager les moyens d'exiger de C... un sacrifice pécuniaire, de l'y contraindre au besoin par la menace d'un procès scandaleux et au besoin d'intenter et suivre ce procès. »

De même les magistrats refusent d'accorder des dommages-intérêts à la fille séduite quand on veut les faire les complices d'une manœuvre destinée à vaincre la résistance des parents, même lorsque la promesse de mariage a précédé la séduction : « Bien que des relations intimes n'aient commencé entre deux jeunes gens qu'après une promesse de mariage proposée par la jeune fille et acceptée par le jeune homme, la grossesse qui a

(1) Nevers, 2 janvier 1877, D. 77.3.64.

suivi ne peut servir de fondement à une action en dommages-intérêts au profit de la fille, lorsqu'il est prouvé que cette grossesse a été le moyen que les deux jeunes gens ont résolu d'employer pour vaincre l'opposition de la famille du jeune homme à leur mariage (1) ». Mais c'est là une exception que nous avons citée à titre de curiosité; la condition *sine qua non*, c'est l'antériorité de la promesse aux relations intimes, témoin : un arrêt de la Cour de Bordeaux (2) : « Considérant qu'il est non moins certain que pour engendrer la responsabilité, il faut que ces moyens illicites, quels qu'ils soient, soient *antérieurs aux relations intimes* et que celles-ci en aient été la conséquence. » De même (3) « attendu qu'il ne résulte pas des débats qu'il lui ait promis fallacieusement le mariage AVANT les relations intimes..... » La jurisprudence est donc nettement établie dans ce sens et les arrêts les plus récents confirment cette théorie.

Contrainte morale.

Qu'est-ce que la contrainte morale ? C'est un état de fait qui place la fille vis-à-vis de son séducteur dans une situation d'infériorité telle que le don d'elle-même n'a pas été entièrement libre et a été déterminé par des considérations indépendantes de sa volonté. D'après cette défi-

(1) Dijon, 9 juin 1869.

(2) Bordeaux, 5 mars 1908.

(3) Bordeaux, 9 avril 1908.

nition on peut voir que les cas de contrainte morale sont nombreux, on ne peut tous les énumérer ; nous signalerons plus spécialement et nous citerons des arrêts relatifs au cas d'abus d'une supériorité d'âge, d'abus d'autorité, d'abus de situation sociale, d'abus de la force et enfin d'un ensemble de circonstances telles que la fille était obligée de se donner pour éviter un plus grand mal ou tout au moins ce qu'elle estimait être un plus grand mal.

1° *Supériorité d'âge.* — Il est évident qu'une enfant innocente et pure, élevée d'une façon naïve, ne peut discerner le mal qu'il y a à commettre certains actes et encore moins le droit qu'elle a de refuser de les accomplir envers quelqu'un à qui elle doit en général obéissance : la Cour de Dijon (1) : « Considérant que dans la cause actuelle il s'agit d'une enfant de 13 ans 1/2 venant de faire sa première communion, placée de confiance comme domestique dans une maison qui semblait offrir toute garantie et qui se trouve victime des séductions d'un jeune homme de 24 ans frère de la maîtresse de cette maison ; que l'*inégalité d'âge*, d'intelligence, de position, même de forces physiques ne permet pas de douter qu'il n'y ait eu à l'égard de la jeune B... une *contrainte morale* exclusive d'un consentement intelligent et d'un entraînement volontaire ; que, dans ces circonstances, la réparation tout entière incombe au séducteur... »

(1) Dijon, 16 avril 1861, D. 61.5.423.

2° *Abus de situation sociale.* — Avec le développement rapide de l'industrie, ce cas de séduction devient le plus fréquent ; c'est l'ouvrière qui se livre au contremaître sous la menace d'un renvoi, c'est le patron qui abuse de son employée en lui promettant un avancement, c'est le fils de la maison qui ordonne à la servante de se livrer à lui sous peine de perdre sa place ; et, mises en présence de cette alternative : la perte de leur place ou celle de leur honneur, la plupart des filles n'hésitent point et l'on ne saurait les en blâmer puisqu'elles sont pour ainsi dire en état de nécessité, puisque la perte de leur place, c'est la misère, c'est peut-être la prostitution clandestine, bien plus aléatoire que la situation de maîtresse du contremaître et du patron. Une espèce de ce genre nous est fournie par un jugement du tribunal d'Avallon en date du 18 janvier 1888 : (2) « Attendu que Maria Z... prétend que voulant résister à son séducteur, elle n'a cédé qu'à une sorte de violence, tout à fait malgré elle, à la suite de manœuvres dolosives basées sur des promesses de mariage plusieurs fois réitérées ;... Attendu que l'on ne saurait méconnaître que, pour l'accomplissement de ses désirs, Isidore X... a usé à la fois de la familiarité résultant des relations de famille et de l'habitation commune, de la supériorité que lui donnaient sa force, son expérience, son âge, sa fortune, sa position de fils du maître vis-à-vis d'une employée ; qu'en admettant que Maria Z... n'ait

(4) D. 91.2.309.

pas opposé toute la résistance dont elle était capable, son consentement ne peut être considéré comme ayant été spontané et libre, qu'elle n'a cédé tout au moins qu'à une contrainte morale... »

3° *Abus d'autorité*. — Certaines situations favorisent les entreprises des séducteurs et rendent plus facile la chute de leurs victimes. Par exemple, le fait d'habiter la même maison, d'avoir sur une jeune fille le double pouvoir résultant de la parenté et de l'autorité du maître... Combien d'orphelines, abandonnées de tous, sans appui, sans relations, cèdent ainsi aux sollicitations d'un parent éloigné dans l'espoir de constituer une famille, un foyer où elles pourront trouver un peu d'affection qui donnera de l'intérêt à leur vie jusque-là triste et désenchantée.

Par exemple un arrêt de la Cour de Bourges du 28 mai 1879 (1) : « Considérant, sans qu'il y ait lieu à aucune autre recherche, qu'il est suffisamment démontré par les faits qui précèdent que B...a entretenu avec Eugénie G..., pendant qu'elle était chez lui des relations intimes ; que le fait seul de ces relations, dans les conditions où elles se sont établies, indépendamment de toute violence physique exercée sur la jeune fille, constitue à la charge de B..., homme de 45 ans, une faute grave qui a causé à la fille G...un préjudice et qu'il est tenu de le réparer ; qu'en effet, l'âge de la jeune fille comparé au sien, *sa qualité de parent, sa qualité de maître, la délégation d'autorité*

(1) Bourges, 28 mai 1879, D. 80.2.111.

qu'il avait reçue de la famille d'Eugénie G... lui faisait un devoir de conscience de la surveiller et de la diriger et à plus forte raison de la respecter... ; qu'en admettant qu'elle n'ait pas opposé toute la résistance dont elle était capable, son consentement ne peut être considéré comme spontané ; que son isolement, la disposition des lieux, son état de dépendance, sa situation d'orpheline, les démarches faites par B... pour la retenir lui permettaient difficilement de se soustraire à l'*ascendant moral de son maître* et de s'opposer à l'accomplissement de ses désirs ... condamne B... à 10.000 francs de dommages-intérêts (1). »

Relativement à ces devoirs qui sont imposés aux parents et aux maîtres, la Cour de Paris a décidé en 1897 : « Commet une faute de nature à engager sa responsabilité le père qui, ayant un fils encore mineur, prend une jeune domestique et néglige de surveiller et de prévenir ceux-ci contre leurs propres écarts qui ont eu pour conséquence à la suite d'un entraînement réciproque la grossesse de la jeune fille... »

On ne saurait admettre en effet que les maîtres n'aient pas le devoir de veiller sur l'honneur et la morale de leurs serviteurs, et à plus forte raison doit-on condamner en toute justice ceux qui abusent de ce titre et de l'autorité qu'il leur confère, pour ravir à d'innocentes jeunes filles l'honneur et la vertu, en leur laissant souvent la charge

(1) D. 80.2.111.

d'enfants qu'elles ne pourront pas nourrir et qui fatalement deviendront des déclassés ou tomberont à la charge de la société.

4° *Abus de la force.* — Nous ne parlerons pas ici du viol qui est l'abus de la force compliqué de violence, ni du rapt qui devient de plus en plus rare, mais d'une séduction qui repose à la fois sur l'exploitation de la faiblesse de volonté de la victime, sa faiblesse physique et sa jeunesse. C'est le cas du séducteur qui recherche les filles naïves ou bornées et qui, par ses discours enflammés ou ses fallacieuses promesses, les oblige à se donner par cette espèce d'attraction magnétique qu'exerce une volonté ferme sur une beaucoup plus faible. C'est en un mot celui qui abuse de sa force morale ou physique pour déterminer une jeune fille à s'abandonner.

Mais rien ne saurait mieux expliquer ce cas qu'un exemple ; un arrêt de la Cour de Bordeaux (1) nous en fournit un très précieux : un sieur B... était accusé d'avoir séduit une jeune fille, la demoiselle D..., mais « attendu que l'appelant allègue que B... aurait pour séduire sa fille employé des moyens délictueux ; qu'il l'aurait, en la surprenant et en abusant de sa force, contrainte d'avoir des relations avec lui ; Attendu qu'une lettre du 11 novembre 1904 versée aux débats semble bien le démontrer ; qu'on y lit en effet : « La pauvre enfant n'est pas coupable, je le suis, profitant de son caractère et principalement de

(1) Bordeaux, 5 mars 1908.

sa jeunesse, je me suis rendu maître d'elle ». Qu'il n'est point possible de ne point trouver dans les termes de cette lettre l'aveu tout au moins d'une faute commise pour vaincre la résistance de la jeune fille alors âgée de moins de 16 ans ; d'autant plus que dans la même lettre B... non seulement reconnaît sa faute, mais encore s'engage à la réparer en ces termes : « Peu m'importe, j'ai fait la faute, il faut que je la répare... condamne... »

Abus de la supériorité d'âge,abus d'autorité,abus de la situation sociale ou abus de la force, tels sont les cas les plus fréquents de contrainte morale, mais il est impossible d'avoir la prétention de les faire rentrer tous dans ce cadre restreint, tellement ils sont nombreux et variés ; autant d'arrêts, autant d'espèces différentes, car autant de filles séduites, autant de manœuvres différentes ; en effet, le séducteur se double souvent d'un psychologue qui connaît le point faible de sa victime et qui sait le moyen le meilleur pour faire succomber sa vertu et sombrer son honneur.

EXCEPTIONS A OPPOSER A L'ACTION EN DOMMAGES-INTÉRÊTS

Y a-t-il des cas où l'on peut répondre par une fin de non-recevoir à l'action en dommages-intérêts de la femme ? Plusieurs situations où son droit semble douteux feront l'objet de ce paragraphe. Et d'abord, la fille qui se livre à un homme marié a-t-elle le droit d'invoquer un préjudice, elle savait bien qu'elle ne pourrait réparer sa faute par un mariage ; la fille qui a plusieurs amants peut-elle se voir opposer son inconduite ? et le séducteur mineur a-t-il le droit de se réclamer de sa minorité... ?

1° *Le séducteur est marié.* — Pour soutenir que la fille n'a pas le droit d'intenter une action on invoque comme toujours l'argument du scandale provoqué par ce procès et du trouble jeté dans les ménages. Il semble que la jurisprudence n'admet pas cet argument d'ordre moral, elle a plutôt une tendance à considérer la qualité d'homme marié comme une circonstance aggravante, et repoussant l'objection tirée de la prétendue violation de l'article 340, interdisant la recherche de la paternité surtout adultérine, elle condamne sévèrement : dans ce sens, la Cour de cassation, 26 juillet 1864 : « Attendu que l'arrêt attaqué loin d'autoriser la recherche d'une

paternité adultérine a déclaré formellement que cette recherche serait positivement prohibée par la loi ; — sur le préjudice causé à la fille G. par le fait de L. et sur l'engagement pris par lui de le réparer : considérant cette cause d'obligation comme fondée sur l'article 1382 du Code Napoléon, il ne devait pas la rechercher dans les suppositions qui la rendraient nulle comme contraire aux lois et aux bonnes mœurs (1)... »

2° *Inconduite de la femme*. — Pour refuser des dommages-intérêts à la fille séduite, le séducteur a-t-il le droit de prouver qu'elle avait d'autres amants que lui et que rien n'est moins certain que sa paternité et par conséquent le préjudice causé à la femme ? La jurisprudence, se basant sur l'immoralité de cette preuve, ne l'autorise pas et elle déclare (2) : « vainement le séducteur prétendrait et demanderait à prouver, que pendant la durée de sa liaison avec la demanderesse et notamment à une époque coïncidant avec la conception de l'enfant, elle a eu des relations avec d'autres hommes : ce fait en le supposant établi ne détruisant pas la réalité des griefs justifiés par une correspondance, qui prouve tout à la fois la promesse de mariage et l'engagement de pourvoir aux frais des couches... qu'une pareille articulation doit d'ailleurs être rejetée comme ayant un *caractère immoral*... »

Nos ancêtres, avec peut-être plus de logique, se basant sur ce fait que la paternité est incertaine et qu'il serait

(1) Cass. civ., 26 juillet 1864, D. 64.1.347.

(2) Colmar, 31 décembre 1863, D. 65.2.22.

injuste de dispenser un de ses possibles auteurs de réparer le préjudice, condamnaient solidairement tous les amants de la femme au paiement des indemnités et des frais d'accouchement... Ils en faisaient une espèce de solidarité légale analogue à celle qui résulte d'un délit ou d'un quasi-délit (1).

3° *Minorité du séducteur*. — Dans ce cas, ainsi que nous l'avons vu par l'arrêt cité précédemment, le père est déclaré responsable et cette fin de non-recevoir n'est pas admise.

(1) Voir dans ce sens Basset, qui rapporte un arrêt bizarre, qui est une application de la dite jurisprudence. Plusieurs particuliers, au nombre de cinq, avaient connu une même fille le même jour ; la fille étant enceinte s'adressa à tous pour la charge et l'éducation de l'enfant ; par arrêt du 25 février 1664, les accusés furent solidairement condamnés à se charger de l'enfant jusqu'à l'âge de 14 ans. » Basset, t. I, livre IV, titre 2, chap. 3.

CALCUL DES DOMMAGES-INTÉRÊTS

Le calcul des dommages-intérêts dans le cas de séduction simple se fait d'une manière analogue à celui de séduction par promesse de mariage. Deux grands principes le dominent : 1^o) il y a préjudice, il faut le réparer et réparer tout le préjudice, c'est-à-dire le préjudice matériel et le préjudice moral ; 2^o) il faut réparer seulement le *damnum emergens*, sans s'occuper du *lucrum cessans* qui entraînerait fatalement d'énormes dommages-intérêts... Par exemple, si en refusant d'exécuter sa promesse de mariage, le séducteur fait perdre à la fiancée le bénéfice de 100.000 francs qu'il lui reconnaissait en dot, il ne pourra en aucune façon être poursuivi pour le paiement de cette somme, qui était donnée à la jeune fille sans condition résolutoire de mariage, si *nuptiæ sequantur*...

Préjudice matériel. — Il est difficile de l'évaluer exactement et de dire tout ce qu'il peut comprendre ; en tous cas, il comprend toutes les dépenses *faites à l'occasion du mariage*, telles que, achat de trousseau, frais de contrat et perte de la place qu'elle occupait précédemment et qui la faisait vivre. Mais, c'est le préjudice calculé quand il n'y a pas eu grossesse ; dans le cas de grossesse il faut y ajouter les frais d'accouchement, les frais de

nourrice et tous ceux qui se rapportent à l'entretien de l'enfant.

Préjudice moral. — Il est ici excessivement délicat de l'apprécier et presque impossible de l'estimer exactement ; les décisions de la jurisprudence à ce sujet laissent fort à désirer. Hantés par la crainte de violer l'article 340, en accordant des dommages-intérêts en vertu de l'article 1382, les magistrats ont une tendance regrettable à adopter un juste milieu, qui ne satisfait aucune théorie : c'est-à-dire à accorder des dommages et intérêts ridiculement minimes, à tel point que, comme le disent MM. Coulet et Vaunois (1), « si on veut indemniser la fille-mère de la perte de sa virginité, lui accorder 500 francs, c'est vraiment peu ; si l'on veut contraindre l'amant à payer à la fille le prix de ses faveurs, 500 francs, c'est beaucoup trop. ... » Et, en effet, le préjudice moral causé à la fille séduite est immense ; c'est d'abord son honneur, sa considération qui est à tout jamais perdue ; car, avec son hypocrisie habituelle, l'opinion qui a toutes sortes d'indulgence pour les liaisons ignorées, sera excessivement sévère pour la malheureuse qui n'a pas pu supprimer la preuve de sa chute : c'est l'impossibilité où elle sera de se marier, les hommes n'aimant pas en général admettre à leur foyer les enfants des autres, qui leur rappellent à toute heure les anciens égarements de leur femme, sentiment très pénible à leur orgueil ; c'est l'impossibilité de

(1) Coulet et Vaunois, sur un arrêt de la Cour de Bordeaux, en date du 23 novembre 1852.

travailler pour vivre, car une fille-mère est considérée comme une femme sans foi, ni loi, opinion que l'on ne saurait trop combattre, car la psychologie nous apprend que ce sont au contraire des filles douces, obéissantes et soumises, coupables seulement de n'avoir pas su résister aux séductions de la volupté et aux sollicitations d'un homme volontaire. Et, conséquence presque certaine, c'est la misère qui l'attend lorsque, abandonnée de tous, elle ne trouve pas à gagner son pain et celui de son enfant !! De la misère à la prostitution, il n'y a qu'un pas et il est vite franchi par la femme qui tient à garder son enfant à ses côtés, plutôt que de le livrer à des mains mercenaires et indifférentes... Est-ce bien suffisant d'accorder un millier de francs, pour un semblable préjudice, c'est la question que nous posons à tous les gens de cœur ? A cela, on nous répondra avec juste raison que, depuis quelque temps, la jurisprudence a une tendance à accorder des dommages-intérêts plus élevés surtout quand le séducteur est fortuné ; nous nous félicitons de cette évolution et espérons qu'elle continuera et se dessinera plus nettement ; quand on saura qu'il en coûte très cher de ravir l'honneur d'une jeune fille, peut-être sera-t-on plus circonspect et plus prudent.

LES ENGAGEMENTS PRIS PAR LE SÉDUC- TEUR SONT-ILS VALABLES ?

Pour solutionner cette question, il faut l'envisager dans trois cas particuliers : les engagements de payer une somme d'argent ont-ils été pris avant, pendant ou après la séduction ? (1)...

S'ils ont été pris avant, il ne saurait y avoir de doute et la jurisprudence est constante, l'engagement est nul en vertu de l'article 1131, qui déclare que l'obligation sur cause illicite est nul... Or, il y a cause illicite, puisque le séducteur a promis une somme d'argent avant les relations intimes, il y a probabilité que c'est pour vaincre par l'appât de la fortune les dernières résistances de la jeune fille, et dans ces conditions la loi et la jurisprudence ne sauraient se faire les complices du séducteur. Offrir une somme d'argent à une jeune fille pour prix de son honneur, c'est là une convention immorale que le législateur devait à sa dignité de ne pas sanctionner ; aussi l'hésitation n'est-elle pas permise avant la séduction, la promesse d'une somme d'argent est nulle et de nul effet.

Il n'en est point de même quand l'engagement a été

(1) Naslin, *Les promesses de mariage*.

pris pendant les relations ; il faut alors envisager deux cas : ou le séducteur a promis cet argent pour les faire continuer et obliger la femme à ne pas dénouer un lien qui lui pèse et alors il y a nullité, car nous rentrons dans le cas de l'article 1131 ; ou il considère cette somme comme une réparation du préjudice causé, et nous tombons dans le cas de l'engagement pris après les relations et que nous allons envisager.

La jurisprudence est unanime à reconnaître leur validité ; en effet, à ses yeux, cette somme n'est point une prime accordée à la débauche de la femme ou un cadeau pour la récompenser de s'être donnée, mais c'est la réparation due pour le préjudice subi par la fille séduite... Certains auteurs s'élèvent contre cette théorie et prétendent qu'admettre la validité de semblables engagements, c'est reconnaître le concubinat, l'union libre... Il n'en est rien, car ce que sanctionne la loi ce n'est point l'obligation née d'une union librement consentie entre deux êtres, mais celle née d'une union où l'un des conjoints a entraîné la volonté hésitante de l'autre... lui causant ainsi un préjudice très réel que nous avons apprécié précédemment, et qu'il est difficile d'évaluer étant donnés les moyens d'appréciation dont on dispose en général.

MODE DE PREUVE

Ni la théorie, ni la jurisprudence ne sont d'accord sur le mode de preuve à admettre pour prouver la séduction : les uns soutiennent que la preuve testimoniale doit être admise en vertu de l'article 1348 qui dit, qu'elle est admise pour les obligations qui naissent des délits ou quasi-délits ; les autres prétendent qu'il ne faut l'admettre que lorsqu'il y a un commencement de preuve par écrit parce que c'est là le principe général ; d'autres, enfin, déclarent que la question ne se pose pas, qu'il faut s'en rapporter à la solution donnée pour la séduction par promesse de mariage, puisque toute séduction suppose une promesse de mariage.

Entre ces différentes opinions, il est difficile de choisir ; mais il nous semble que la meilleure est celle qui n'admet la preuve testimoniale que lorsqu'il y a commencement de preuve par écrit. En effet, dans la délicate question qui nous occupe, admettre la preuve testimoniale, c'est admettre la malignité publique (dont on connaît l'aptitude à grossir les faits) à venir fournir une preuve. C'est permettre aux cancanes de prendre corps, c'est en un mot permettre à la justice de se laisser influencer par des témoins suspects et trop souvent désireux de faire preuve de leurs talents d'observation plutôt que

d'éclairer le tribunal. C'est leur fournir une occasion de confondre les réalités qu'ils ont entrevues avec les romanesques imaginations de leur esprit, c'est en un mot mettre l'honneur de chacun à la merci des racontars de la foule.

A ceci on nous répond, avec juste raison, mais la garantie que vous exigez en réclamant une preuve par écrit est tellement faible qu'elle n'en est pas une ; en effet, quand il y a eu séduction, il est bien rare qu'il n'y ait pas eu entre les amants échange d'une correspondance amoureuse plus ou moins enflammée ; il y aura donc toujours ce fameux commencement de preuve par écrit et votre prétendue garantie est illusoire. Quoi qu'il en soit, la jurisprudence s'est prononcée le plus souvent pour l'admission de la preuve testimoniale *seulement quand il y a commencement de preuve par écrit* : par exemple, un jugement récent de la Cour de Rennes : « Attendu que la demande de la fille D... ne se fonde sur aucun commencement de preuve par écrit ; que d'ailleurs, il n'est pas possible d'admettre en principe la preuve par témoins d'une semblable promesse sans s'exposer à des dangers sérieux de compromettre l'honneur et la paix des familles... » de même un jugement de la Cour de Bordeaux (1) : « Attendu que le doute n'est point permis sur ce point, en présence de deux lettres écrites par le sieur F... à la demoiselle L... et qui ont été produites au

(1) Bordeaux, 23 novembre 1852, D. 56.2.23.

procès ; qu'il y reconnaît et y proclame qu'il n'a séduit Louise qu'à force de démarches et de persécutions... qu'il ne l'a obtenue qu'à la condition de l'épouser... ; qu'il donne sa parole d'honneur sur le saint nom de Dieu qu'il réparera sa faute... » et (1) un arrêt de la même Cour en date du 9 avril 1908 : « Attendu qu'il ressort très nettement de la *correspondance produite* que postérieurement à la naissance de la petite Paulette et à une date où il était majeur, M... voulant réparer la faute qu'il avait commise, a promis le mariage à l'intimée ; qu'il a obtenu et demandé le consentement de ses parents ; qu'il a été reçu dans la famille de l'intimée comme le futur mari de leur fille et qu'il traitait ses père et mère comme ses beaux-parents, etc... » Par contre, en l'absence d'un commencement de preuve par écrit, on ne saurait autoriser la preuve testimoniale (2).

Quant à l'opinion affirmant que toute séduction suppose une promesse de mariage, on ne saurait l'admettre, parce qu'alors il serait impossible de poursuivre pour séduction un homme marié. De plus des procès journaliers sont intentés par des femmes qui reprochent uniquement à leur séducteur le préjudice causé, sans prétendre qu'il leur a promis le mariage et du reste nous avons prouvé dans un chapitre précédent qu'il y avait lieu de distinguer la séduction par promesse de mariage

(1) Bordeaux, 9 avril 1908. Arrêt récent non mentionné dans les recueils de Dalloz et de Sirey.

(2) Bordeaux, arrêt du 5 mars 1908, 4^e chambre de la Cour.

de la séduction simple, et par là même nous avons réfuté cette théorie (1).

(1) C'était l'opinion de Fournel qu'il défend dans son livre, *De la séduction*, mais qu'il était plus aisé de soutenir à cette époque, en raison de la validité des promesses de mariage, qui leur donnait une importance qu'elles ne sauraient avoir aujourd'hui où leur nullité est généralement reconnue et, de ce fait, leur efficacité juridique à peu près nulle.

LÉGISLATION COMPARÉE

Avant de discuter la réforme à laquelle il y aurait lieu de procéder en France, il nous paraît intéressant d'étudier les législations étrangères, car de leur comparaison avec les nôtres, nous pourrons (en tenant compte toutefois de la différence des mœurs) tirer d'utiles enseignements. Il serait trop long et fastidieux d'étudier tous les Codes étrangers, aussi avons-nous opéré une sélection parmi les plus intéressants et les plus curieux relativement à notre question, mais de manière à citer un exemple de tous les genres de solutions qui ont été influencées par les habitudes et les coutumes du pays. C'est ainsi que la pureté des mœurs scandinaves se reflète dans la sévérité du Code suédois ; le Code allemand de 1900 est imprégné d'esprit germanique ; le Code italien n'est qu'une fidèle reproduction des lois de l'ancienne Rome et enfin, la jurisprudence anglaise, originale, œuvre de l'admirable esprit de liberté et d'indépendance de nos voisins d'outre-Manche, est assurément la plus intéressante à étudier et la plus utile à discuter.

Code suédois. — La Suède, pays aux mœurs patriarcales et pures, a la sagesse de ne point aimer le changement, que tant d'esprits superficiels confondent avec le

progrès. Aussi est-elle encore régie par la loi de 1734, qui est excessivement sévère. Les fiançailles y sont très sérieuses et peuvent être considérées comme la moitié du mariage, aussi sont-elles longuement étudiées par cette loi. Dégageons les principes les plus importants. Si deux fiancés veulent rompre, ils doivent le déclarer au chapitre et les fiançailles sont rompues. Si l'un veut rompre et que l'autre s'y oppose, c'est le tribunal qui est chargé de régler la question. L'article 5 déclare que « s'il n'y a pas de motifs suffisants pour la rupture, celui qui l'a demandée à tort ne pourra se marier avec une autre femme, avant de s'être mis d'accord avec la femme qu'il laisse et il doit payer tout le dommage (1) ». Néanmoins le Code admet des causes légitimes de rupture qui excluent toute idée de dommages-intérêts, par exemple, lorsque le fiancé est atteint d'une infirmité répugnante et cachée ou d'une maladie contagieuse ou lorsque le fiancé a eu un long concubinat ignoré de sa future femme (2).

« La conséquence du respect exagéré des promesses de mariage a tout naturellement sa répercussion sur la répression de la séduction que l'on punit avec la dernière sévérité. L'article 9 du Code suédois (3) s'exprime ainsi : « Si la séduction a eu lieu par promesse de mariage, le mariage devient obligatoire et si le fiancé s'y oppose, la

(1) Code suédois, art. 5, chap. IV, *Du mariage*.

(2) *Ibid.*, art. 2 et 3.

(3) Code suédois, art. 9 et 10, tit. 18.

fiancée peut être déclarée son épouse par justice.» Au point de vue pénal, c'est encore plus grave, la simple fornication est punie par l'article 10 : « L'homme non marié qui a des relations intimes avec une femme non mariée sera puni pour libertinage, d'une amende de cent riksdalers au plus .., »

De semblables peines nous paraissent exagérées avec juste raison. Pour bien comprendre leur raison d'être, il faut se souvenir de la pureté des mœurs de ces peuples occidentaux et du respect de la femme dont ils ont hérité de leurs ancêtres barbares. Si nous avons cité ce Code, c'est surtout à titre de curiosité, car nous ne saurions lui emprunter aucune de ces mesures draconiennes qui jetteraient le trouble dans notre vieille société pervertie par un excès de civilisation.

Le Code civil allemand de 1900. — Ce Code est nettement en réaction contre les mœurs allemandes qui inclinent à induire des fiançailles une véritable obligation au mariage ; il prétend, au contraire, garantir la liberté du mariage contre des promesses antérieures. Cette tendance des jurisconsultes s'était déjà fait jour dans la loi du 6 février 1875 sur la constatation de l'état des personnes et la célébration du mariage (1). On n'y parlait pas des fiançailles et on ne les signalait pas comme permettant au fiancé de s'opposer au mariage de sa fiancée. Et le Code de procédure de 1877 déniait (2) force exécutoire

(1) Ann. 1876, p. 215 et suiv.

(2) Art. 774, al. 2 et 779, al. 2 (aujourd'hui 888 et 894, al. 2, du Code de procédure allemand).

au jugement qui tendait à la conclusion du mariage. Le Code de 1900, encore plus explicite, refuse de reconnaître aux fiançailles un caractère directement obligatoire à la conclusion du mariage. Il exclut même toute réclamation qui tendrait à l'indemnité du profit positif et n'autorise que des dommages-intérêts limités au préjudice proprement dit. Tout cela résulte des articles 1297, 1298, 1299 et 1300 dont voici la teneur :

ART. 1297. — « On ne peut en vertu de fiançailles intenter une action à fin de formation du mariage. » En raison des effets juridiques très restreints qu'il leur reconnaît, le Code civil allemand n'a pas défini les fiançailles : elles consistent en une promesse de mariage réciproquement donnée et acceptée, qui forme le préliminaire naturel de l'union conjugale. Elles ne sont assujetties à aucune condition de forme et peuvent être reconnues indépendamment des usages mondains tels que échange d'anneaux, faire part aux parents et amis par la voie des journaux, etc., etc...

ART. 1298. — « Si un fiancé se dédit des fiançailles, il doit indemniser l'autre fiancé et ses père et mère ou toutes autres personnes qui auraient agi au lieu et place des père et mère, du préjudice résultant de ce que, en prévision du mariage, ils ont fait des dépenses ou contracté des engagements (1). En ce qui touche l'autre fiancé, il doit de plus l'indemniser du préjudice qu'il subit par ce

(1) Tels que frais de trousseau ou d'un bal donné à l'occasion des fiançailles.

fait que, en prévision du mariage, il aurait pris d'autres arrangements concernant son patrimoine ou ses moyens d'acquérir (1). Cette indemnité n'est due qu'en tant que les dépenses, les engagements contractés et les autres arrangements étaient proportionnés aux circonstances. L'obligation d'indemniser n'a pas lieu s'il existe une cause grave de dédit (2).

ART. 1299. — « Si un fiancé détermine un dédit de l'autre par une faute qui constitue une cause grave de dédit, il est obligé à la réparation du dommage conformément à l'article 1298, alinéas 1 et 2. »

ART. 1300. — « Lorsqu'une fiancée irréprochable a concédé à son fiancé la cohabitation, elle peut, si les conditions préalables de l'article 1298 ou de l'article 1299 se rencontrent, exiger aussi un juste dédommagement en argent pour le préjudice étranger au patrimoine. Cette prétention n'est pas cessible et ne passe pas aux héritiers, à moins qu'elle n'ait été reconnue par contrat ou déduite en justice. »

(1) Dans ce cas le dommage ne comprend pas seulement le préjudice éprouvé (*damnum emergens*), mais encore la perte de gain, en tant que cette perte de gain proviendrait d'une disposition relative à la fortune. Ainsi la fiancée peut prétendre à cette indemnité non seulement si, pourvue d'une position rémunératrice, une place d'institutrice, par exemple, elle l'a abandonnée en vue du mariage promis ; mais aussi dans le cas où, n'ayant pas de profession au moment des fiançailles, elle aurait reçu au cours de celles-ci des offres qu'elle a déclinées en raison de son mariage (Code civil allemand annoté).

(2) Comme, par exemple, quand le fiancé surprend des lettres de sa fiancée à un amant, ou quand l'un devient fou ou très gravement malade d'une maladie contagieuse, etc., etc.

Le Code civil allemand écarte l'idée d'une action générale à raison de la défloration ainsi que nous le verrons à propos de la séduction, mais il accorde des dommages-intérêts à la femme qui a été décidée à vivre en concubinat (art. 825). Notre article reconnaît le même droit dans la situation des fiançailles, mais c'est une circonstance aggravante. Il importe peu que la femme soit fille, divorcée ou veuve. Dans ce cas, on fait allusion à des rapports charnels entre les fiancés, mais il n'est pas utile qu'une grossesse s'ensuive, il n'est pas non plus nécessaire qu'elle ait été entraînée ou séduite par des moyens coupables; mais, si c'est elle qui a provoqué la cohabitation, son action n'est pas recevable.

ART. 1301. — « Si le mariage n'est pas conclu, chaque fiancé peut demander à l'autre la restitution des cadeaux qu'il lui a faits ou de ce qu'il lui a donné en signe de fiançailles, d'après les dispositions sur la restitution d'un enrichissement sans cause. Dans le doute, il y a lieu d'admettre que la répétition doit être exclue lorsque les fiançailles sont dissoutes par la mort de l'un des fiancés » (1). L'article 1300 nous montre qu'il faut considérer pour le calcul de l'indemnité à la fois le préjudice réel et le préjudice moral. En définitive, le Code allemand refuse aux promesses de mariage une efficacité juridique quelconque, et elles ne sauraient en aucun cas entraver le principe de la liberté des mariages.

(1) Code civil allemand publié par une commission nommée à cet effet par le gouvernement français.

Quant à la séduction, ce Code essaie de la réprimer d'abord en autorisant la recherche de la paternité. « Il suffit à la femme rendue mère de prouver ses relations avec le séducteur, dans l'intervalle pendant lequel la loi admet qu'a pu se produire la conception, à moins qu'il ne soit établi qu'à la même époque, elle a eu des relations avec d'autres hommes. » Cette attribution de paternité produit, vis-à-vis de l'enfant, des effets fort limités, mais la mère peut exiger du père ainsi déterminé les frais d'accouchement et de quoi pourvoir à ses besoins pendant les six semaines qui suivent la naissance de l'enfant (1).

De plus, en des cas exceptionnels et nettement délimités, on accorde à la fille séduite des dommages-intérêts, comme nous l'avons vu pour le cas où il y a promesse de mariage. Les articles 825 et 847 intercalés dans le chapitre des faits illicites nous disent en effet : « Quiconque détermine une personne du sexe féminin, par artifice, par menace ou par abus d'un rapport de dépendance à consentir à une cohabitation hors mariage est obligé vis-à-vis d'elle au dommage qui en est résulté. » Cette disposition érige la séduction en délit civil, lorsqu'elle est pratiquée à l'égard de la femme et à la condition qu'elle provienne d'artifices, menaces ou abus d'un rapport de dépendance. Ces conditions réalisées, il n'est pas nécessaire que la séduction ait été opérée au cours

(1) Bufnoir, Etude sur le droit de famille dans le projet du Code civil allemand, *Bulletin de la Société de législation comparée*, juillet 1890.

des fiançailles, ni qu'elle consiste dans une fausse promesse de mariage, ni même qu'il s'agisse d'une femme de mœurs irréprochables. L'article 847 est le complément de l'article 825 : « En cas d'atteinte au corps ou à la santé, ainsi qu'en cas de privation de la liberté, la partie lésée peut également exiger un dédommagement équitable en argent, en raison d'un dommage qui ne constituerait pas un dommage patrimonial... Pareille prétention appartient à toute personne du sexe féminin à l'égard de laquelle a été commis un crime ou un délit contre les mœurs ou qui, par tromperie, menace ou abus d'un rapport de dépendance a été déterminée à l'établissement d'une cohabitation extra-conjugale. » C'est là une législation sur la séduction qui serait parfaite, si l'on accordait plus rarement le droit à la recherche de la paternité, car l'Allemagne voit les dangers très graves de la recherche qui occasionnent une grande quantité de procès scandaleux où sombre souvent la réputation de gens très honorables par suite des mensonges ou des calomnies des filles les plus éhontées.

Le Code civil italien (1865). — Le Code italien s'est inspiré du droit romain et de notre Code au sujet de la séduction ; aussi l'avons-nous pris comme type des Codes des pays latins qui se ressemblent tous, comme en témoignent les Codes espagnol, portugais, mexicain et ceux de la plupart des républiques Sud-américaines où l'élément espagnol domine encore. Comme en droit romain, les

promesses de mariage sont nulles et n'ont aucun effet juridique. En effet l'article 53 dit : « La promesse réciproque de contracter ultérieurement mariage ne produit pas une obligation légale de le contracter, ni d'exécuter ce qui aurait été convenu pour le cas où la dite promesse ne serait point accomplie (1). »

Mais cela n'empêche pas la demande de dommages-intérêts pour séduction, ainsi qu'en témoigne un *arrêt* du tribunal de Rome en date du 23 décembre 1887.

Art. 54. — Si la promesse a été faite par acte public ou sous seing privé par une personne ayant atteint l'âge de la majorité, ou par des mineurs autorisés par les personnes dont le consentement est nécessaire pour la célébration du mariage, ou si elle résulte de publications faites par l'officier de l'état civil, l'auteur de la promesse qui refuse de l'exécuter sans juste motif est tenu d'indemniser l'autre partie des frais par elle faits en vue du mariage promis... (2).

Quant à la séduction, on ne trouve aucun article du Code de 1865 qui en parle et autorise la demande de dommages-intérêts. Néanmoins, comme en France, la jurisprudence est presque unanime à en accorder en se basant sur les principes généraux du droit qui disent que le dommage causé à autrui doit être réparé (3)... Par

(1) Dans le même sens : Code portugais, article 1067 ; Code civil espagnol, article 43 ; Code civil mexicain ; article 156.

(2) Henri Prudhomme, *Le Code civil italien*.

(3) Tribunal civil de Rome, 23 décembre 1887.

contre, le Code italien est aussi précis que le nôtre, sur la question de la recherche de la paternité ; l'article 189 s'exprime ainsi : « Les recherches sur la paternité ne sont pas admises en dehors des cas de rapt ou de viol lorsque la date des dits faits correspond avec celle de la conception. » C'est dire que le Code italien, comme ceux des pays latins, s'est inspiré de notre Code, malgré les éloquentes protestations de MM. Precerutti et Niutta qui demandaient que l'on *admette* les vieux principes italiens qui *admettaient* la recherche de la paternité : 1^o) lorsqu'un écrit émané du père reconnaissait la paternité ; 2^o) lorsque la preuve de la paternité résultait d'un ensemble de soins donnés à l'enfant. C'est-à-dire dans le cas de reconnaissance privée et de possession d'Etat. Aujourd'hui la jurisprudence est aussi fixée dans le même sens que la nôtre.

La législation anglaise. — L'Angleterre, depuis les temps les plus reculés, s'est fait une haute idée du mariage. Tout ce qui touche de près ou de loin à cette institution est l'objet du respect unanime de nos voisins. Les fiançailles y ont une grande importance et y sont considérées comme sacrées, et ceux qui rompent sans motif une promesse de mariage s'exposent à de grosses condamnations. Si l'on cherche la raison de cette sévérité, on la trouve dans l'esprit d'indépendance de ce pays et dans l'absolue liberté individuelle dont jouissent ses habitants. Chez eux, dès quinze ans la jeune fille vit li-

brement avec ceux qu'elle est susceptible d'épouser ; ils ont donc tout lieu de s'étudier et de se promettre l'un l'autre en toute connaissance de cause. La jurisprudence suppose donc avec raison qu'un acte aussi grave que des fiançailles n'a pas été accompli à la légère et elle ne saurait admettre que l'on y renonce sans raison grave. Aussi la promesse de mariage, est-elle considérée comme un contrat entre deux êtres capables de disposer de leur avenir et de leurs personnes ; celui qui rompt le contrat sera poursuivi par le co-contractant et condamné à lui payer des dommages-intérêts devant le tribunal civil pour « breack of promises ». Ces dommages-intérêts, à l'inverse de ce que nous voyons en France, s'élèvent parfois à des sommes considérables, qui varient entre 5.000 et 10.000 francs au moins, — récemment, dans une cause exceptionnelle, il a été payé 250.000 francs. Pour apprécier les faits de la cause, on se base sur les circonstances et surtout sur la position et la situation de fortune. En principe, les deux fiancés ont un droit égal à poursuivre l'autre pour rupture de promesses de mariage, mais ce droit n'est exercé que par les femmes, car un homme qui poursuivrait dans ces conditions se trouverait parfaitement ridicule. Mais le témoignage de la personne poursuivante ne suffit pas, il doit être appuyé par des preuves patentes, par exemple, des lettres où le défendeur renouvelle sa promesse de mariage ou bien le témoignage des parents ou des amis devant lesquels il s'est reconnu fiancé. Une telle jurisprudence a amené

des abus, et parfois des maîtresses spéculant sur la situation en vue de leur **amant**, le poursuivent pour « **breack of promises** » dans l'espoir qu'il n'aura pas le courage de se présenter devant le tribunal, mais il faut reconnaître que ces abus n'ont pas l'importance que leur attribuent en France les partisans du *statu quo*, et les procès pour « **breack of promise** » n'occasionnent pas les scandales que l'on dit, et c'est exceptionnellement que l'on voit des jeunes filles se fiancer plusieurs fois pour se constituer une petite dot. La preuve en est facile à faire : quelques députés avaient jadis proposé un bill tendant à supprimer ou à restreindre ce droit de poursuite contre le fiancé récalcitrant ; cette réforme n'a eu aucun succès, ce qui semble prouver que les Anglais sont enchantés des dispositions de leur loi à ce sujet. Il est à remarquer que ces procès ont lieu même lorsqu'il n'y a pas eu séduction, c'est-à-dire lorsque la fiancée ne s'est pas donnée, et ce sont ces circonstances que le juge apprécie librement. Si la fille séduite est devenue enceinte, la loi anglaise admettant la recherche de la paternité, permet de faire payer au père l'entretien de son enfant. Telle est la jurisprudence anglaise ; elle a ses avantages et ses défauts, mais elle a fortifié étonnamment la famille dans ce pays et a donné au mariage une solidité que beaucoup de pays pourraient envier ; c'est elle qui fait de l'Angleterre la nation où les ménages sont les plus unis, parce que sérieusement contractés, et une de celles où l'esprit de famille est le plus développé.

Au point de vue de la séduction proprement dite, la fille ou la femme séduite n'a pas le droit de poursuivre ou d'obtenir des dommages-intérêts pour le fait lui-même de la séduction, mais si elle a un enfant bâtard, le père de cet enfant peut être condamné par le magistrat à payer à la mère un maximum de 5 shillings par semaine, jusqu'au moment où l'enfant atteint l'âge de 16 ans. Mais si la loi anglaise n'autorise pas la fille séduite à faire un semblable procès, elle permet à des tiers de se prévaloir de la séduction pour demander des dommages-intérêts. Ainsi, si par suite d'une séduction, des parents ont perdu le travail de leur fille ou un patron celui de son ouvrière, les parents ou les patrons ont le droit de poursuivre le séducteur devant les tribunaux civils et d'obtenir des dommages-intérêts, qui parfois sont assez considérables.

Enfin, le séducteur d'une femme mariée peut être condamné à des dommages-intérêts très élevés envers le mari auquel il a ravi sa femme et son honneur. Dans une circonstance récente, les jurés ont donné au mari trompé 250.000 francs, et c'est là, nous semble-t-il, une nouvelle preuve du respect de nos voisins pour l'institution du mariage qui les pousse à punir sévèrement ceux qui essaient de jeter le trouble dans les familles.

Au point de vue criminel, si une fille mineure au-dessous de 13 ans est séduite, la loi assimile cette séduction à un viol et la peine peut s'élever jusqu'aux travaux forcés à perpétuité.

Si une fille mineure entre 13 et 16 ans est séduite, de-

puis 1885, le séducteur est passible de la Cour d'assises. Le maximum de la peine est deux ans de travaux forcés. Le consentement de la fille ne peut être allégué comme défense, car à cet âge on considère qu'il n'a pas été donné en connaissance de cause et qu'il a été plutôt arraché que donné.

Dans ce cas, il y a lieu à un emprisonnement et jamais à une amende. Contrairement au dire de beaucoup de sociologues et de psychologues français, l'Angleterre semble très satisfaite de sa législation au sujet de la séduction : les cas de chantage et d'exploitation sont très rares, et même avec quelques procès scandaleux ses députés sont heureux de pouvoir consolider l'institution de la famille ; ils diffèrent en cela de nos législateurs, qui semblent s'acharner à rendre plus lâches les liens du mariage en nous conduisant à pas lents vers la barbarie, c'est-à-dire vers l'union libre. Nos voisins sont tellement pénétrés de l'utilité de leurs lois touchant à la séduction et au mariage qu'ils songent même à les rendre plus sévères en punissant l'adultère comme un crime ; mais ce projet n'a pas encore été adopté.

LA SÉDUCTION AU POINT DE VUE SOCIAL

Un des moralistes les plus remarquables du siècle dernier, qui fut en même temps un psychologue avisé : Ernest Legouvé, a dit dans l'*Histoire morale des femmes*, que la « société française ne pouvait vivre plus longtemps en ayant au cœur un cancer social comme l'impunité de la séduction ». Enumérer tous les maux que cause l'indifférence de nos lois à l'égard de la fille séduite serait trop long ; c'est cette indifférence qui laisse la fille pauvre sans défense en présence du désir de l'homme riche ; c'est elle qui double le nombre des enfants naturels en autorisant l'abandon de la mère ; c'est elle qui fait de ces enfants des criminels ou tout au moins des candidats au crime ; elle aussi qui pousse les jurés à l'indulgence envers la fille infanticide ou avorteuse, en leur suggérant que le véritable coupable n'est point sur le banc d'infamie ; c'est elle enfin qui alimente la prostitution en lui livrant toutes les filles abandonnées qui cherchent du pain pour elles et pour leur enfant. Nous allons donc étudier : la séduction, le libertinage et la prostitution, la séduction et l'illégitimité, la séduction et la mortinatalité, la séduction et la criminalité, la séduction et la vie sociale, la séduction devant l'opinion.

LA SÉDUCTION, LE LIBERTINAGE ET LA PROSTITUTION

Notre loi, trop favorable à l'égoïsme masculin, livre chaque année aux mains des séducteurs professionnels, un nombre considérable de jeunes filles qui, mieux guidées, mieux conseillées, auraient fait d'excellentes mères de famille au lieu de prostituées de bas étage ; c'est ce qui a fait dire à Balzac, un des penseurs les plus profonds qui aient jamais existé : « L'Orient sacrifie à la paternité, des hommes et la justice ; la France des femmes et la pudeur. » En effet, le seul moyen d'arrêter l'adace croissante des séducteurs professionnels, de ces hommes qui recherchent la virginité des femmes comme un trophée qu'ils se vantent d'avoir conquis, c'est la répression. Or en France, que peut une fille séduite contre celui qui l'a abusée lâchement ? Rien ou presque rien et c'est ainsi que la loi, chargée de veiller à l'ordre public et de défendre les intérêts de la société, livre sans scrupule des vierges aux mains des exploiters de chair humaine.

Le roman de la fille séduite est bien aisé à faire : jeune, elle a toutes les illusions de son âge, elle se laisse prendre aux charmes d'un Don Juan de village, il lui jure un amour éternel ; et, candide, naïve, avec cette sentimenta-

lité trop éveillée, elle croit à la sincérité de ces déclarations... Elle se donne sans arrière-pensée, sans songer aux conséquences capitales de son acte. La maternité, elle n'y songe point ; avec cette illusion qui est le propre de la jeunesse, elle ne peut croire à un abandon de la part de celui qu'elle aime et qu'elle croit à tout jamais pris et retenu par d'innocentes et confiantes tendresses... Un jour, elle s'aperçoit qu'elle est enceinte, elle annonce cette nouvelle à son amant, il ne paraît point s'en étonner ; mais un soir en rentrant, elle trouve le foyer vide, celui qui devait l'aimer pour toujours a disparu à l'heure des responsabilités, il a bien voulu des plaisirs, il lui laisse toutes les peines... C'est alors, seulement, qu'elle réfléchit à sa triste situation ; souvent elle se fait avorter, et c'est le cas des plus perverses ; d'autres attendent la naissance et laissent mourir leur enfant de faim, de là l'effroyable mortinatalité des enfants naturels ; d'autres enfin, les plus douces et les plus sérieuses, accouchent misérablement et s'occupent d'élever leurs enfants ! mais quelle difficulté ! presque impossible de songer à un mariage avec cette preuve d'une faute passée ; difficile de trouver de l'ouvrage, et alors placée entre la cruelle alternative d'abandonner son enfant à l'Assistance publique ou de vendre son corps aux passants, l'instinct de la maternité l'emportant, elle va dans la rue, s'offre au premier venu et ne tarde pas à tomber dans les mains de ces individus qui vivent en marge de la société et qui sont à l'affût de la misère pour lui ouvrir toutes grandes les

portes de l'enfer de la prostitution. Et ce tableau n'est point poussé au noir, ce n'est pas l'œuvre d'une imagination romanesque, c'est l'histoire de la plupart des prostituées, c'est l'histoire de tous les jours qui nous est révélée par les faits divers ou par les tristes révélations de la Cour d'assises.

Telle est bien l'opinion des hommes compétents, qui ont étudié cette question ; c'est l'opinion de Lombroso (1) quand il dit : « L'occasion qui entraîne beaucoup de prostituées dans une voie vers laquelle elles ne seraient pas poussées par des tendances innées, c'est une première faute, telle qu'une séduction non suivie de mariage ou un premier malheur tel qu'un viol par lequel elles perdent leur virginité. Tant qu'elles sont vierges, leur sens moral est fortifié par la crainte de l'inconnu et la peur d'une résolution aussi grave. » Il y a de multiples causes de la prostitution, telles que la paresse, la misère, le désir de briller, ainsi que la situation intolérable de la femme dans l'ordre social, mais une des causes les plus importantes, c'est la séduction, comme le dit Parent du Chatelet dans son ouvrage (2) *La prostitution à Paris* : « Une des causes les plus importantes de la prostitution, c'est l'abandon ou le délaissement des jeunes filles par ceux qui les ont séduites. Une foule de jeunes gens, militaires, étudiants, commis-voyageurs ou autres séduisent en province des jeunes filles, se les attachent, et par la promesse men-

(1) Lombroso, *La femme criminelle et la prostituée*.

(2) Parent du Chatelet, *La prostitution à Paris*.

songère d'un mariage, d'un établissement quelconque et par le besoin qu'elles ont de se cacher, les amènent à Paris où elles sont abandonnées et livrées à elles-mêmes. Qu'on s'imagine la position de ces malheureuses laissées dans une maison garnie, souvent même dans la rue, ne connaissant personne dans une ville comme Paris, n'ayant pas d'argent et ne pouvant paraître dans leur pays à cause de leur inconduite, ou rentrer dans leur famille qu'elles ont déshonorée et dont elles se sont attiré la haine et l'indignation. Est-il surprenant qu'une fille dans une pareille position se laisse aller aux suggestions et aux promesses de toutes les personnes qu'elles rencontrent. D'autres viennent spontanément à Paris, après une première séduction ; la capitale est pour elles un refuge où elles trouvent le moyen de dérober leur déshonneur aux yeux de leurs proches et de leurs compatriotes, une ressource contre la misère qui les menace ou les accable. »

A l'appui de cette thèse soutenue par des hommes de la valeur de ceux que nous venons de nommer, nous citerons une remarque des plus importantes. Les moralistes qui ont travaillé cette délicate question, ont constaté que presque toutes les prostituées ont été débauchées très jeunes, entre 14 et 18 ans, l'âge fatal, car à la majorité, les filles plus instruites des dangers de la séduction, se défendent mieux contre les fallacieuses promesses et songent à fonder un foyer où elles pourront vivre honnêtement et savourer les joies de l'intimité familiale... Les filles qui se prostituent après 21 ans sont rares et

elles le font dans des circonstances exceptionnelles. C'est donc à cet âge où elle n'est plus protégée par la loi (vers 16 ans) que la jeune fille est le plus exposée et qu'elle se livre au séducteur qui, l'abandonnant, en fait une prostituée.

En effet, déjà en 1835, Parent du Chatelet prouvait que la séduction amenait à la prostitution de nombreuses recrues ; la statistique qu'il donne est en effet probante, sur 5.183 filles publiques interrogées :

1.441 avaient été poussées à se prostituer par misère.

289 étaient des domestiques *séduites* et chassées.

280 étaient venues à Paris pour cacher leurs couches.

404 avaient été amenées à Paris, *séduites* et abandonnées.

1.425 étaient des concubines ayant perdu leur amant.

Plus de la moitié des filles examinées étaient donc des victimes de la séduction. Il nous a été impossible de nous procurer une statistique analogue plus récente, mais divers indices permettent de dire que cette situation ne s'est pas modifiée, mais aggravée. D'abord M. Maurice Colin, dans un remarquable rapport sur la séduction frauduleuse des mineures (1) nous dit : « L'âge de la prostituée subit une progression descendante analogue à celle que l'on observe chez les criminels : à l'assassin enfant correspond la ribaude précoce... La société ne doit plus tolérer la séduction frauduleuse des mineures...

(1) Rapport déposé le 14 novembre 1902 par M. Maurice Coline député, sur son projet de loi tendant à modifier les articles 334 et 335 du Code pénal relatifs à l'attentat à la pudeur et à l'excitation des mineures à la débauche et à faire de la séduction frauduleuse des mineures un délit.

En la réprimant on sauvera bien des innocentes victimes que le vice flétri des vieux marcheurs jette chaque année à la prostitution ». Enfin les statistiques de la préfecture de police nous permettent de voir le nombre énorme de filles mineures inscrites, en 1900 : 253 ; en 1901 : 660 ; en 1902 : 457 ; en 1903 : 303. De plus, d'après de récents ouvrages (1), il y aura à Paris, 30.000 filles insoumises, la plupart mineures et séduites (2) ;... ce sont en général, des filles très jeunes qui voudraient éviter la honte de l'inscription et les ennuis des chinoïseries administratives en continuant leur métier, elles préfèrent attendre pour se faire inscrire que la police les ait prises sur la voie publique... et c'est parmi ces prostituées honteuses d'elles-mêmes qu'il faut trouver les filles séduites qui se livrent au premier venu par nécessité, pour vivre, pour gagner leur pain et celui de leur enfant, et qui sont parfois d'une candeur et d'une naïveté étonnante. C'est envers ces malheureuses que la société devrait être pitoyable et indulgente, puisque c'est elle qui est la cause indirecte de leur lamentable situation : ne les a-t-elle pas livrées sans défense aux entreprises intéressées des professionnels de la séduction car, comme l'a dit Jules Favre : « S'il est une loi qui m'a paru la honte de l'humanité, c'est celle qui permet à l'homme de chasser celle qu'il a séduite avec le fruit de ses entrailles. »

(1) M. Proux, *La prostitution*, p. 353.

(2) Nous extrayons ces renseignements des bonnes feuilles d'un ouvrage en préparation de M. André Ignard, Avocat à la Cour d'appel de Paris, sur « la Police des mœurs ».

LA SÉDUCTION ET L'ILLÉGITIMITÉ

Le nombre des naissances illégitimes a augmenté en France d'une façon effroyable, ainsi qu'en témoignent les statistiques :

En 1801	41.635	enfants illégitimes
En 1821	68.248	»
En 1846	68,866	»
En 1870	70.415	»
En 1890	73.232	»
En 1900	75.309	»

Le coefficient des enfants illégitimes par rapport aux légitimes n'a cessé d'augmenter : c'est à partir de 1850 surtout qu'ils s'accroît avec rapidité.

En 1801.	4,82 0/0
En 1811.	6,41
En 1821.	7,54
En 1846.	7,74

Pendant les guerres du second Empire, ce coefficient reste stationnaire, mais aujourd'hui il a atteint et dépasse 9 0/0. A Paris, la proportion est beaucoup plus forte et il naît un enfant illégitime sur trois, et leur nombre augmente chaque année, à tel point qu'ils constitueront un réel danger si l'on ne prend pas des mesures pour enrayer cette marche ascendante.

En 1896, il y a eu à Paris : 41.892 naissances légitimes et 16.814 naissances illégitimes.

En 1897, 41.745 naissances légitimes et 17.221 naissances illégitimes.

En 1898, 42.063 naissances légitimes et 17.099 naissances illégitimes.

En 1899, 41.773 naissances légitimes et 16.770 naissances illégitimes.

M. Gustave Rivet (1) dans son livre sur la recherche de la paternité estime que les enfants naturels représentent actuellement $\frac{1}{14}$ de la population totale de la France. De même (2) M. Torre de Lavague, qui a étudié cette question en France et en Italie, affirme dans son ouvrage que la proportion des enfants illégitimes, qui était de 1 à 20 au commencement du siècle, s'est élevée aujourd'hui de 1 à 14. Il naîtrait d'après lui en France plus de 75.000 enfants naturels par an, dont 50.000 ne seraient pas reconnus.

Cet accroissement formidable de l'illégitimité est une tare des plus dangereuses pour une société, car ces parias sans relations, sans appui sont prêts à tout pour gagner un peu de bien-être et de considération. Il n'est donc pas inutile d'en indiquer les causes. Elles sont multiples ; on peut citer le relâchement des mœurs, le progrès des doctrines matérialistes qui font chercher ici-bas la satis-

(1) *La recherche de la paternité* par M. Gustave Rivet.

(2) Rapport de M. Julien Goujon, sur le projet de loi de M. Gustave Rivet relatif à l'admission de la recherche de la paternité.

faction de tous les désirs, l'impunité accordée aux spectacles pornographiques, la licence des livres et des photographies ; mais ici surtout la cause essentielle, c'est l'impunité de la séduction. En effet, M. Wanmacque, chef de division de statistique au ministère du commerce, a constaté que le nombre des mariages diminuait chaque année et qu'à cette diminution correspondait une augmentation caractéristique du nombre des naissances illégitimes, et plusieurs auteurs ont constaté qu'il y a en effet une corrélation directe entre la portion du célibat et celle des naissances naturelles. Ce sont les pays où il y a le moins de mariages par 1.000 habitants où il y a le plus d'enfants naturels. L'homme égoïste, sachant qu'il peut avoir une femme sans mariage et sans risques (puisque la recherche de la paternité est interdite), préfère cette union aux charges du mariage, l'union libre lui offrant tous les avantages du mariage sans les inconvénients.

Il est aisé de montrer, d'après ces statistiques, l'influence de la séduction sur l'augmentation de l'illégitimité. Une fille est séduite par un jeune homme, elle devient mère ; son amant, plus délicat que les séducteurs de profession, veut réparer partiellement le mal qu'il a causé et, sans vouloir lui accorder la réparation solennelle du mariage, il consent à vivre avec la mère et l'enfant... Il promet que cette situation n'est que provisoire et qu'à la première occasion on régularisera la situation et on légitimera l'enfant... Mais le temps passe et l'habitude étant prise, on s'effraie des formalités à remplir pour se marier

et l'on trouve plus commode de rester en dehors des lois de la société ; plus souvent encore, l'amant se lasse de sa concubine et il la laisse avec son enfant en proie à la tristesse de l'abandon, compliqué de celle de la misère... Et la fille séduite demeure avec ses enfants illégitimes, c'est-à-dire marqués d'une tache indélébile et irréparable.

Le nombre de ces ménages irréguliers s'est accru dans des proportions inquiétantes et la propagande instituée en faveur de l'union libre ne fait que l'augmenter ; aussi est-il à souhaiter que le gouvernement prenne les mesures les plus propres à enrayer ce fléau de l'illégitimité qui fournit aux ennemis de l'ordre social ses soldats les plus énergiques et les plus convaincus.

LA SÉDUCTION ET LA MORTINATALITÉ

Une des raisons les plus certaines de la dépopulation, c'est l'énorme mortinatalité infantile de notre pays. C'est en France que les enfants naissent le moins et c'est chez nous aussi qu'il y a le plus d'enfants mort-nés ou morts en bas âge. Il faut surtout l'attribuer au nombre colossal d'enfants nés hors mariage qui meurent la première année de leur naissance ; la mortalité chez les enfants naturels est quatre fois plus considérable que celle des enfants issus de justes noces (1) : elle est pour les premiers de 60 pour 100 alors que pour les seconds elle ne s'élève pas au delà de 30 pour 100. Comment s'en étonner : dans un ménage légitime, l'enfant est reçu avec joie, c'est l'espoir de la race, celui qui continuera les traditions de la famille, c'est le lien permanent entre les deux époux, c'est l'extériorisation de leur amour ; dans le ménage irrégulier, l'enfant au contraire est celui qu'on n'attendait pas, c'est la source perpétuelle de conflits entre l'amant et la maîtresse, c'est la preuve certaine de la mauvaise conduite de la mère et de la liaison du père. Aussi quelle différence dans l'accueil : l'enfant légitime est entouré de soins, choyé, gâté, surveillé ; au contraire, on ne s'oc-

(1) Rapport de M. Julien Goujon.

cupe pas de l'enfant naturel, on le laisse souvent mourir de faim, bienheureux lorsqu'on n'aide pas le hasard à vous débarrasser de ce témoin gênant et de ce tiers encombrant. Aussi on a remarqué que la plupart des infanticides sont commis sur des enfants naturels ; un 16^e seulement sur des enfants légitimes.

LA SÉDUCTION ET LA CRIMINALITÉ

D'abord, il est des crimes qui sont commis le plus souvent par des filles séduites : de ce nombre sont l'avortement et l'infanticide. Ils sont souvent la conséquence fatale d'une séduction. L'avortement, a-t-on dit avec raison, procède du suicide : la femme, en empêchant son enfant de naître, croit commettre un attentat contre elle-même, c'est-à-dire un attentat que la loi ne punit pas. Elle n'a pas encore l'exacte vision de cette existence différente de la sienne et qui a droit à la vie, elle se figure qu'elle ne cause de tort qu'à une partie d'elle-même. Ce raisonnement, qui a amené bien des acquittements, est surtout celui des filles séduites, à leur première maternité.

Ignorante des lois de la nature et encore plus des sévérités de la justice, elles subissent l'ascendant de celui qu'elles aiment et suivent ses conseils, elles n'hésitent pas à se débarrasser de ce témoin gênant, sans se douter des responsabilités qu'elles encourent ; et c'est ainsi que l'on voit de toutes jeunes femmes, encore innocentes de cœur, exposer avec cynisme leur crime, comme s'il était naturel de supprimer un enfant dont on n'a pas désiré la naissance.

A leur air rassuré on voit qu'elles sont de bonne foi et l'on comprend que le vrai coupable, c'est l'amant qui a

abusé ignoblement de la crédulité de cette jeune fille .. Plus souvent, une fille séduite est abandonnée seule dans Paris, enceinte de quelques mois ; elle se sent délaissée de tous, perdue dans cette immense ville, repoussée par celui en qui elle avait placé tous ses espoirs et toutes ses illusions ; la vue de l'avenir l'effraie, elle se sent bien le courage de gagner sa vie honnêtement pour elle seule, mais point pour deux... Est-ce bien un crime, se dit-elle d'empêcher un malheureux de naître... et affolée par cette vision d'un lamentable avenir, elle absorbe une drogue quelconque, qui la débarrassera de ce souci. Presque tous les avortements comme les infanticides (ainsi que nous l'avons vu plus haut) sont commis par des filles séduites, et il est utile de remarquer que les coupables sont toujours des filles douces et bonnes, qui auraient été incapables d'un meurtre ou d'un assassinat. Depuis longtemps, on a constaté que les départements où il y avait le moins de criminels étaient ceux où il y avait le plus d'avortements et d'infanticides. Les départements les plus moraux sont les départements où il y a le plus d'infanticides, ce qui a fait dire : que l'infanticide était le crime des populations honnêtes... Et ce paradoxe apparent est facile à justifier : pourquoi la fille se fait-elle avorter, c'est parce qu'elle craint que son enfant ne témoigne de sa faute et de son inconduite et c'est là une idée qui ne germera point dans le cerveau d'une fille vicieuse qui ne s'occupe pas de sa réputation ; c'est donc bien le crime de la fille séduite, c'est-à-dire de la fille innocente qui a été entraî-

née à se donner par une violence morale qui a eu raison des dernières résistances de la vertu et de la prudence.

Si c'est un crime, ce qui est incontestable, est-il bien sûr que le véritable coupable soit la fille séduite ? Avec le jury nous croyons que non. De nombreux acquittements l'ont prouvé ; la justice du peuple, toujours clairvoyante, comprend que notre loi est injuste et mal faite ; elle amène sur le banc d'infamie celle qui a eu tous les ennuis, qui a couru tous les dangers et elle laisse libre celui qui a eu tous les plaisirs et ne veut point en assumer la responsabilité. Le véritable coupable, c'est le séducteur ; il est la cause déterminante, quand il n'est pas le complice, et malgré cela il peut aller la tête haute, comme un conquérant, fier des victoires à la Pyrrhus qu'il a remportées sur un ennemi incapable de se défendre, sur une victime que sa misère et sa détresse morale mettaient à sa discrétion. Et c'est pourquoi on ne saurait trop louer les juges qui acquittent ces malheureuses filles, coupables seulement d'avoir eu trop de confiance dans l'homme qu'elles aimaient, trop de naïveté dans l'âme et trop d'illusions dans le cœur !

Tels sont les rapports directs de la séduction et de la criminalité, mais il en est d'indirects qui ont une importance capitale. La séduction qui est la pourvoyeuse de la prostitution est aussi celle du crime. En effet, la séduction, ainsi que nous l'avons démontré, est la principale cause de l'augmentation des naissances illégitimes et un nombre considérable de criminels sont des enfants

naturels. Abandonnés de tous, ils essaient pendant un temps de gagner honnêtement leur vie ; mais avec l'âpre combat du *struggle for life*, il est rare qu'ils réussissent à se tirer d'affaire ; aussi, vers l'âge de 18 ans, ils sont tentés par l'existence vagabonde des malfaiteurs, ils ne tardent pas à entrer dans une bande et finissent par s'asseoir sur les bancs de la Cour d'assises. Et dans cette vocation trop fréquente chez ces enfants du plaisir, il y a « comme une vengeance contre la société qui n'a pas su les empêcher de naître et de souffrir ». De là le nombre formidable de criminels, enfants naturels. Dans un précédent paragraphe, nous avons dit l'accroissement effrayant des naissances illégitimes ; il est curieux de constater qu'il correspond à un accroissement de l'armée du crime ! En 50 ans, de 1831 à 1881, le nombre des prévenus de droit commun âgés de 16 à 20 ans a quadruplé, passant de 5.933 à 20.480, et celui des prévenus s'est aussi élevé de 1.046 à 2.839. On ne saurait trop déplorer l'augmentation constante de ces criminels-enfants. Mais d'où viennent donc ces malfaiteurs déjà endurcis et souvent dépravés ? « Beaucoup doivent leur misère et leurs vices à celui qui les a jetés sur le pavé ; délaissés par le père, ils ont vu leur mère découragée demander des ressources au dévergondage ou à la prostitution, ou bien ils ont échappé à sa surveillance fatalement impuissante, et les voilà devenus de francs mauvais sujets, d'autant plus disposés à ne rien ménager qu'ils ont été eux-mêmes plus

cruellement traités. » Il est à remarquer en effet (1) que le gros de l'armée révolutionnaire est formé par des hommes aigris contre la société, qui sont le plus souvent des enfants naturels. Pendant la Commune de Paris, on a constaté que les plus ardents et les plus farouches agitateurs étaient des enfants illégitimes.

Pour montrer les rapports de l'illégitimité et de la criminalité, M. Abel Poujol a fait un curieux rapprochement de statistique pour l'année 1894 : il a relevé les six départements (Seine exceptée) qui présentent le plus de naissances illégitimes, il a fait le même relevé au point de vue criminel et il a constaté que ces six mêmes départements étaient ceux où l'on avait déjà déféré le plus de criminels aux tribunaux correctionnels. A la contre-épreuve, les douze départements qui avaient fourni le plus faible contingent de naissances illégitimes figuraient en tête de la liste de ceux qui avaient fourni le plus petit nombre de criminels. Sans attribuer plus d'importance qu'il ne faut à cette constatation, qui peut n'être qu'une coïncidence, il faut se rappeler que « la statistique si elle n'est pas une science est le commencement de toutes les sciences » et qu'en criminologie surtout elle est d'un précieux secours. Nous pouvons donc dire que nos lois, trop favorables au séducteur, deviennent indirectement complices du nombre de criminels que, par son abandon, il arme contre la société.

(1) Rapport de M. Julien Goujon, *id.*

LA SÉDUCTION ET LA VIE SOCIALE

La famille est une des bases les plus solides de la société, elle est donc intéressée à voir tous ses membres fonder un foyer. Or la séduction amène peu à peu l'union libre qui fait vivre deux êtres hors la loi et les empêche de régulariser leur situation ; de ce fait elle jette déjà un élément de perturbation dans l'ordre social. Mais il en est un autre beaucoup plus grave et qui a attiré l'attention de tous les moralistes : la loi, en assurant l'impunité au séducteur, se fait la complice de l'homme riche ; elle livre sans défense la fille pauvre à ses désirs et à ses passions, elle permet la spéculation sur la misère ; ceux qui abusent de cette tolérance, ce sont surtout ceux ou celles dont le métier est de fournir un aliment aux passions les plus basses et les plus viles. La loi se fait la complice des proxénètes (1) en ne punissant pas la séduction, elle livre à leur commerce toutes les jeunes filles de 16 à 21 ans, lorsque leur éducation ou leur fortune ne les met pas à l'abri de leurs tentations et de leurs promesses. « Dans quel milieu, en effet, se recrutent les filles séduites, les filles-mères ? le plus souvent dans les classes inférieures de la société.

(1) Voir rapport de M. Villermé sur la condition des ouvriers.

Ce sont des jeunes filles exposées dès l'âge le plus tendre à tous les dangers du travail en commun, aux champs et à la ville ; elles se recrutent aussi parmi les ouvrières, parmi les orphelines qu'un travail de couture fait vivre péniblement dans une mansarde étroite et qui accueillent l'amour comme un rayon de soleil » (1). A ces pauvres filles mal habillées, mal nourries, on fait espérer des fortunes énormes, on leur montre les grandes courtisanes arrivées et on leur dit : « Confiez-vous à moi et avant deux ans vous aurez, comme elles, chevaux, hôtel et voiture », et, profitant de l'espoir que fait naître en leurs cœurs cette promesse, on les envoie vers l'esclavage le plus dégradant. Ces faits sont attestés par les écrivains les plus sérieux, Legouvé dans son *Histoire morale des femmes* (2) s'écrie : « Tous les penseurs qui percent cette légère couche de décence, dont la police recouvre notre société, reculent épouvantés comme s'ils pénétraient dans un vaste lupanar. Economistes, statisticiens sont unanimes, la dépravation y apparaît sous toutes ses formes, patente, clandestine, intermittente, éternelle. Des manufacturiers séduisent leurs travailleuses, des chefs d'atelier chassent des jeunes filles qui ne veulent pas s'abandonner à eux, des maîtres corrompent leurs servantes... Dans tous les centres d'industrie, à Reims (3), à Lille, il se trouve des compagnies organisées pour le

(1) Rapport de M. Julien Goujon.

(2) Legouvé, *Histoire morale des femmes*, p. 70.

(3) Villermé, *Condition des ouvriers*, t. 1.

recrutement des maisons de débauche de Paris ; des proxénètes, postées à l'entrée des manufactures, guettent le temps du chômage et de la faim, les jours de désespoir et de maladie et, le pacte une fois fait avec la misère, elles expédient leur marchandise humaine vers la capitale. Dans l'intérieur des usines même dépravation, d'infâmes vieilles femmes assises auprès des plus jeunes s'étudient, tout en travaillant avec elles, à les éclairer sur le prix de leur beauté, leur en enseignent l'usage, les font rougir de leur candeur et la jeune fille se hâte de se déshonorer, puis de s'en vanter, pour échapper ainsi aux sarcasmes tout en satisfaisant ses passions attisées. Dans les hôpitaux même, au chevet des ouvrières pauvres, se glissent de hideuses habituées des prisons et des hospices qui escomptent à la convalescente sa santé qui revient, sa beauté qui renaît et l'achètent d'avance pour cinq ou six francs par semaine, pour la revendre ensuite à prix d'or. »

Jules Simon, dans *l'Ouvrière*, a aussi montré la difficulté énorme pour une fille pauvre à ne pas se laisser séduire par les brillantes promesses que l'on fait miroiter à ses yeux. Mal défendue par une éducation incomplète et le plus souvent sans base morale, corrompue par des lectures pornographiques et des spectacles immoraux, la jeune ouvrière est une proie bien facile sur laquelle se ruent les passions inassouvies des uns et les spéculations inavouables des autres. Pour défendre cette victime, que fait la loi ? Rien, elle se désintéresse de la question et cependant elle est vitale, car le pays est in-

téressé au premier chef à voir ces jeunes filles innocentes devenir d'excellentes mères de famille au lieu de les voir grossir les bataillons de plus en plus compacts des prostituées de bas étage. Tolérer plus longtemps un tel état de fait ce serait encourager de propos délibéré la plus honteuse de toutes les spéculations : la spéculation sur la misère ; ce serait encourager la prostitution, qui ruine la santé du corps et de l'âme, qui détruit les familles et sème la perturbation dans l'ordre social, c'est « livrer la moitié de la nation aux vices de l'autre », et il nous apparaît que, dans un temps où l'on se targue à grands fracas d'aimer les petits et les humbles, de vouloir établir partout la fraternité, d'instituer l'égalité, de rendre meilleure la condition de l'ouvrier et de donner à tous la liberté, on devrait d'abord s'occuper de réprimer la séduction, de punir le séducteur et de rendre ainsi à l'ouvrier le signalé service de préserver sa femme et sa fille de la corruption et de lui donner avec la santé morale, le bonheur du devoir accompli.

LA SÉDUCTION DEVANT L'OPINION

Quid proficiunt leges sine moribus, à quoi servent les lois sans les mœurs, à quoi sert-il de réformer les lois si l'on ne réforme les mœurs. jamais cette pensée énonçant l'impuissance du législateur à changer les manières d'être d'un peuple n'a été plus vraie qu'à propos de la séduction. Avant, en effet, de voter les lois qui s'imposent et dont nous parlerons dans le chapitre : la Réforme, il faudrait réformer l'opinion publique et montrer le séducteur sous son véritable jour, c'est-à-dire comme un malfaiteur qui, embusqué derrière la protection inconsciente de la loi, cherche à ravir l'honneur des jeunes filles, c'est-à-dire ce que la morale, la conscience et leurs intérêts bien compris leur ordonnent de considérer comme le premier des biens. C'est malheureusement l'inverse qui se produit, l'opinion, comme toujours, est avec les forts contre les faibles, elle n'a pas assez de rigueur pour accabler la fille séduite, pour traiter un simple abandon passager ou une faute unique comme un dévergondage habituel ; la plus petite inconséquence est vite qualifiée crime, et une fois la séduction consommée, quand la pauvre fille est délaissée avec la charge de son enfant, loin de l'aider et de la consoler, l'opinion la flétrit avec violence comme une femme perdue de vices ; on ne songe pas à lui accorder des cir-

constances atténuantes ; on ne pense pas qu'elle est à l'âge de la jeunesse, de la passion, que ce cœur vierge et innocent s'est laissé prendre au délicieux mirage de l'amour : c'est le moment où toutes les illusions abondent dans notre âme et que notre imagination nous fait prendre trop facilement nos désirs pour des réalités ; on oublie que la richesse exerce sur les filles pauvres une attraction inouïe, car elles en saisissent les charmes sans en apercevoir les nombreux ennuis et les troublantes responsabilités ; qu'en conséquence, il est aisé de les tromper et de leur faire abandonner la proie pour l'ombre ; on oublie aussi que la misère est mauvaise conseillère et que l'on est bien près de tout sacrifier au besoin de vivre quand le pain manque au foyer ; on oublie enfin surtout que jamais la fille ne se serait donnée si le séducteur n'était venu la tenter et lui promettre dolosivement mille et une merveilles qu'il ne tiendra pas, il n'y a pas d'effets sans cause, et la cause ici c'est le séducteur. Malgré cela c'est à la femme que reviennent toutes les charges, toutes les responsabilités et tous les risques ; au séducteur tous les plaisirs, et quand cette union porte des fruits, quand apparaît la conséquence de cette liaison, l'homme s'efface, disparaît ; en présence d'une semblable lâcheté, l'opinion devrait s'émouvoir en faveur de la femme, il n'en est rien ; elle s'émeut, mais pour le séducteur ; à lui toute la gloire, tout l'honneur ; pour elle, la honte, le déshonneur et le mépris. Il y a vraiment là une disproportion injuste au premier chef, et l'on peut dire que l'opinion se

fait ici complice de l'iniquité de la loi, et c'est cet accord qui explique pourquoi on n'a point encore songé à introduire dans le Code le mot séduction et à punir le séducteur.

Réformer l'opinion au sujet de ce crime est la première réforme, et c'est contre l'appréciation dangereuse du monde que se sont élevés avec véhémence tous les auteurs qui ont écrit sur la séduction. M. Millet, dans son remarquable ouvrage (1) sur ce sujet, s'écrie : « Quant au séducteur, loin de le traiter comme un coupable et un lâche, on l'exalte comme un vainqueur. Il marche le front haut. Il se pavane dans les salons, il énumère ses conquêtes. Pour lui la virginité est une fleur qu'il se vante d'avoir cueillie ; pour lui comme pour un grand nombre d'hommes, la séduction est un succès galant, et au jeu de l'amour une fille n'est qu'un hochet. » Nous ne saurions mieux démontrer l'antinomie qui existe entre les jugements de l'opinion et les faits qu'en citant le remarquable tableau qu'en fait un moraliste du siècle dernier (2) : « Si l'on vous disait qu'il existe un pays où la chasteté est mise à si haut prix pour les femmes qu'on l'appelle leur honneur ; si l'on vous disait que la perte de cette vertu, anéantissant, ce semble, toutes les autres aux yeux du monde, flétrit non seulement la coupable, mais sa famille, et que l'on a vu des filles tuées par leur père, rien que pour cette faute ; si l'on ajoutait que cette faute lorsque

(1) Millet, *De la séduction*, p. 111.

(2) Legouvé, *Histoire morale des femmes*.

la femme est mariée, la conduit devant les tribunaux ; lorsque la femme est servante, la fait chasser de sa place ; lorsque la femme est ouvrière, l'exile souvent de sa manufacture ; lorsque la femme est riche, la condamne au célibat ; car l'homme qui l'épouserait serait accusé à son tour de se vendre lui-même ; si l'on nous disait de plus que, dans cette contrée, les femmes sont jugées si légères d'esprit et si faibles de caractère qu'elle restent mineures pendant tout le temps de leur mariage, si l'on nous apprenait que chez ce peuple, la jeunesse des hommes n'a qu'un but, ravir cette vertu aux femmes ; que tous, pauvres et riches, beaux et laids, nobles et roturiers, jeunes et vieux, poussés ceux-ci par l'ardeur des sens, ceux-là par l'ennui, d'autres par la vanité, se précipitent à la poursuite de cette vertu comme des limiers sur une bête de chasse ; qu'enfin, par un contraste bizarre, le même monde, qui accable d'anathèmes les femmes lorsqu'elles succombent, élève sur le pavois, ceux qui les font succomber et honore leur succès du nom réservé aux actions les plus glorieuses : le nom de conquête, et si l'on nous demandait de préjuger la loi de ce pays nous dirions : le législateur n'aura eu qu'une pensée, défendre la femme contre l'homme et contre elle-même ; voyant d'un côté tant de périls, tant de faiblesse et tant de souffrances expiatriques ; de l'autre tant de puissance et d'impunité, il se jettera entre le corrupteur et sa victime ; armé pour ceux qui sont désarmés, il rétablira énergiquement les droits de la justice et de la pudeur ;

toute fille séduite sera punie ; mais tout séducteur le sera deux fois plus ; car il a fait le mal et il le fait faire. » Nous avons vu qu'il n'en était rien et que la loi se montrait indifférente à la triste situation de la fille séduite, il nous semble que cette situation a trop duré, aussi réclamons-nous, dans le chapitre suivant : la Réforme, des mesures qui sauvegardent l'honneur de la femme et soutiennent sa faiblesse sans donner lieu à des chantages et à des scandales qui compromettraient cette œuvre de justice et d'humanité.

LA RÉFORME

La législation actuelle laisse la fille séduite absolument désarmée en présence de son séducteur ; seule la pratique, c'est-à-dire la jurisprudence, a remédié à cette grave lacune, en lui accordant des dommages-intérêts. N'y aurait-il pas lieu de sanctionner légalement cette tendance et de compléter la loi ? Telle est la question que nous allons étudier ; mais pour que la femme soit efficacement protégée, pour que l'homme égoïste ne puisse point lui laisser toutes les charges après avoir eu tous les plaisirs, il faudrait que la réforme comprenne trois termes ; au point de vue civil : 1^o) extension de la recherche de la paternité aux cas non douteux de rapt, enlèvement, viol et de séduction frauduleuse ; 2^o) sanction légale de la répression de la séduction par des peines pécuniaires ; enfin au point de vue criminel, répression de la séduction frauduleuse, uniquement dans les cas de séduction de mineures. Nous allons étudier successivement ces trois questions, mais pour celle de la recherche de la paternité, le cadre nécessairement restreint de cette étude ne nous permettant pas de l'envisager assez longuement, nous exposerons le plus rapidement possible cette intéressante question qui demanderait un travail spécial.

RECHERCHE DE LA PATERNITÉ

Il est peu de questions qui aient été aussi étudiées et qui aient autant intéressé l'opinion publique. Après une longue discussion, les rédacteurs du Code, grâce à l'intervention de Napoléon, se déclarèrent hostiles à la recherche. Eurent-ils tort ou raison, les avis sont partagés, mais aujourd'hui un mouvement très net se dessine en faveur de la recherche, ainsi qu'en témoignent les nombreux projets de loi déposés à ce sujet sur les bureaux de la Chambre. Nous pensons que les rédacteurs du Code écoutèrent trop les suggestions de leur égoïsme d'homme, mais nous croyons qu'admettre la recherche *in infinitum*, c'est céder aux exigences d'un féminisme par trop sentimental. Comme toujours la vérité se trouve dans un juste milieu, également éloigné des sentiments intéressés de l'homme et des réclamations exagérées des femmes. Mais avant d'exposer le système qui nous semble résoudre ce difficile problème, de satisfaire les uns et les autres, exposons rapidement les raisons qui poussèrent les législateurs du Code à repousser la recherche de la paternité, et en combattant ces arguments, la nécessité d'une solution mixte apparaîtra nettement.

1^o) *Amélioration des mœurs*. — Les rédacteurs du Code ont pensé qu'en interdisant les poursuites en recherche

de la paternité, ils établissaient une règle qui aurait pour résultat d'imposer aux femmes plus de retenue et serait de nature à exercer la plus heureuse influence sur l'amélioration des mœurs ; en leur rendant la chute plus dangereuse, ils ont espéré qu'ils la rendraient moins fréquente. « Ils ont traité la femme ainsi qu'elle doit l'être, comme une personne de raison et de prévision, parfaitement en état de calculer d'avance les conséquences fatales de sa chute (1). » Cette raison nous semble plutôt paradoxale, il est extrêmement douteux que cet article ait donné plus de retenue aux femmes, et il est sûr qu'il a donné aux hommes plus d'assurance et plus d'audace, puisqu'il les débarrasse de toute responsabilité dans leurs exploits amoureux.

2^o) *Crainte des scandales.* — La recherche de la paternité, qui était admise sous l'ancien régime, amena, paraît-il, de grands scandales, telle était du moins l'opinion que l'on professait vers le début du xix^e siècle. Il faut reconnaître que l'histoire nous narre bien rarement ces prétendus scandales, et enfin l'on peut s'étonner à juste titre que ni les cahiers du clergé, ni ceux de la noblesse, ni ceux du tiers état ne réclament l'abolition de la recherche de la paternité ; aussi est-on assez autorisé à croire que ce motif était plus imaginaire que réel. Il faut cependant reconnaître que cet argument a de la valeur ; les femmes ont une faculté de dissimulation redoutable, et on n'en

(1) Rapport sur le projet de loi admettant la recherche de la paternité (Sénat, Rapport de M. Cazot).

finirait plus de narrer les stratagèmes qu'inventeraient certaines d'entre elles, d'autant plus dangereuses qu'elles cachent, sous les apparences de l'honnêteté et de l'attachement les plus sincères, les habitudes et les vices des pires courtisanes. « Ces prétendues victimes s'entendent à merveille à exploiter les familiarités les plus innocentes et à déshonorer les citoyens les plus estimés ; elles cherchent plus souvent un bailleur de fonds pour elles-mêmes qu'un père pour leur enfant(1). » Il est, en effet, certain que beaucoup de femmes ou jeunes filles sans fortune trouveraient là un encouragement à se donner à des hommes fortunés dans l'espoir de les obliger à reconnaître l'enfant, ce qui leur permettrait de jouir jusqu'à 21 ans d'une rente ou à les épouser, ce qui leur donnerait une vie large et aisée. On peut répondre que cet argument a perdu de son importance : en effet, des lois nouvelles n'ont pas craint d'exposer au grand jour du tribunal les tares cachées des familles ou les ignominies de la vie privée, et dans le cas de recherche de paternité, le scandale ne serait pas plus grand que pour un procès en séparation, en divorce ou en désaveu.

Impossibilité de la preuve. — C'était là l'*ultima ratio*, la raison convaincante. En effet, en général, il y a deux sortes de preuves : la preuve matérielle ou directe et la preuve morale ou indirecte. La première est la constatation brutale d'un fait, qui donne la certitude absolue ; la

(1) Julien Goujon, Rapport sur le projet de recherche de la paternité, présenté par M. Rivet à la Chambre des députés.

seconde est une série de raisonnements et de déductions dont le magistrat doit apprécier la valeur.

Or, pour démontrer la paternité, il suffit de prouver que tel homme a eu des relations avec telle femme, que le moment de la conception se place à cette époque et enfin que cette femme lui est restée fidèle. Il y a donc quasi-impossibilité dans les cas ordinaires d'avoir une preuve matérielle, emportant la conviction unanime, et quant aux preuves morales, il serait imprudent de les invoquer pour une question aussi délicate. Les progrès de la science n'ont pas révolutionné ce domaine et le phénomène de la conception reste aussi mystérieux. Dans certaines situations seulement la certitude existe, c'est alors que nous réclamons l'admission de la recherche de la paternité. D'abord, en cas de rapt ou enlèvement, le Code accorde alors le droit exceptionnel à la recherche ; il faudrait y ajouter le viol et la séduction, mais point la séduction ordinaire, mais la séduction caractérisée par des manœuvres dolosives ou abus d'autorité, et dans ces cas, il sera aisé d'établir la fidélité de la fille séduite ; c'est à ces trois cas seulement qu'il faudrait étendre la recherche de la paternité. Nous allons passer en revue les différents projets récents et voir s'ils répondent à nos idées.

Nous examinerons uniquement les projets déposés depuis la troisième République : le premier que nous trouvons est signé de MM. Bérenger, de Belcastel, Foucher

de Careil et Schelcher, sénateurs, le 17 février 1878 (1). Ce projet vint en discussion le 10 décembre 1883 et M. de Gavardie (2), sénateur, déposa un contre-projet, presque analogue au projet. Dans cette proposition, très modérée et très étudiée, les auteurs réclamaient uniquement l'extension de la recherche aux cas exceptionnels par nous indiqués et dont nous donnerons le texte plus loin (3).

Le 26 mai 1889, proposition de loi de M. Gustave Rivet, député, renouvelée le 10 juin 1890 et le 9 juillet 1895 (4). L'auteur, qui s'est spécialisé dans cette importante question, est pour l'admission absolue de la recherche de la paternité et dépose projets sur projets dans l'espoir de la faire adopter. Grâce à son insistance une commission est nommée pour étudier la question. M. Julien Goujon est nommé rapporteur de ce projet de loi, et, d'accord avec ses collègues, il repousse les exagérations de M. Gustave Rivet et dépose au nom de la commission un remarquable rapport (17 juin 1897) (5) ainsi qu'un projet de loi inspiré de la proposition de MM. Bérenger, de Belcastel, etc. C'est une sorte de transaction entre le système du Code et celui que proposait M. Gustave Rivet. Ce projet nous semble satisfaire les intérêts de la femme et ceux de la

(1) *Officiel, débats parlementaires*, p. 1649.

(2) *Officiel, débats parlementaires*, p. 1419 et 1449.

(3) *Officiel*, 1883. *Impressions parlementaires*, n° 1935. — 1890, n° 650 ; 1895, n° 1434.

(4) Rapport de M. Julien Goujon qui s'est inspiré du projet de loi de MM. Bérenger, de Belcastel, etc.

(5) *Impressions parlementaires*, 1897, n° 2524.

justice, tout en écartant les dangers de chantage et de scandales justement redoutés.

Le 7 décembre 1900, M. Gustave Rivet (1) dépose encore un projet sur la recherche de la paternité. Le 24 décembre de la même année, M. Viviani (2) en dépose un autre. Il y préconise les mêmes idées que M. Rivet, mais il a soin de consacrer un alinéa à la séduction qu'il rattache ainsi sans apparente utilité à la recherche de la paternité. C'est l'article 7 du projet. « La mère pourra, en tout état de cause, exercer contre le séducteur l'action tirée de l'article 1382 du Code civil ; cette action pourra être exercée soit séparément, soit subsidiairement à l'action en recherche de paternité. Cette action naît en la personne de la mère et le décès de l'enfant ne la fait point disparaître. Cette action sera soumise pour l'exercice, pour l'administration de la preuve, pour la capacité juridique de la fille mineure, pour la prescription, aux conditions fixées par la présente loi. » Ce projet, fort complet, énumère les deux réformes nécessaires : répression de la séduction et adoption de la recherche de la paternité, mais il est trop radical et ne sait pas borner l'admission de la recherche aux cas où la preuve est possible. Dans le même ordre d'idées, M. Marcel Sembat a déposé un projet de loi, le 2 juillet 1903 ; c'est le plus récent ; à notre avis, il présente l'inconvénient d'être trop favorable à la femme et de rendre possibles les chantages les plus éhontés.

(1) *Ibid.*, 1900, n° 2011.

(2) *Ibid.*, 1900, n° 2078.

Ainsi donc parmi ces projets dont les parlementaires sont les auteurs, seul celui de M. Julien Goujon nous satisfait et semble répondre aux idées de justice que nous avons soutenues, nous l'étudierons donc plus longuement. Mais nous ne pouvons passer sous silence le projet dont M. Millet se déclare partisan dans son remarquable ouvrage sur la séduction (1). Comme il est à peu près analogue à celui que nous allons analyser, nous nous contentons d'en donner la teneur.

Projet de M. Millet. — Nouvel article 340. — La recherche de la paternité est interdite sauf dans les circonstances suivantes : 1^o) dans le cas d'enlèvement avec ou sans violence, lorsque l'époque de l'enlèvement coïncidera avec celle de la conception ; 2^o) dans le cas de viol, lorsque l'époque du viol coïncidera avec celle de la conception ; 3^o) dans le cas de séduction frauduleuse d'une mineure, lorsque l'époque de la conception coïncidera avec celle de la séduction. Dans ces trois cas, le coupable pourra, sur demande des parties intéressées, être déclaré père de l'enfant, 4^o) Lorsqu'un homme aura eu des relations intimes avec une fille ou une veuve mineure ou majeure, la recherche de la paternité pourra être admise exceptionnellement, s'il y a un commencement de preuve par écrit émanant du prétendu père et s'il existe en faveur de l'enfant naturel une possession d'état. L'inconvénient de ce projet réside surtout dans le 4^o alinéa : en quoi consistera le

(1) Millet, *De la séduction*, Paris, 1876.

commencement de preuve par écrit... ? En lettres, dit M. Millet, où le père offrira de payer les frais d'accouchement. Il est évident qu'admettre cette solution, c'est restreindre considérablement la réforme, car la paternité étant incertaine, les séducteurs se garderont bien de la croire certaine, en commettant l'imprudence de promettre *par écrit* d'accorder une somme d'argent. Cette situation se trouvera donc réduite à des cas exceptionnels ou la passion fera oublier à l'homme la plus élémentaire prudence. Quant à la possession d'état, elle consiste, pour M. Millet, en soins donnés à titre de père : comment distinguer les soins donnés à titre de père, de ceux donnés à titre de parent ou d'ami ? l'auteur ne solutionne pas cette délicate question, aussi nous semble-t-il préférable d'adopter le projet de M. Julien Goujon, présenté au nom de la commission chargée d'examiner le projet de M. Gustave Rivet relatif à la recherche de la paternité.

Projet de M. Julien Goujon, député, déposé le 17 juin 1897 sur les bureaux de la Chambre des députés.

PROPOSITION DE LOI.

L'article 340 du Code civil est modifié ainsi qu'il suit :

Art. 1^{er}. — La recherche de la paternité est interdite. cependant la paternité hors mariage peut être *judiciairement* déclarée :

1^o) Dans le cas de rapt, d'enlèvement ou de viol, lorsque l'époque du rapt ou du viol légalement constatée se rapportera à celle de la conception.

2°) Dans le cas de séduction accomplie à l'aide de manœuvres dolosives, abus d'autorité, promesses de mariage ou fiançailles à une époque contemporaine de la conception et s'il existe un commencement de preuve par écrit susceptible de rendre admissible la preuve par témoins.

Art. 2. — L'action en recherche de paternité est également recevable : 1°) S'il existe des lettres missives ou quelqu'autre écrit privé signé par le père prétendu et desquels il résulte un aveu non équivoque de paternité au profit de l'enfant.

2°) S'il y a cohabitation notoire entre le père prétendu et la mère pendant la période de la conception et s'il est établi que le père prétendu a pourvu à l'entretien et à l'éducation de l'enfant.

Art. 3. — L'action en recherche de paternité ne sera pas recevable s'il est établi que, 1° pendant la période légale de la conception, la mère a eu commerce avec un autre individu ou si elle est d'une inconduite notoire.

2° Si le défendeur était lui-même dans l'impossibilité physique d'être le père de l'enfant.

3° Si le père prétendu était marié à l'époque de la conception.

Art. 4. — La mère ne pourra exercer contre son séducteur en son propre nom que l'action en indemnité basée sur l'article 1382.

Ce projet transactionnel nous semble satisfaire à la fois la justice et présenter les légitimes précautions qui empêcheront les femmes de spéculer sur leur déshon-

neur. Il n'exagère pas l'extension de l'action en recherche de paternité et sait garder une juste mesure. Au cas d'enlèvement, déjà admis dans le Code civil, il ajoute celui du viol, qui est un enlèvement aggravé par la violence. On s'étonne que le législateur du Code, en admettant l'exception pour le rapt n'ait pas songé à y joindre le viol, car dans le cas d'enlèvement le rapprochement sexuel est seulement probable et non certain ; dans le viol, au contraire, il est un élément nécessaire du crime. A ces cas, il ajoute ceux de séduction accomplie à l'aide de manœuvres dolosives, abus d'autorité, promesses de mariage ou fiançailles, c'est-à-dire qu'après la violence physique, il faut envisager la violence morale, beaucoup plus fréquente et qui jusqu'ici avait échappé à l'attention du législateur. Mais les auteurs du projet ont voulu aussi, avec juste raison, permettre à la concubine de faire déclarer son amant père de l'enfant ; cette mesure que l'on pourrait combattre en disant que reconnaître le concubinat, même indirectement, c'est porter atteinte au mariage, peut se justifier par des raisons de justice ; en effet, si la cohabitation a été notoire pendant toute l'époque de la conception, l'incertitude de la paternité, se change en quasi-certitude, et puisque l'homme n'a pas craint de perdre à tout jamais la réputation de sa compagne, il serait injuste, de lui permettre de s'éloigner à l'heure où vont commencer les ennuis et les responsabilités. Du reste, M. Julien Goujon, dans l'article 3, se rappelant les scandales de l'ancien

régime, prend soin de limiter l'exercice de l'action à des cas nettement déterminés ; il signale les fins de non-recevoir que le prétendu père pourra opposer à l'action en paternité ; lorsque la femme aura eu pendant l'époque de la conception des relations intimes avec un autre que le père ; lorsque la mère sera d'une inconduite notoire (et de ce fait, il éloigne toutes les demi-courtisanes qui auraient pu spéculer sur leurs vices et faire chanter des hommes honorables, coupables seulement d'un moment d'oubli), lorsque l'homme sera dans l'impossibilité physique d'être père. Enfin, pour éviter des scandales qui jetteraient la perturbation dans les ménages et le trouble dans les familles, il interdit l'exercice de l'action contre les personnes mariées.

Ce projet nous semble le meilleur de tous ceux que nous avons rapidement examinés ; il serait à souhaiter que la Chambre le prit en considération et qu'il soit voté. Ce serait un grand pas dans la voie de la répression de la séduction.

PROJETS DE LOI SUR LA SÉDUCTION

Faut-il comprendre la séduction parmi les délits civils et sanctionner légalement l'application de l'article 1382 au séducteur ou s'en tenir à la jurisprudence actuelle qui accorde des dommages-intérêts ? La question est délicate et mérite d'être étudiée avec attention, car si l'introduction d'une action civile basée sur la séduction présente de grands avantages, elle offre aussi des inconvénients considérables qui ont jusqu'ici arrêté les efforts des réformateurs ; nous allons tâcher de répondre à ces objections.

Objections à la réforme. — Tout d'abord, dit-on, sanctionner légalement cette action, ce serait accorder une prime à la débauche des jeunes filles pauvres... Si nous les jugeons pour la plupart trop sincères dans l'amour et trop innocentes pour se livrer à de semblables calculs, la triste expérience des siècles passés nous montre que trop souvent hélas ! elles trouvent près d'elles d'indignes personnes pour leur apprendre que leur beauté est un capital donné par la nature et qu'elles auraient tort de laisser improductif et de ne point monnayer pendant leur jeunesse... Si ces calculs se pratiquent déjà sur une grande échelle, ainsi que nous l'apprend chaque jour la chronique judiciaire, qu'en serait-il si la séduction donnait toujours lieu à des dommages-intérêts ? On verrait des

filles sans vergogne offrir leur charme et leur grâce en appât aux désirs déréglés des hommes riches dans l'espoir d'obtenir d'eux une petite rente soit par crainte du scandale, comme aujourd'hui, soit par la menace d'un procès comme demain ; on verrait des jeunes filles sans dot essayer de s'en constituer une en se prostituant à des hommes fortunés pour pouvoir ensuite prendre un époux de leur choix. En un mot, cette loi favoriserait les chantages les plus éhontés et exposerait une foule d'hommes honorables à des réclamations injustes. A cela on répond que les magistrats ne s'occuperont point des filles tombées au dernier degré de l'abjection et sauront distinguer avec leur sagacité coutumière les justes demandes de celles qui seraient inspirées par une scandaleuse exploitation de l'honneur des jeunes filles. On peut répondre aussi que la liberté exagérée laissée aux hommes est pour eux un encouragement à la débauche ; en s'attaquant à la vertu des femmes, ils n'ont rien à perdre et tout à gagner ; aussi redoublent-ils d'audace ; s'ils étaient sûrs de se voir condamner à payer des dommages-intérêts à leurs victimes, peut-être mettraient-ils moins d'ardeur à les séduire.

2°) D'autres personnes réclament au nom de la liberté ; mais, disent-elles, vous allez punir l'accord de deux volontés libres, vous allez porter une atteinte grave à la liberté individuelle. C'est une erreur excusable, mais facile à redresser ; non les volontés ne sont pas *également libres*, l'homme qui attaque à tout pour lui, l'expé-

rience, la force, l'audace ; la femme, au contraire, qui doit se défendre, a toutes les illusions de la jeunesse et ne voit l'amour qu'à travers les rêves enchantés des poètes ou des romanciers ; de plus la liberté dont jouit l'homme, lui donne une habitude de la femme qui lui fait connaître ses faiblesses et lui permet de la séduire en exploitant son excessive sentimentalité. Il appartient donc à la loi de corriger cette inégalité en protégeant plus efficacement la jeune fille.

3^o) Enfin la raison qui a déterminé les auteurs du Code à ne pas mentionner la séduction, nous est exposée par le rapporteur du Code pénal de 1791 : « Nous avons pensé que lorsqu'il s'agit d'une jeune fille de seize ans, la séduction, que la nature n'avait pas mise au nombre des crimes, ne pouvait y être placée par la société. Il est si difficile, à cette époque de la vie, où la précocité du sexe s'ajoute à une excessive sensibilité, de démêler l'effet de la séduction, de l'abandon volontaire. Quand les atteintes portées au cœur peuvent être réciproques, comment distinguer le trait qui l'a blessé ? Comment reconnaître l'agresseur dans un combat où le vainqueur est moins ennemi que complice. » Cet argument qui n'a rien de psychologique et qui résoud avec un aimable scepticisme une aussi importante question, a convaincu les hommes les plus remarquables du siècle dernier. C'est ainsi que Brunetière nous dit : « Il restera toujours vrai que l'on n'a jamais vu l'or aller de lui-même se placer sous la main du voleur, ni jamais celui qu'on imite en

écriture publique ou privée diriger la main du faussaire. Ni l'or n'est curieux de savoir ce que c'est que d'être volé, ni le seing d'un banquier de savoir ce que c'est que d'être contrefait. En revanche on a souvent vu des filles trop curieuses de cesser de l'être. » Mais, malgré son adhésion aux principes du rapporteur du Code pénal de 1791, il reconnaît la nécessité d'une protection plus grande : « Mais puisque le Code pénal punit des travaux forcés à temps l'enlèvement ou le détournement de toute fille âgée de moins de 16 ans, qu'est-il besoin d'autre chose que de couvrir de la protection de cet article pendant cinq ans de plus *une fille qui, pour tous les autres actes de la vie, est considérée comme mineure.* » Sans nous occuper de la séduction au point de vue criminel (1), insistons sur la raison décisive qui nous fait pencher en faveur de la réglementation de la jurisprudence ; raison que le grand critique développe en disant que, par une étrange anomalie, la jeune fille mineure pour l'administration de ses biens est considérée comme majeure à partir de seize ans pour la défense de son honneur. Rien ne justifie cette différence, tout au contraire. On cesse de protéger la jeune fille à l'âge où elle en aurait le plus besoin. En effet, à seize ans, les passions commencent à germer dans son cœur ; tout lui sourit, la vie lui semble aisée et facile ; confiante et pleine d'illusions, elle croit souvent voir un amoureux idéal là où il n'y a qu'un vil

(1) Voir plus loin : *La séduction au point de vue criminel.*

séducteur, et trompée par ses manières doucereuses et ses attentions passionnées, elle s'abandonne, sans songer au lendemain, aux conséquences. Le tort qu'elle se fait est plus grand que si elle perdait sa fortune ou dilapidait ses biens, et malgré cela, la loi reste impassible et lui permet de prostituer son cœur et son corps au premier don Juan venu qui saura abuser de sa naïveté et circonvenir sa délicatesse d'âme. Rien ne saurait justifier un semblable désintéressement ; ce que la jeune fille demande, ce n'est point le prix de son déshonneur, mais des dommages-intérêts pour inexécution d'un pacte légitime, c'est un dédommagement pour le préjudice causé ; tel semble bien être l'opinion d'un grand nombre de jurisconsultes modernes, et un mouvement se dessine en faveur de cette réforme. Le comité de réforme du Code civil, qui se compose d'une pléiade d'hommes éminents appartenant au monde du droit, de la littérature, du barreau, a déposé sur les bureaux de la Chambre, par l'intermédiaire de M. Desplas, député, une proposition de loi sur la séduction. Rédigé par M. Henri Coulon, le distingué avocat à la Cour d'appel de Paris, ce projet que nous allons discuter, est excessivement complet et documenté ; mais il constitue une réaction trop radicale avec notre système actuel et l'influence des littérateurs semble l'avoir emporté sur celle des jurisconsultes (1). Ce pro-

(1) Le comité de réforme du mariage est formé de :

M. Henri Coulon, président ; Mme Avril de Sainte-Croix, vice-présidente ; MM. Victor Margueritte, Lucien le Foyer, J. Joseph Renaud,

jet de loi comprend 6 articles ; nous allons les citer, puis nous en ferons la critique raisonnée : *Article premier.*

— Celui qui, par tromperies graves, promesses ou autres manœuvres fallacieuses détermine une fille ou une femme à consentir des rapports sexuels hors mariage, est tenu de réparer le dommage causé dans les termes de l'article 1382.

Article 2. — Lorsqu'une fille ou une femme a cohabité avec un homme, si elle n'a commis aucune faute grave de nature à provoquer la rupture de la cohabitation, elle peut exiger, en cas de rupture, un dédommagement en argent pour le dommage causé à sa personne ou à ses biens.

Article 3. — Ce droit n'est pas transmissible et ne passe point aux héritiers, à moins qu'il n'ait été convenu par contrat ou ne fasse l'objet d'une instance pendante.

Article 4. — Cette action sera prescrite par deux ans à partir du jour de la rupture ; la preuve de la non-prescription est à la charge du réclamant.

Article 5. — Dans le cas où la séduction suivie de cohabitation a déterminé une grossesse, la preuve pour

membres du bureau ; René de Chavagnes, secrétaire général ; Paul Adam, Henri Bataille, Jules Bois, Armand Charpentier, Lucien Descaves, Jean Finot, Léopold Lacour, Maurice Leblanc, le président Sébastien, Charles Leconte, Pierre Louys, Maurice Mœterlinck, Paul Margueritte, Octave Mirbeau, Charles Morice, Raymond Poincaré, Marcel Prévost, Jules Renard, le président Magnaud, le président Séré de Rivières, C. M. Savarit, le docteur Toulouse, Octave Uzanne ; Mesdames Bertault, Seguin, Oddo-Deffou, Hera Mirtel, J. Schmalt et Séverine, membres actifs.

s'opposer à l'action en dommages-intérêts incombe à celui qui est poursuivi comme séducteur. Dans tous les autres cas, la preuve incombe à la personne qui se plaint d'avoir été séduite.

Article 6. — Les articles 1131, 1133 et 341 du Code civil ne sont pas opposables aux demandes en dommages-intérêts formées pour cause de séduction.

L'adoption de ce projet serait d'une efficacité certaine contre la séduction, mais nous estimons que, sous prétexte de protéger la femme, il est trop sévère pour l'homme. La séduction comprend deux termes : celui ou celle qui séduit et celui ou celle qui se laisse séduire. Il est imprudent et faux d'établir en principe que l'homme est toujours celui qui séduit et il est bien des cas où il est très délicat de savoir lequel de l'homme ou de la femme a séduit. Pour soutenir son projet, M. Henri Coulon, dans un opuscule(1) sur la séduction, déclare : « Avant tout, pour pouvoir faire une loi sur la séduction, il faut détruire dans l'esprit public, l'idée que l'acte sexuel est immoral. Il importe, en effet, que l'acte de la reproduction sur lequel la perpétuation et la force de la race humaine sont basées reprenne sa juste et ample signification. Tous les malentendus que les religions masculines sont venues jeter sur le problème de l'amour doivent se dissiper enfin. Certes Nietzsche a eu raison de dire : « Le christianisme a donné du poison à Eros ; il n'en est pas mort, mais

(1) Projet de loi sur la séduction au nom du Comité de réforme du mariage, Henri Coulon.

il en reste empoisonné. » Il s'agit d'assainir, d'exhausser la conception traditionnelle que l'on se fait de l'acte sexuel jusqu'à son sens de la loi normale, éminemment morale et intransgressible. L'immoralité ne réside qu'en la fausse et condamnable pudeur qui va jusqu'à assimiler au vice et à flétrir comme tel un geste aussi naturel en soi que celui de respirer ou de manger (1). La vie n'est en somme qu'un ensemble de forces de résistance opposées à l'anéantissement. Les races comme les individus subissent l'impérieuse loi de la conservation. Et celles qui ont admis le principe des maternités honteuses, en avilissant l'acte sexuel au point de le réduire à une infamie, à une faiblesse de déchus et d'érotiques portent en elles un principe de décadence rapide et de mort. Ce principe une fois rectifié, il faut déclarer que, dans la séduction, il n'y a pas faute ; que la faute ne résulte que des manœuvres employées pour déterminer la chute de la femme et non pas la séduction elle-même qui constitue la faute... » Sans nous attarder à discuter l'opinion personnelle de M. Henri Coulon relative à la moralité de l'acte sexuel, nous lui rappellerons que c'est le christianisme (qu'il accuse avec Nietzsche d'avoir empoisonné Eros) qui a émancipé la femme et l'a élevée à la dignité d'égale de l'homme ; c'est lui qui en a fait une personne pensante et non plus un objet de luxe utile seulement pour parer un repas ou accomplir l'acte

(1) *Ibid.*, p. 7.

sexuel ; s'il est vrai qu'il a d'autre part imposé une excessive pudeur sur certaines réalités physiques de l'amour, nous trouvons que M. Henri Coulon tend simplement à remplacer les malentendus des religions masculines, par les malentendus des religions féminines ; et logique avec lui-même, il nous semble faire la part trop belle à la femme : d'abord l'article premier, dont l'ensemble est satisfaisant et ne fait que légaliser la jurisprudence actuelle, a le tort de joindre à la fille, la femme. S'il est juste de protéger la fille contre elle-même et contre les dangers que lui font courir sa jeunesse et sa beauté, cette précaution nous semble inutile et exagérée pour la femme ; en effet, par femme on entend la veuve qui est au courant de la vie et qui se donne en pleine connaissance de cause et sans ignorer les conséquences de son acte ; on entend aussi la femme divorcée qui (sauf des cas exceptionnels et dont le législateur n'a pas à s'occuper) est au courant de tous les dangers qu'elle court en se donnant à un homme. La jeune fille ignorante a besoin de la protection de la loi, la femme ne saurait y prétendre ; son expérience de la vie est une suffisante sauvegarde et ce serait restreindre la liberté que d'exposer les hommes à des demandes en dommages-intérêts pour avoir attenté à l'honneur de femmes qui ne songeaient qu'à en faire litière.

L'article 2 nous semble encore plus dangereux : il permet à la femme qui a cohabité avec un homme de lui demander des dommages-intérêts, s'il rompt sans rai-

son cette cohabitation. Admettre un semblable article de loi, ce serait reconnaître implicitement le concubinat, ce serait établir comme jadis à Rome, un sous-mariage, un espèce de contrat pour l'accomplissement de l'acte sexuel, contrat dont la rupture se résoudrait en dommages-intérêts ; en dehors des raisons de haute morale qui s'opposent à la reconnaissance de cette union de bas étage, il nous paraît que ce serait un encouragement regrettable à l'union libre dont nous voyons chaque jour les dangers ; ce serait une arme terrible entre la main des femmes qui feraient de riches concubinages une carrière, où elles monnaieraient leur beauté et leur jeunesse pour se préparer une vieillesse heureuse, grâce à une fortune acquise par d'habiles spéculations sur la peur des révélations ou des scandales. L'auteur du projet a bien compris que cet article 2 était une véritable révolution dans l'état actuel de nos mœurs, et pour que l'on ne se méprenne pas sur sa pensée, il a pris soin d'ajouter dans l'article 6 que les articles 1131 et 1133 du Code, relatifs à la cause illicite, ne pourraient pas être opposés aux demandes en dommages-intérêts formées pour cause de séduction. Nous croyons donc qu'adopter ce projet ce serait tomber de Charybde en Scylla et en voulant réfréner l'égoïsme de l'homme encourager manifestement la cupidité des femmes.

Néanmoins, le *statu quo* ne nous paraissant pas accorder à la femme une protection suffisante, nous estimons nécessaire le vote d'une loi de juste milieu qui se

contenterait uniquement de donner force de loi à la jurisprudence actuelle, c'est-à-dire de faire prononcer des arrêts qui accorderaient des dommages-intérêts non point sur la base fragile de l'équité, mais bien sur celle plus solide de la justice. Pour cela, il suffirait de voter l'article premier du projet que nous venons d'analyser en supprimant le mot femme, c'est-à-dire en le libellant comme il suit : « *Article unique.* — Celui qui, par tromperies graves, promesses ou autres manœuvres fallacieuses détermine une fille à consentir des rapports sexuels hors mariage, est tenu de réparer le dommage causé dans les termes de l'article 1382. » C'est là une solution qui, comme toutes les demi-mesures, ne saurait satisfaire ni l'intransigeant égoïsme des uns, ni le maladif féminisme des autres, mais cependant c'est la seule qui soit inspirée par une véritable idée de justice : elle a, en effet, pour elle, l'autorité d'une quantité considérable d'arrêts dont elle ne fait que consacrer la légitimité ; elle est aussi appuyée sur cette considération que les lois les plus efficaces ne sont point celles qui révolutionnent brusquement l'ordre des choses établi, mais celles qui, peu à peu, par des mesures législatives successives, essaient de faire pénétrer dans notre Code plus d'égalité et plus de justice.

LA SÉDUCTION AU POINT DE VUE CRIMINEL

Faut-il faire de la séduction un délit. La question est controversée. Pour les majeurs, il nous semble qu'agissant dans la plénitude de leur volonté, ils seraient malvenus à demander à la société une punition pour un délit dont ils ont été les complices plus ou moins conscients. L'exemple de ce qui se passe en Angleterre est du reste probant. La législation y punit la séduction si le séducteur a plus de 21 ans et a promis le mariage. D'autre part une action civile est ouverte au père de la victime pour atteinte à l'autorité paternelle. La famille de la victime et la victime ont droit à des dommages-intérêts contre le séducteur. Aussi existe-t-il une véritable industrie qui consiste à exploiter et à rançonner de prétendus séducteurs pour atteinte à l'honneur de jeunes filles plus ou moins authentiques. Si cette réforme était admise en France, comme disait un de nos plus spirituels journalistes, « nous en serions réduits à imiter les Anglais qui se hâtent de changer de wagon quand, par hasard, ils se trouvent seuls avec une jeune fille en wagon ».

Ainsi donc une trop grande sévérité amènerait des perturbations regrettables dans l'ordre social et tuerait peut-être cette agréable vie de société faite d'exquise politesse et d'aimable galanterie, que nous envient toutes

les nations. Elle occasionnerait de bien plus grands scandales que l'admission de la recherche de la paternité et créerait dans les relations sociales un malaise incompatible avec l'affabilité proverbiale de notre pays. Point de délit pour la séduction des majeurs, car à 21 ans, la femme, plus que l'homme peut-être, est consciente de ses droits et de ses devoirs, et si elle s'abandonne aux plaisirs de la passion, dans la plupart des cas, elle connaît les dangers qui la menacent et a dû réfléchir à la gravité de l'acte qu'elle accomplit.

Il n'en est pas de même pour les mineures et tous les criminalistes, psychologues et penseurs, sont unanimes à déclamer une loi punissant sévèrement ceux qui exploitent cyniquement la jeunesse et l'innocence. Par une bizarre anomalie, le Code protège la jeune fille jusqu'à 15 ans *seulement*, il l'abandonne précisément à l'âge où sa protection deviendrait utile et efficace. Il faudrait prolonger cette protection jusqu'à la majorité, car il est inadmissible que la jeune fille soit incapable de dilapider sa fortune jusqu'à 21 ans et puisse sans difficulté disposer de sa vertu et de son honneur. Pour examiner d'une façon rationnelle la réforme à adopter, il faut diviser les séducteurs en deux catégories : 1^o ceux qui séduisent pour eux-mêmes ; 2^o ceux qui séduisent pour d'autres.

1^o *Ceux qui séduisent pour eux-mêmes.* — Il est plusieurs sortes de séducteurs, les uns séduisent pour satisfaire leurs passions personnelles, les autres font un commerce de la séduction et en tirent profit. Les seconds

sont beaucoup plus coupables que les premiers, et la loi ne saurait être trop rigoureuse pour eux ; ceux qui séduisent pour eux-mêmes peuvent avoir l'excuse de la passion et de ses entraînements irrésistibles, et dans ce cas le jury apprécierait ; mais une loi contre eux est nécessaire en raison des abus d'autorité dont se rendent coupables certaines personnes auxquelles leur situation permet d'exploiter la misère et de satisfaire aussi leurs vices. Placées entre l'alternative d'un renvoi qui les laisserait sans ressources et l'obéissance aux exigences honteuses du maître, elles préfèrent sacrifier leur honneur. Pour agir différemment, il faudrait de l'héroïsme, et on ne peut le demander à des femmes que l'on a grisées en faisant miroiter devant elles un avenir plein de promesses et de plaisirs. La réalité est presque toujours moins brillante ; après quelques mois l'homme se lasse de cette passion et il recommence avec une autre les mêmes manœuvres ; quant à la délaissée, elle est le plus souvent renvoyée et a perdu à la fois sa place et son honneur. Contre cet individu qui l'a doublement trompée, elle se trouve sans recours, sans défense, et la société se désintéresse de ce conflit. Il y a là une lacune, il est urgent de la combler. Tel est l'avis de M. Millet, qui dans son ouvrage (1) *La séduction*, réclame l'adoption des trois articles suivants :

Art. 1^{er}. — Quiconque aura séduit une jeune fille âgée

(1) Millet, *De la séduction*, Paris, 1876.

de plus de quinze ans, soit en employant des manœuvres frauduleuses ou des promesses mensongères, soit en abusant de la confiance, des faiblesses ou des passions de cette mineure pour extorquer son consentement, sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus et d'une amende de 100 à 2.000 francs.

Art. 2. — Si le séducteur d'une fille mineure âgée de plus de 15 ans est de la classe des personnes qui ont autorité sur elle, s'il est son tuteur, son professeur, son patron ou son maître, ou bien s'il est serviteur à gages de la fille séduite ou de ses parents, fonctionnaire ou ministre d'un culte, la peine sera de 2 ans à 5 ans et l'amende de 500 francs à 5.000 francs.

Art. 3. — Le délit de la séduction frauduleuse ne pourra être poursuivi que sur la plainte de la fille séduite ou de ses père et mère ou tuteur. Toute personne convaincue d'avoir, dans une plainte de ce genre, porté une imputation calomnieuse, sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans. — Cet intéressant projet est passé du domaine de la théorie dans celui de la pratique, le 14 novembre 1902, car M. Colin a déposé (1) sur les bureaux de la Chambre une proposition de loi tendant : 1^o) à modifier les articles 331-335 du Code pénal relatifs à l'attentat à la pudeur et à l'excitation de mineurs à la débauche et 2^o) à faire un délit de la séduction frauduleuse des mineurs, et le nouvel article 335 de ce projet est la re-

(1) M. Colin, *Projet de loi du 14 novembre 1902.*

production du projet énoncé ci-dessus. Il nous paraît très bien rédigé, et il répond à toutes les objections que l'on faisait relativement aux dangers, d'une loi réprimant la séduction frauduleuse ; en effet, d'abord, l'article 2 punit plus sévèrement le séducteur le plus dangereux : celui qui a abusé de son autorité et de sa situation et a commis en quelque sorte un viol moral, au lieu d'être condamné comme le séducteur ordinaire à six mois au moins et deux ans au plus, il se voit condamné à deux ans au moins et cinq ans au plus. Quant à l'amende, elle est augmentée dans des proportions analogues de 100 à 2.000 francs (séduction ordinaire), elle passe à 500 à 5.000 (séduction par abus d'autorité). C'est là une mesure que l'on ne saurait trop approuver et est qui basée sur une juste appréciation des responsabilités sociales. Enfin et surtout l'article 3 rend improbable, sinon impossible, les chantages opérés par des femmes sans vergogne contre des hommes honorables et respectés : en effet, toute imputation calomnieuse ou reconnue telle est punie très sévèrement et il est permis d'espérer qu'une semblable mesure sera efficace, et, répondra victorieusement aux objections toujours renouvelées sur les scandales, qui mettraient l'honneur des honnêtes gens à la merci d'un moment de passion ou d'égarement exploité par des femmes sans morale et sans honneur.

2°) *Ceux qui séduisent pour d'autres.* — C'est surtout contre cette catégorie d'individus qu'il est urgent de sévir. La statistique nous apprend, en effet que le nom-

bre des prostituées mineures augmente chaque année dans des proportions effrayantes, et comme le dit M. Colin : « L'âge de la prostituée subit une progression descendante analogue à celle que l'on observe dans la criminalité : à l'assassin enfant, correspond la ribaude précoce. » Il importe d'enrayer ce fléau non seulement dans un but de moralité, mais encore dans un but de prophylaxie, les filles mineures étant beaucoup plus dangereuses que les autres pour la contagion des maladies vénériennes. Pour détruire cette plaie sociale, il faut remonter de l'effet à la cause : la cause n'est pas difficile à trouver, elle réside dans le nombre croissant de cette population interlope qui excite et favorise la débauche des mineures et vit de cet honteux commerce. C'est l'homme aux allures élégantes qui attend la jeune ouvrière à la sortie de l'atelier, lui promet une place magnifique où elle gagnera sans travailler une fortune, et l'envoie dans une lointaine ville de province où elle lui rapportera de l'argent ... C'est la vieille proxénète qui promet une vie de plaisir et de luxe à de misérables enfants qui ont à peine de quoi vivre et qui se voient déjà couvertes de diamants ayant hôtel, automobile et laquais ; c'est parfois même, la mère qui ne craint pas d'apprendre à sa fille que la beauté est une marchandise dont on peut battre monnaie et que la jeunesse est surtout très appréciée par les riches vieillards ; c'est le frère qui pousse sa sœur dans cette triste carrière, espérant bien en retirer quelque lointain profit ; et l'on est

stupéfié en suivant les audiences réservées à Paris aux délits des mineurs de voir le cynisme de ces enfants; on peut y voir, en effet des prostituées de onze ans et leurs protecteurs âgés de treize ans. On se demande comment ces enfants ont pu apprendre sitôt le mal : le principal coupable, c'est la proxénète, c'est le trafiquant de chair humaine, qui, sans pudeur et sans remords vit du déshonneur des autres, exploite habilement et attise même les passions de ses clients. Jusqu'ici la loi a été trop douce à leur égard, il importe de l'aggraver, et pour cela, il suffirait de voter la loi proposée par M. Colin, modifiant l'article 334 du Code pénal. Voici quelle est la teneur du nouvel article (1) :

Article 334 (nouveau). — Quiconque aura attenté aux mœurs en excitant, favorisant ou facilitant la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe au-dessous de 21 ans, sera puni d'un emprisonnement de six mois à 2 ans et d'une amende de 500 à 3.000 francs.

Si la prostitution ou la corruption des mineurs a été excitée, favorisée ou facilitée d'une façon habituelle, ou si elle l'a été par les père, mère, tuteurs ou autres personnes chargées de leur surveillance, la peine sera de 2 à 5 ans et l'amende de 300 à 5.000 francs.

Seront poursuivis comme complices et passibles des peines portées au premier paragraphe du présent article, tous ceux qui sciemment auront abusé ou tenté d'abuser

(1) M. Collin, Proposition de loi tendant à modifier les articles 334 à 335 du Code pénal, 14 novembre 1908.

des mineures qui leur auraient été procurées par les agissements des personnes visées aux deux paragraphes précédents.

Les coupables du délit mentionné aux deux premiers paragraphes seront interdits de tutelle et de curatelle et de toute participation aux conseils de famille, savoir : les individus auxquels s'applique le premier paragraphe pendant 2 ans au moins et 5 ans au plus et ceux dont il est parlé au second pendant 10 ans au moins et 20 ans au plus.

Si le délit a été commis par le père ou la mère, le coupable sera de plus privé des droits et avantages accordés sur la personne et les biens de l'enfant par le Code civil. Dans tous les cas, les coupables pourront être mis par l'arrêt ou le jugement sous la surveillance de la haute police, en observant pour la durée de la surveillance, ce qui vient d'être indiqué pour la durée de l'interdiction (1).

Ce projet de loi présente de grands avantages : d'abord il aggrave d'une façon notable les peines portées contre ceux qui excitent les mineurs à la débauche et il les aggrave habilement. En effet, cette catégorie d'individu est une habituée des prisons ; peu lui importe la paille humide des cachots pourvu qu'un complice touche pendant ce temps les produits de leur ignoble commerce. La

(1) « L'article 334, vise uniquement le proxénète, l'entremetteur, c'est-à-dire celui qui favorise la débauche dans l'intérêt des passions d'autrui ; mais bien que le contraire ait été jugé, il laisse en dehors de ses prévisions celui qui favorise la débauche des mineures en vue de la satisfaction de ses propres passions »... Colin, *idem*.

seule peine qui les ennuie, c'est l'amende. Habitué à ne rien faire pour gagner de l'argent, ils y tiennent d'autant plus et l'on ne saurait mieux les gêner qu'en les condamnant à de très fortes amendes et il n'y a point à craindre de dépasser la mesure avec des gens qui font fortune en exploitant la jeunesse de pauvres filles qu'ils ont d'abord abusées en leur jouant la comédie de l'amour. Frapper à la caisse, c'est le seul moyen de leur donner à réfléchir et peut-être de les empêcher de pratiquer un commerce sujet de ce fait à de trop grandes pertes. Le projet de loi est très satisfaisant à ce sujet et il renforce très sérieusement les peines portées contre ces dangereux individus (1).

Enfin, ce projet comporte une circonstance aggravante pour ceux qui pratiquent *habituellement* l'excitation des mineures à la débauche. Si l'on punit les délinquants par occasion, il faut aussi et à plus forte raison punir les délinquants par habitude ; c'est le seul moyen d'enrayer efficacement cet abominable fléau qui livre chaque année à la prostitution des jeunes filles encore innocentes et pures (2).

(1) Ce projet, déposé le 14 novembre 1902, n'a pas encore été discuté, malgré son évidente utilité et les plaintes continuelles de la police des mœurs sur le nombre croissant des prostituées mineures et sur l'impunité assurée aux exploits de leurs protecteurs.

(2) M. Colin, dans son rapport : « Jamais la mineure n'a été plus demandée ; jeunes et vieux, vieux surtout payent, à prix d'or la vierge à laquelle ils pourront ravir sa fleur. Le fait est tellement vrai que la fraude a envahi ce commerce trop prospère. De prétendues vierges se font quotidiennement ravir une virginité déjà lointaine : au besoin

CONCLUSION

Depuis longtemps déjà l'opinion publique réclame une loi sur la séduction et répète avec le grand tribun Jules Favre : « S'il est une loi qui m'a paru la honte de l'humanité, c'est celle qui permet à l'homme de chasser celle qu'il a séduite avec le fruit de ses entrailles. » Cette loi nous ne la voulons pas oppressive pour l'homme, il ne s'agit point de renverser les rôles, mais bien de rendre à chacun ce qui lui est dû. Ce n'est point une révolution que nous souhaitons, mais une évolution qui mettrait la justice d'accord avec l'opinion. Si celle-ci est encore favorable parfois au séducteur, c'est parce que la loi est indifférente ; sans cela, la société serait unanime à penser avec une des femmes les plus remarquables du XVIII^e siècle : « Rien de plus aimable qu'un homme séduisant, rien de plus odieux qu'un séducteur. » Pourquoi donc hésiter à légiférer contre ces dilettantes de la séduction ? Nous avons pourtant démontré l'énormité du mal qu'ils causaient : c'est la séduction qui encourage le libertinage et

du sang de poulet ou de lapin, répandu à propos donne à l'amateur la précieuse conviction qu'il vient de commettre un viol. Et qui pourrait prétendre que la recherche de semblables émotions n'est point criminelle. En les réprimant ou égargnerait bien des innocentes victimes que le vice flétri des vieux marcheurs jette chaque année à la prostitution. » M. Colin, 14 novembre 1902.

partant qui augmente les unions libres dans des proportions dangereuses pour la famille et l'ordre social ; c'est elle qui fait augmenter chaque année les naissances illégitimes et crée ainsi dans l'Etat une armée de parias aigris contre la société et révoltés en pensant à la honte de leurs mères coupables et à la lâcheté de leurs pères anonymes ; c'est elle qui, par la suite, fait éclore l'immense bataillon des criminels, enfants qui, abandonnés de tous, sans appui, sans famille, font vite partie de ces redoutables bandes qui n'ont ni scrupules, ni morale et vivent en marge de la civilisation ; c'est elle qui pousse la fille-mère à se débarrasser de son enfant pour supprimer ainsi une preuve évidente de sa faiblesse ; c'est elle qui livre les filles pauvres aux vices des riches spéculant habilement sur les désirs et les illusions de l'innocence ; c'est elle enfin la grande procureuse de la prostitution dans laquelle vont se réfugier les pauvres filles délaissées ou dévoyées. La séduction est donc un « véritable cancer social » contre lequel la société doit à sa dignité de remédier en modifiant notre législation actuelle et en adoptant les projets de loi dont nous avons parlé au cours de cette étude. En les adoptant, elle se grandira aux yeux de tous, car plus une société est civilisée, plus elle doit protéger le faible, c'est-à-dire la femme contre l'égoïsme de l'homme ; aux temps barbares, la femme ne comptait que comme un objet de luxe et de plaisir : un chef barbare avait une belle femme au même titre qu'un beau cheval ; sous l'action rénovatrice et bienfaisante du christia-

nisme, la femme sortit des gynécées où elle menait une vie animale et fut élevée au rang d'épouse et de compagne, elle fut associée à la vie familiale et admise à la table de l'homme ; pendant le moyen âge et la chevalerie, le respect que l'on eut pour elle est devenu légendaire, et de nos jours, notre pays s'honore d'une réputation de galanterie héritée de nos ancêtres. Elle montre encore combien nous conservons cette précieuse manière d'être, qui rend en France, la vie de société si agréable et si enviée de toutes les autres nations. Il faudrait donc que la loi se mette à l'unisson et accorde à la femme les justes garanties législatives qu'elle réclame ; ce n'est point là faire œuvre d'un féminisme exagéré et professer des idées anarchiques ou subversives, c'est uniquement réclamer la justice égale pour tous et la suppression du régime de faveur que l'homme s'est arbitrairement octroyé. Ce que nous demandons, ce n'est point l'abolition de l'autorité de l'homme ; sans autorité il ne saurait y avoir ni famille, ni Etat, ni nation. En raison des graves responsabilités qui lui incombent, l'homme a droit à la place de chef, mais ce n'est point une raison pour en abuser ou en mésuser, comme il le fait pour la séduction : la vraie solution est comme toujours dans un juste milieu également éloigné du féminisme exagéré des uns et de l'égoïsme farouche des autres. Accorder l'égalité à la femme, ce serait l'anarchie certaine, ce serait la liberté dégénérant en licence ; mais ce n'est point une raison pour ne point

lui rendre justice et lui accorder les garanties qu'elle demande et la protection que réclame sa faiblesse.

Je n'ignore point que beaucoup accusent les lois d'être impuissantes à corriger les mœurs et se désintéressent de la question en disant : *quid proficiunt leges sine moribus* ? Mais encore faudrait-il essayer, puisque l'on ne peut songer à corriger les mœurs. Il est évident, en effet, que la séduction n'est point l'unique cause de l'augmentation des naissances illégitimes, et des unions libres, de l'accroissement de la criminalité et de la prostitution ; les autres causes sont multiples : affaiblissement de l'esprit religieux, attaques contre l'idée de famille, propagande effrénée des publications pornographiques et des pièces immorales qui pervertissent la jeunesse, et font des grands criminels les héros imités par les hommes et des grandes courtisanes les heureuses enviées par les femmes. En un mot, l'invasion du matérialisme de notre temps et sa victoire sur le spiritualisme dans l'esprit du peuple est une des causes secondes des fléaux dont la séduction est la cause première ; mais pour modifier les mœurs, il faut des siècles, pour voter une loi, il faut très peu de temps, et si les sceptiques prétendent, peut-être avec raison, que voter une loi n'est point un remède, nous estimons toutefois que c'est un réel palliatif qui arrêterait la progression ascendante de la séduction. Certes, nous n'avons point la prétention de la supprimer totalement et les lois sont impuissantes en présence de la violence des passions ; de tous temps, à

toutes les époques, il y eut des séducteurs, don Juan ou Lovelace, les uns sont des oisifs qui s'occupent de ces passagères liaisons et mettent leur habileté à triompher des résistances de la femme ; d'autres sont de vrais dilettanti de la séduction et tiennent à avoir la vertu des femmes comme d'autres leurs cœurs. Mais actuellement, forts de l'impunité des lois qui les protègent inconsciemment, ils semblent plus énergiques et plus audacieux. A l'action de la loi que nous réclamons doit s'ajouter celle plus efficace de la société, il faut aussi réformer les mœurs, renforcer l'idée de famille et l'idée de devoir, enfin considérer la femme comme une amie, une compagne et non point une bête à plaisir que l'on exploite, grâce à l'indifférence des lois, en spéculant sur la sentimentalité d'un cœur trop prompt à s'émouvoir et à prendre pour des réalités, les rêves enchanteurs que lui suggère l'amour et l'illusion.

Vu :

Le Président de la Thèse,
ANDRÉ WEISS.

Vu :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	Pages 4
HISTORIQUE	9
La séduction à Babylone, à Tyr, à Sidon, chez les juifs, chez les Germains, à Rome (<i>fornicatio et stuprum</i>). — Influence du Christianisme (Constantin). — La séduction dans le droit canon (<i>sponsatia de præsente et de futuro</i>). — Ordonnances des premiers rois de France. — Droit coutumier. — Sévérité des coutumes de Bretagne. — Jurisprudence des divers Parlements. — Sévérité du Parlement de Paris. — Distinction entre le rapt de séduction et la fornication. — On accorde aussi à la fille séduite la recherche de la paternité. — Intéressante jurisprudence de l'Agenais au sujet de la séduction.	9
<i>Le Code civil</i> . — Il ne parle point des promesses de mariage. — Séance du Conseil d'Etat (26 brumaire an IX).	48
<i>La jurisprudence</i> . — Elle interprète le silence du Code et accorde des dommages-intérêts en se basant sur l'article 1142. — Par un arrêt du 30 mai 1838, la Cour de cassation déclare que les dommages-intérêts sont dus non en vertu de l'article 1142, mais en raison du préjudice causé par la rupture d'une promesse de mariage (art. 1382). Cet arrêt fixe définitivement la jurisprudence. — La rupture des promesses de mariage est un quasi-délit.	
Du mode de preuve en matière de promesses de mariage. . .	79
Calcul du montant des dommages-intérêts en cas de rupture de promesse de mariage. — Préjudice matériel, préjudice moral, clause pénale.	83
<i>De la séduction simple</i> . — Définitions. — Ses éléments. — Historique. — La jurisprudence	92

De l'admission d'une action en dommages-intérêts (quasi-délit, manœuvres dolosives, contrainte morale). — Exceptions à opposer à cette action (mariage, inconduite, minorité). — Calcul des dommages-intérêts. — Mode de preuve.	116
Législation comparée (Codes suédois, allemand, italien, jurisprudence anglaise)	148
La séduction au point de vue social.	162
La séduction, le libertinage et la prostitution.	163
La séduction et l'illégitimité	169
La séduction et la mortinatalité	173
La séduction et la criminalité	175
La séduction et la vie sociale.	180
La séduction devant l'opinion	184
<i>La Réforme.</i> — Recherche de la paternité. — Objections. — Projets de loi.	190
Projets de loi sur la séduction.	201
La séduction au point de vue criminel.	212
CONCLUSION.	221

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
